

VERS LE COMMUNISME¹

Présenté par les camarades du courant « Gauche ouvrière et paysanne »

**textes
préparatoires
au 8^{ème} congrès
du PSU**

toulouse :
9.10.11 décembre

AUX MILITANTS

Depuis le Congrès de Lille, le parti n'a pas connu une vie facile. Au Conseil National de Juvisy, la nécessité de redonner force et unité au parti est apparue évidente. La possibilité en a été ouverte dès ce moment, la date du 8^e Congrès National a été avancée au début décembre et un secrétariat a été mis en place pour rédiger un texte préparatoire aux débats de ce Congrès. Composé à l'origine des camarades A. Barjonet, R. Chapuis, G. Constantin, G. Dorival, J. Le Garrec, F. Péronet, ce secrétariat s'est élargi dès la DPN suivante à Y. Craipeau, G. Féran, M. Mousel et Ph. Simon. S'y sont donc retrouvés non seulement des membres du Bureau National, mais aussi des camarades qui s'étaient opposés à l'orientation majoritaire pendant et après le Congrès de Lille. Ils ont estimé possible d'entamer une démarche commune dans la préparation du prochain Congrès : elle les menait à soumettre un texte unique au débat des militants ; il était toujours possible de faire apparaître sur tel ou tel point des options entre lesquelles les militants trancheraient. Un groupe de camarades a refusé une telle démarche : après avoir constitué une part importante du courant dit 5, ils se sont réunis sous le nom de « Gauche Ouvrière et Paysanne » et n'ont pas voulu participer au secrétariat préparatoire : ils ont préféré rédiger un texte particulier sous le titre « Vers le communisme ». Les membres du secrétariat n'ont pu que prendre acte de cette décision regrettable.

VERS LE COMMUNISME

Présenté par les camarades
du courant
« Gauche ouvrière
et paysanne »

Un an après son 7^e congrès (congrès de Lille), où le courant majoritaire n'avait rassemblé que 53% des voix, celui-ci s'associa à différents courants d'opposition pour proposer aux membres du parti un texte d'orientation unique, assorti d'options, un manifeste qui fut ensuite publié sous le titre *Contrôler aujourd'hui pour décider demain*. Un seul courant, la Gauche ouvrière et paysanne, défendit une autre orientation sous le titre *Vers le communisme*. Elle rassembla 16% des voix. Ses représentants participèrent à la direction politique nationale jusqu'en avril 1974 : contre le soutien apporté par la majorité de la direction à la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle, avec d'autres courants minoritaires du PSU ils appuyèrent sans succès celle de Charles Piaget. Ils quittèrent alors le PSU, formèrent le Parti d'unité populaire, qui participa en 1975 à la fondation de l'Organisation communiste - gauche ouvrière et populaire qui fusionna en 1976 avec l'Organisation communiste - Révolution pour former l'Organisation communiste des travailleurs. Les partisans de *Vers le communisme* qui restèrent au PSU adoptèrent des positions s'écartant de celles exposées dans ce texte. Certains d'entre eux furent à l'origine du Courant communiste autogestionnaire du PSU qui présenta son premier texte d'orientation au 9^e congrès (Congrès d'Amiens).

Ci-contre, extrait de la page 5 de la brochure des

1. Version publiée dans la brochure des textes préparatoires au 8^e congrès du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972, p. 103 à 188.

PRÉSENTATION

C'est dans une large mesure l'incapacité du mouvement révolutionnaire à articuler depuis mai 1968 une stratégie compréhensible pour de larges masses qui explique aujourd'hui que face à la crise de la bourgeoisie, la solution réformiste connaisse un regain de crédibilité.

Tandis que les groupes trotskystes se complaisaient dans le ressassement des schémas anciens, que le courant mao-spontanéiste se dissolvait dans la lutte parcellisée, le PSU avait pourtant entamé une dynamique originale. Ses thèses de Dijon constituaient un premier effort pour cerner les conditions de la lutte des classes aujourd'hui. Elles ne pouvaient pourtant prétendre offrir une élaboration stratégique cohérente, même si l'axe du contrôle ouvrier fournissait déjà un premier point de repère. En développant l'analyse de la classe ouvrière, en cernant, encore maladroitement la perspective du « mouvement politique de masse », en insistant sur l'inéluctabilité de l'affrontement avec l'État de la bourgeoisie, en posant enfin la nécessité de la dictature démocratique du prolétariat dans la société de transition au communisme, le programme d'action élaboré au Conseil National d'Orsay représentait un grand pas en avant et semblait ébaucher une dynamique à laquelle, quelques mois plus tard, le Congrès de Lille mettait un terme brutal.

Cette recherche incessante était liée en effet à une transformation profonde de l'insertion et de la pratique sociale du Parti, qui se manifestait :

- par le développement de son implantation dans les couches de techniciens prolétarisés qui s'étaient mises en branle en 1968 à côté de la petite bourgeoisie intellectuelle et avait initié et révélé la crise idéologique de la bourgeoisie française ;

- par l'évolution de sa pratique de classe et son insertion dans toutes les luttes importantes de la période, ce qui se traduisait souvent par un malaise certain des couches traditionnelles de recrutement (professeurs, couches intellectuelles, gestionnaires...) ; d'accord pour contester l'idéologie dominante mais pas toujours déterminées à mener à son terme l'affrontement radical avec la société capitaliste ;

- par l'avancée de ses analyses et de ses acquits théoriques qui sont le fruit du développement encore embryonnaire et inégal de la formation politique (acquisition des outils théoriques du marxisme) et de la théorisation de la pratique militante.



En substituant au débat collectif à partir de la pratique commune l'affrontement de textes théoriques élaborés par des chapelles qui se reconnaissaient dans des fidélités personnelles ou des références à la tradition révolutionnaire, le Congrès de Lille mettait un terme à l'expérience historique tentée par le PSU depuis 1968. Dès lors en effet que chacun des courants ne justifiait son existence que par rapport à des textes de congrès, les conditions du débat politique lié à la pratique quotidienne faisaient défaut ; les militants étaient de plus en plus incapables de saisir la liaison entre l'enjeu des débats académiques et les conflits auxquels ils prenaient part. Il était donc inéluctable que le courant majoritaire s'efforce de souder sa précaire unité en choisissant des boucs émissaires. Le développement des pratiques sectaires se renforçant les unes les autres ne pouvait qu'aboutir à l'excommunication successive, de gré ou de force, de ces tendances. L'évolution de la situation depuis le Conseil National de Juvisy confirme ces sombres perspectives. La dynamique sectaire continue de développer ses effets sans que personne, de plus en plus, soit apparemment capable d'en contrôler et d'en limiter les conséquences.

Pour de nombreux camarades, la tentation est grande de considérer que dans ces conditions le débat n'a plus d'intérêt, que les dés sont pipés et qu'un nouveau Congrès ne pourra rebâtir ce qu'un autre a détruit.

Il faut pourtant admettre que dans cette dégradation, les responsabilités des « tendances d'opposition » ne sont pas nulles : sectarisme dogmatique et sortiste de la GR et des marxistes révolutionnaires ; absence de proposition cohérente du courant 5 taxé de « populisme ».

Les camarades qui choisissent de rompre le combat interne ont probablement raison s'ils mettent

en balance la volonté d'affirmer un projet politique idéal et la perspective d'une reconquête de l'appareil. Ils oublient simplement que le débat politique tel qu'il subsiste au sein du PSU, en raison de la base militante insérée dans les luttes que mènent des fractions importantes de la classe ouvrière, dépasse de très loin le parti lui-même.

C'est précisément parce que nous refusons de céder au découragement, parce que nous donnons la priorité à la base militante sur les conflits d'appareils que nous estimons nécessaire de mener cette bataille. En réalité le débat au sein du PSU recoupe largement celui dans lequel se trouve plongée l'extrême-gauche française en raison de la nature même de ce parti et de ses transformations.

Constitué en marge des organisations sociales-démocrates traditionnelles, il porte à ses origines les aspirations d'une petite bourgeoisie moderniste qui aspire à installer par une voie réformiste la société socialiste qui correspond à ses valeurs. En mai 1968 son implantation dans cette petite bourgeoisie intellectuelle, et principalement en milieu étudiant, son implantation naissante sur le lieu de travail dans les secteurs techniquement avancés de la classe ouvrière moderne le place au cœur de la lutte contre l'idéologie dominante et renouvelle sa pratique sociale en l'insérant dans les luttes de masses dans la production.

Mais le débat d'aujourd'hui n'est que le reflet de l'évolution des bases sociales du mouvement révolutionnaire lui-même. Porteur depuis mai 68 des aspirations d'une classe ouvrière qui s'exprime surtout par ses couches les plus évoluées (techniciens, cadres de conception, ouvriers professionnels) et que symbolise l'axe du contrôle ouvrier, il découvre que cette classe ouvrière, loin d'être un tout mythique, est profondément divisée. Il découvre que dans les luttes récentes ce sont souvent les couches les plus défavorisées (OS, femmes, travailleurs immigrés, paysans prolétarisés ou paupérisés...) qui se battent le plus durement et que leur unité avec les autres couches ouvrières ne va pas de soi. Il découvre que ses formes d'organisation, ses sections locales, mais aussi ses sections d'entreprise ne sont pas toujours le lieu où se réalise le mieux l'unité des forces sociales porteuses de la contestation révolutionnaire.

Nous savons bien que le débat n'aurait pas de sens s'il se limitait à l'affrontement avec ceux dont le choix réformiste est évident ou implicite. En revanche si l'on tient compte du fait que bon nombre des militants du PSU sont présents dans toutes les luttes qui se mènent aujourd'hui, quelles que soient leur affiliation de tendance, alors le débat n'est plus vain.

C'est pour cet ensemble de raisons que nous croyons nécessaire de développer nos propositions pour faire apparaître une alternative révolutionnaire réelle au réformisme face à la crise de la bourgeoisie française.

Les réflexions que nous proposons aujourd'hui à la DPN de diffuser sont le fruit du travail de nombreux groupes militants ouvriers et paysans réunis à plusieurs reprises au cours des derniers mois parce qu'ils ressentaient précisément le besoin d'une réponse sans équivoque au réformisme.

Il ne s'agit pas d'un texte définitif et nous ne pensons pas d'ailleurs que l'objectif soit de parvenir à un texte idéal. Il sera remanié au cours des prochaines semaines et nous souhaitons qu'il suscite, dans le débat et la confrontation, les contributions les plus nombreuses. À condition toutefois qu'elles se situent dans la cohérence de notre démarche.

Pour nous en effet :

- l'affrontement avec le réformisme ne saurait se réduire au problème de la société à construire en terme de comparaison de tableaux idylliques ;
- la définition d'une stratégie cohérente implique des réponses concrètes aux problèmes posés par les luttes actuelles, afin de rendre clairement perceptibles les impasses du réformisme ;
- la stratégie révolutionnaire lie indissolublement l'analyse de la société capitaliste, les tâches immédiates et les perspectives de construction de la société socialiste. Ainsi, ça n'est pas parce que ce sont les plus misérables et que leur sort mérite qu'on s'apitoie que nous disons que les couches déqualifiées constituent le fer de lance de la classe ouvrière. C'est parce que nous pensons qu'au contraire des couches techniciennes, elles sont capables de dépasser la contestation, l'ébranlement idéologique, pour mener la lutte jusqu'à son terme contre la division sociale du travail qui se poursuivra longtemps après la prise du pouvoir.

C'est pourquoi l'ensemble de nos propositions plutôt que de distinguer l'analyse, les tâches et les perspectives, se regroupe autour des impératifs stratégiques qu'il nous faut définir et remplir pour vaincre aujourd'hui.

- « Unité ouvrière, unité populaire »
- « Contre l'état de la bourgeoisie »
- « Pour la révolution communiste »
- « Pour un nouvel internationalisme »
- « Pour construire le parti révolutionnaire sur ces bases ».

Chaque fois il s'agit de démontrer :

- en quoi ces objectifs sont rendus à la fois nécessaires et possibles par l'évolution des conditions objectives de la lutte des classes ;
- en quoi aussi c'est dans leur mise en œuvre aujourd'hui que se prépare, mieux que par de savantes élucubrations, la société que nous construirons demain ;
- en quoi le choix même de ces objectifs et de ces perspectives est lié à la manière dont on résout le problème de la base de classe du mouvement révolutionnaire (on ne peut vouloir l'abolition de la division sociale du travail, l'instauration du communisme et placer l'ensemble de la classe ouvrière sous la direction politique de ses couches techniciennes) ;
- comment enfin le problème de l'organisation, du mouvement révolutionnaire est directement lié aux choix stratégiques.

Si aujourd'hui la tâche centrale de la période est la désignation claire de la cible : la destruction de l'État bourgeois et son remplacement par la dictature démocratique du prolétariat, puisque nous avons à arracher les masses aux impasses de la stratégie réformiste qui est basée, elle, totalement sur le changement de gouvernement, nous devons opposer UN PROJET POLITIQUE COMPLET capable de rendre compréhensible la voie révolutionnaire dans notre pays. (Ce qui ne veut pas dire que nous faisons l'erreur stupide de dire que le pouvoir est à prendre tout de suite, sans problème). Les questions sont alors

Sur quelles bases sociales, par quelle stratégie, à partir de quelles forces et avec quelle direction ?

I. - Sur quelles bases sociales ?

Compte tenu de l'analyse du capitalisme aujourd'hui, de la naissance de plusieurs pôles impérialistes se repartageant le monde pour écouler leur production et contrôler les capitaux et les productions, de l'extension de la domination capitaliste sur tous les aspects de la vie, compte tenu de la nécessité politique pour la bourgeoisie de recomposer son front de classe pour continuer sa dictature (abandon des petits et moyens bourgeois de la distribution ou des zones rurales, recherche d'une alliance avec les couches qualifiées et techniciennes en rompant ainsi l'unité de la classe ouvrière), l'objectif est donc de refaire l'unité de la classe ouvrière autour des couches déqualifiées, mais occupant une place centrale de la production, et seules capables de mener la lutte révolutionnaire jusqu'au bout. Travailler sans cesse à l'unité de la classe ouvrière c'est entraîner dans la lutte TOUS les ouvriers.

II. - Avec quelle stratégie ?

Cette unité de la classe ouvrière, compte tenu des contradictions internes que l'on ne peut nier tant les luttes récentes les mettent en relief, n'est possible que si elle s'articule avec l'entrée dans le combat de toutes les couches populaires directement opprimées ou exploitées par le capitalisme et qui sur les mêmes bases que le prolétariat peut [sic] être entraînée directement DANS LA LUTTE CONTRE L'ÉTAT. Ceci suppose que chaque lutte ouvrière se donne pour objectif : L'INSUBORDINATION COLLECTIVE complète préparatoire à la lutte positive pour le contrôle sur la production. Ces luttes doivent entraîner une masse importante du peuple à ses côtés, par le jeu de l'unification systématique entre le comité des travailleurs en lutte et le comité de soutien, par l'unification de la gauche ouvrière et paysanne par exemple autour de l'entreprise intégratrice, avec comme objectif le changement de cible dans la lutte, du patron ou du

propriétaire vers l'État.

III. - À partir de quelles forces ?

Cette stratégie de l'unité populaire, préparée dès maintenant dans chaque lutte, et poussée jusqu'à son terme dans le mouvement de masse possible qui peut exister devant la crise de la bourgeoisie et les illusions de l'union de la gauche, l'objectif immédiat est d'en convaincre la gauche ouvrière, c'est-à-dire d'abord la GAUCHE SYNDICALE, et la GAUCHE PAYSANNE. Si ces deux forces sont capables, après un débat politique sans faiblesses d'intégrer dans leur problématique cette stratégie et SA CIBLE, c'est-à-dire la destruction de l'État bourgeois, alors il est possible de peser réellement dans la situation et sur une base de classe.

IV. - De la même manière il faut poser en même temps et commencer à résoudre le problème de l'organisation révolutionnaire, du parti à construire, comme INTELLECTUEL COLLECTIF, porteur en particulier de la tradition historique, et surtout comme instrument DE LA MARCHÉ VERS LE COMMUNISME, et comme QUARTIER GÉNÉRAL DES LUTTES puis de la révolution, est à mettre en pratique AVEC LES MÊMES, SUR LE MÊME PROJET, ET DANS LE MÊME BUT.

Le texte qui est aujourd'hui proposé à la discussion ne peut en aucune manière être considéré comme définitif.

- Certaines de ses thèses, longuement discutées et maintes fois réécrites commencent à refléter fidèlement les idées des groupes militants qui y ont collaboré. Pour d'autres la tâche n'est qu'ébauchée, en particulier lorsque la confrontation avec la pratique est à l'évidence moins facile (comme pour le troisième chapitre).
- Surtout certains développements font encore défaut. Ainsi dans l'unité populaire s'insérera une thèse sur la jeunesse. Des compléments seront apportés en ce qui concerne l'école et la santé. Dans le dernier Chapitre sur l'organisation, une thèse sur la critique des expériences organisationnelles du mouvement ouvrier sera ajoutée.
- Une conclusion générale, qui n'est pas encore en forme, sera également diffusée dès que possible.
- Enfin, nous souhaitons qu'au cours du débat ces propositions soient largement complétées, amendées, corrigées, à condition toutefois que ces apports s'intègrent dans la cohérence logique du texte que le plan lui-même révèle.

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : L'UNITÉ DE LA CLASSE

- 1 - Nécessité de l'unité de la classe.
- 2 - Autour de qui unifier la classe ?
- 3 - Du gauchisme spontané à la gauche ouvrière.
- 4 - Objectifs, et formes de lutte.
- 5 - L'offensive ouvrière face au syndicalisme.
- 6 - Des comités de travailleurs en lutte aux comités de soutien.

DEUXIÈME PARTIE : L'UNITÉ POPULAIRE

- 1 - Les bases de l'unité populaire.
- 2 - L'irruption du capitalisme dans l'agriculture.
- 3 - Le fondement de la lutte des classes dans les campagnes.
- 4 - De l'émergence de la gauche paysanne à l'unité ouvriers-paysans.
- 5 - L'unité populaire dans la ville.
- 6 - La lutte populaire pour la libération des femmes.
- 7 - Les mouvements de minorités nationales.
- 8 - Des contradictions au sein du peuple au mouvement politique de masse.

TROISIÈME PARTIE : LA LUTTE CONTRE L'ÉTAT BOURGEOIS ET LA MARCHE AU COMMUNISME

- 1 - L'affrontement nécessaire avec l'appareil de l'État bourgeois dont la crise s'accroît.
- 2 - Les différentes stratégies de la bourgeoisie.
- 3 - Les impasses du réformisme.
- 4 - La préparation révolutionnaire à l'affrontement.
- 5 - Les problèmes de la prise du pouvoir.
- 6 - Le pouvoir dans la société de transition au communisme : la dictature du prolétariat et le dépérissement de l'État.

QUATRIÈME PARTIE : VERS UN NOUVEL INTERNATIONALISME

- 1 - Les bases de l'internationalisme prolétarien aujourd'hui.
- 2 - La lutte commune avec les travailleurs immigrés.
- 3 - L'internationalisme prolétarien dans la lutte des classes.

CINQUIÈME PARTIE : LES PROBLÈMES D'ORGANISATION

- 1 - Les fondements de l'organisation révolutionnaire.
- 2 - De l'intellectuel collectif au quartier général des luttes.
- 3 - La construction du parti révolutionnaire.

Première partie

L'UNITÉ DE LA CLASSE

I. — 1- NÉCESSITÉ DE L'UNITÉ DE LA CLASSE

Le développement de la lutte des classes depuis mai 68 a mis en évidence un double phénomène qui traduit la division de la classe ouvrière : d'une part, les travailleurs les plus exploités, immigrés, jeunes, femmes, paysans travailleurs, ont joué un rôle déterminant dans les luttes récentes, que ce soit au Joint français, chez Berliet, à Pennaroya ou aux Nouvelles Galeries de Thionville ; d'autre part, les travailleurs les plus qualifiés n'ont joué qu'un rôle limité dans l'affrontement avec l'organisation capitaliste du travail et l'appareil d'État. Cette situation a des bases objectives et tend à rendre compte de l'influence réformiste et des politiques d'intégration.

Bien des déviations opportunistes, en effet, tirent leur origine d'une définition ambiguë de la classe ouvrière. En prenant appui sur les seuls critères économiques et sociologiques, en négligeant constamment l'importance de l'idéologie, les réformistes font de la classe ouvrière un conglomérat rassemblant tous les salariés, du travailleur horaire au chercheur et à l'ingénieur, d'Overney à Nogrette. En la représentant comme un bloc unifié auquel on pourrait s'adresser de façon indifférenciée, les révisionnistes construisent une classe ouvrière mythique, dénuée de conscience autonome, simple miroir de la bourgeoisie qui l'opprime, donc spontanément réformiste et soumise à toutes les tentatives d'intégration émanant du capitalisme. C'est sur ces analyses erronées que les uns et les autres bâtissent leurs fausses stratégies.

L'exactitude des définitions de base doit donc retenir toute l'attention des révolutionnaires. Par classe ouvrière il faut entendre l'ensemble de ceux qui transforment la matière et produisent la plus-value. Cependant, à l'époque de Marx, l'ensemble de la classe ouvrière était cantonnée dans les usines entièrement exclue et désappropriée de tout. Parce qu'elle n'avait à perdre que ses chaînes, elle était globalement la négation du capitalisme et s'avérait porteuse de la future société communiste en liant sa propre émancipation à celle de toute l'humanité. Mais aujourd'hui, les effets de la division capitaliste du travail ont créé des contradictions dans la classe ouvrière dont la principale est celle entre ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés. Si les premiers peuvent croire, du fait de leur place dans le processus de production, à l'amélioration du système, voire à une issue individuelle, les seconds sont conduits à un affrontement collectif avec les forces qui traduisent les rapports capitalistes de production. C'est pourquoi les travailleurs qualifiés constituent un point d'appui pour le réformisme qui est porteur du projet politique le plus apte à représenter la conscience aliénée de ces travailleurs.

Se fixer aujourd'hui comme objectif l'unification de la classe sur une base révolutionnaire est donc un maillon déterminant de toute stratégie anticapitaliste. Or, le développement du mode de production capitaliste, comme celui des forces productives, dressent devant cette unité de la classe des obstacles importants et créent en son sein les bases objectives d'une série de phénomènes de scission.

La forme dominante de l'industrie ne réside plus seulement dans le monopole ou le trust spécialisé à un seul type de production ; elle se dilue dans un réseau complexe, à la fois industriel et financier, visant au contrôle des marchés et non plus seulement des matières premières, capable par le jeu de participations diverses et de productions diversifiées de réaliser dans leur totalité certaines marchandises modernes et par-là de contrôler tout un secteur.

Il résulte de cette situation une anarchie des moyens qui se traduit en particulier par une

suraccumulation de ceux-ci dans certains secteurs, puis par leur démantèlement et par la redistribution des forces productives et d'innovation (par exemple l'évolution de l'industrie spatiale, les remises en cause des plans de la N.A.S.A. ou du C.E.A.). Il en résulte un gaspillage accru, débouchant sur la fabrication de marchandises de plus en plus fragiles, entraînant des risques de plus en plus grands pour l'environnement, nécessitant un rythme de production de plus en plus élevé.

Ainsi, la parcellisation des tâches, la multiplication des échelons hiérarchiques, souvent parasites, tendent sans cesse à séparer le travailleur du produit de son travail, à l'isoler dans le processus de production, à le couper de toute action créatrice. Pour l'O.S. ou pour tout autre ouvrier non qualifié, l'aliénation, la sensation d'exclusion retrouvent leur sens le plus profond.

La combinaison d'entreprises ultra-automatisées et d'entreprises traditionnelles amène le développement de la sous-traitance et permet une exploitation accrue des travailleurs déqualifiés. On rejette à la périphérie des usines automatisées les couches les plus exploitées. On maintient les bas salaires en renforçant le rôle de l'« armée de réserve » constituée par les femmes, les jeunes, les immigrés, les paysans, tous chômeurs intermittents. Pourtant, ces travailleurs sont loin d'être des marginaux : ils sont placés au centre de l'extraction de la plus-value et sont donc des acteurs déterminants de la lutte des classes. De plus, leur nombre tend à croître et ils représentent aujourd'hui plus de la moitié de la classe ouvrière.

Le mode de production capitaliste n'est exclusif qu'**en son centre** (les métropoles impérialistes elles-mêmes) ; **à la périphérie** (les pays dominés), il y a coexistence de secteurs précapitalistes (bourgeoisie rurale, commerçants), de centres capitalistes traditionnels en voie de disparition (industrie cévenole par exemple), de structures capitalistes modernes extérieures au pays (dont Fos est le dernier exemple). Le résultat est le chômage et la condamnation à mort par le capital de régions entières ; celles-ci sont de plus soumises à une exploitation de type colonial qui prétend faire disparaître les traditions nationales et dresse contre l'État capitaliste les diverses couches victimes des efforts de rentabilisation de celui-ci.

L'extension du capitalisme et la modernisation des techniques entraînent la prolétarianisation accrue de couches entières, qu'il s'agisse des paysans travailleurs, des employés mécanisés sur certaines chaînes comme celles de la Sécurité Sociale, des agents de méthode ou des dessinateurs à la tâche, des hospitaliers soumis au travail chronométré. Tous ces **semi-prolétaires** sont encore marqués par l'idéologie dictée par leur situation antérieure mais ils sont déjà intégrés dans la production capitaliste d'aujourd'hui.

Pour tous ces éléments du prolétariat, l'objectif majeur est bien la lutte pour la liquidation de la division du travail. Ils retrouvent ainsi la cible centrale du communisme, l'abolition du salariat par l'appropriation collective des moyens de production et la transformation du travail en activité créatrice. C'est sur cet objectif que l'unité de la classe ouvrière doit se faire dans la lutte et sur une base politique. Or, pour rendre conscient le prolétariat de ces tâches historiques, il lui faut une organisation capable de définir celles-ci clairement et à chaque étape. D'autre part, s'il est vrai qu'il n'y a pas d'unité ouvrière possible sans lutte contre la division du travail et l'organisation capitaliste de celui-ci, encore faut-il savoir autour de qui peut se faire cette unité.

I. — 2. AUTOUR DE QUI UNIFIER LA CLASSE ?

L'expérience de la lutte des classes aide puissamment à répondre à cette question. Au cours des derniers mois, ce sont les O.S., les immigrés, les employés prolétarisés, les jeunes travailleurs, les hospitaliers ou les paysans travailleurs, qui ont été à l'origine des luttes les plus longues et les plus dures, de celles qui se sont traduites par un affrontement contre l'organisation capitaliste du travail. Certes, il a existé, comme à Renault-Sandouville, des luttes menées par des travailleurs qualifiés, par des O.P., mais dans ce cas, les formes d'action ont été plus traditionnelles, l'issue plus rapide, la résistance du patronat beaucoup plus faible.

Ce n'est pas dans ce type de lutte qu'il faut chercher l'affrontement de classe essentiel de la présente période.

Le point de départ de ces luttes dures et prolongées a été variable ; elles se sont elles-mêmes transformées tout en se développant. Mais qu'il s'agisse des salaires, au travers d'une demande d'augmentation uniforme, des conditions de travail, de la lutte sur les cadences ou contre les licenciements, dans tous les cas la hiérarchie et la division du travail se sont trouvées mises en cause, ce qui n'implique pas que les travailleurs aient exactement pris conscience de ce résultat.

En réalité, ces travailleurs déqualifiés, parce qu'ils sont les plus exploités, parce qu'ils n'ont rien à perdre, sont plus que d'autres poussés à une contestation radicale. En même temps, l'égalitarisme de fait qui s'instaure sur les chaînes de production, les conduit à vérifier collectivement l'exploitation dont ils sont l'objet et à lutter pour l'abolition de la division du travail. Mais ces mêmes travailleurs, parce qu'ils ne sont pas actuellement organisés dans le mouvement ouvrier, parce qu'ils n'ont ni la mémoire, ni la tradition de ses luttes, en un mot parce qu'ils n'ont qu'une faible conscience de classe, constituent une force de contestation ambiguë et fragile. Ils sont naturellement poussés à se cantonner dans la simple révolte, sur des bases souvent catégorielles et sans que la cible du capitalisme soit clairement dévoilée à leurs yeux, en tant qu'adversaire principal. Ils peuvent donc être facilement isolés et manipulés pour des buts qui n'ont rien à voir avec le combat ouvrier. Sous couvert d'une exaltation spontanéiste des O.S., avant-garde de la révolution, certains tentent d'imposer à ceux-ci leur propre idéologie et les entraînent tour à tour sur la pente du putschisme ou du révisionnisme. D'autres, en identifiant faussement les O.S. à un lumpenprolétariat (des marginaux qui ne seraient pas placés au centre de la production) sont conduits à en faire la masse de manœuvre potentielle de nouvelles tentatives fascistes.

La bourgeoisie quant à elle, est parfaitement consciente du danger que constitue pour ses intérêts la révolte des travailleurs les plus exploités. C'est pourquoi elle tente d'utiliser au maximum l'évolution du capitalisme et la division du travail qui en découle, pour opposer les unes aux autres les différentes fractions de la classe ouvrière et étendre sur certaines d'entre elles son hégémonie politique et idéologique. De la concertation à la « Nouvelle société », des contrats de progrès à la recherche des « partenaires honorables », le projet est toujours le même : il s'agit d'isoler les travailleurs déqualifiés, de les rejeter dans le lumpenprolétariat, parce qu'immigrés ou parce que jeunes. Il s'agit en revanche de ménager les couches qualifiées, d'abord parce que leur concours est irremplaçable pour la rentabilisation du système capitaliste, ensuite parce qu'elles sont les plus sensibles aux possibilités de réforme améliorant la condition ouvrière et aux pressions de l'idéologie bourgeoise.

Voilà pourquoi toute stratégie qui vise à consolider les divisions de la classe - à proposer par exemple l'union des seuls O.S. avec les éléments révoltés de la petite bourgeoisie radicalisée - ne peut que faciliter grandement la stratégie de la bourgeoisie. Une stratégie révolutionnaire doit être au contraire unitaire dans la mesure où elle se fixe comme objectif majeur de rompre l'isolement des travailleurs non qualifiés, en faisant apparaître avec la plus grande netteté la réalité de l'adversaire de classe et la nécessité d'un affrontement sans merci entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

Ainsi, toute la question est de savoir autour de quelle fraction de la classe, ou si l'on préfère, à partir de quel projet politique, se forgera une nouvelle unité de la classe ouvrière. Ou bien

l'unité se fera autour de la fraction qualifiée de la classe, à partir du projet politique des forces révisionnistes qui y sont hégémoniques, ou bien l'unité se construira autour des travailleurs les plus exploités, les plus opprimés et donc sous leur direction, à partir d'un projet politique révolutionnaire. Les révolutionnaires ne peuvent se donner pour objectif que cette unité ouvrière-là, assurant la direction effective du prolétariat sur tous les travailleurs et créant les conditions de l'unité populaire sous direction prolétarienne. Ils ne peuvent espérer mener à bien cette tâche qu'au travers du recul de l'influence politique des révisionnistes qui ne peut se produire qu'en les attaquant tout d'abord et prioritairement sur leur terrain le plus faible, celui des travailleurs productifs déqualifiés.

L'ampleur et la complexité des tâches à remplir démontrent la nécessité d'une intervention des révolutionnaires, collective et non individuelle, globale et non pointilliste, durable et non éphémère. Autrement dit, la nécessité de l'organisation politique des révolutionnaires - du parti révolutionnaire - résulte de l'existence du projet politique esquissé, parce que celui-ci n'a pas la moindre chance de se réaliser de lui-même. Cette constatation conduit en même temps à poser d'autres questions quant à la nature de ce parti, au processus de sa constitution, au type de liaison qu'il doit avoir avec les masses. Ce sont ces questions qui doivent servir de guide dans la poursuite de l'analyse.

I.—3. DU GAUCHISME SPONTANÉ À LA GAUCHE OUVRIÈRE

Lorsqu'on dit que la base de classe du mouvement révolutionnaire s'est transformée depuis quatre ans, on entend par là que les formes de lutte et les mots d'ordre que la petite bourgeoisie intellectuelle avait en 1968 empruntés au patrimoine des luttes ouvrières du passé, ont désormais retrouvé dans les entreprises une audience de masse. Toutes les luttes de ces derniers mois traduisent en effet l'existence d'un **gauchisme ouvrier spontané** qui donne à la contestation de l'organisation capitaliste du travail ses formes les plus radicales. Ainsi les occupations sauvages, les séquestrations, les « visites » des usines voisines. Ainsi encore les mots d'ordre hérités de mai 68 et qui ont marqué une grève comme celle du Joint Français. Dès lors se trouve remise en cause la légalité bourgeoise dans l'entreprise et se trouve affirmée une nouvelle légitimité qui s'impose en dehors de toute négociation.

Au fur et à mesure que se déroule l'action, en fonction de la résistance adverse, certains travailleurs, parmi les plus combatifs, éprouvent le besoin de se regrouper et de se doter d'une structure de lutte. Celle-ci peut prendre des formes variées. Parfois, comme à Pennaroya, c'est l'organisation syndicale qui fournit l'occasion de ce premier regroupement : on se syndique collectivement pour avoir une garantie contre la répression, ce qui peut donner naissance à une **section syndicale radicalisée**. Parfois au contraire, comme à Thionville, le syndicat officiel jouant le rôle de frein, voire d'appareil répressif, c'est en dehors des structures que se constitue, pour une durée plus ou moins longue, ce qui peut s'appeler un **comité de travailleurs en lutte**.

Cependant, les travailleurs qui s'affirment les plus combatifs dans la lutte, ne sont pas d'emblée les plus conscients. Surtout si ce sont des immigrés, des jeunes femmes dont c'est souvent la première grande bataille, ils n'acquièrent que progressivement et au cours de l'action une conscience de classe, c'est-à-dire la claire notion de leur appartenance au combat ouvrier (il a fallu plusieurs semaines de grève par exemple chez les ouvrières des Nouvelles Galeries) ; jusque là, leur lutte peut tourner dans n'importe quel sens. D'autre part ces travailleurs se montrent sans cesse ballottés au gré des événements ; ils ne sont pas toujours capables de démasquer l'ennemi et ses complices, de s'opposer aux mauvais compromis et aux tentatives de division. Ils veulent gagner mais ils ne savent pas faire les propositions aptes à pousser la lutte jusqu'à la victoire. Ainsi, le risque principal est que, de défaite en défaite, la combativité ne vienne à s'émousser et que, la répression aidant, ce gauchisme spontané se trouve laminé. Comment expliquer autrement que tant de comités de lutte (Caterpillar par exemple) se soient

étiolés ou désagrégés dès la période chaude passée, qu'ils n'aient pas pu répondre à la condition de permanence pourtant indispensable et qu'en fin de compte ils aient laissé le terrain libre à la contre-offensive réformiste ?

C'est pour ces raisons qu'il n'est pas possible, sauf exception, de parler de l'existence d'une **gauche ouvrière** dans les entreprises ; il s'agit tout au plus de l'émergence de celle-ci. Pour que cette gauche ouvrière devienne une réalité, plusieurs conditions doivent être remplies :

1. Contrairement à ce qui paraissait acquis dans la période 70-71, les luttes récentes (aussi bien chez Renault, à Thionville, chez Paris à Nantes, que chez Berliet Bouthéon, mais non pas à Pennaroya) révèlent que les travailleurs en lutte n'ont pas assuré eux-mêmes la conduite de la bataille, n'ont pas eu la capacité de prendre en main leurs propres affaires, n'ont pas eu une réelle **autonomie de lutte**. Très vite, l'action a été récupérée par les structures syndicales, même si celles-ci n'étaient pas à l'origine de son déclenchement, même si leurs initiatives étaient contestées. Ainsi se traduit l'absence d'une véritable **démocratie prolétarienne de masse** : les assemblées générales, quand elles ont existé, n'ont pas été des lieux de délibération et de décision, mais des tribunes pour les permanents syndicaux qui s'y exprimaient seuls et les manipulaient. Les discussions avec le patronat n'ont pas été menées par des comités de grève élus et révocables, mais par les responsables syndicaux qui se substituaient à eux ; or, c'est toujours au moment des négociations que les travailleurs sont dépossédés de leur pouvoir de contrôle sur le déroulement du conflit. Ainsi se rétablit par la bande une sorte de démocratie représentative en contradiction absolue avec les formes comme avec les objectifs des affrontements récents.

2. Si la démocratie prolétarienne de masse est une condition nécessaire à l'affirmation d'une gauche ouvrière, ce n'est pas une condition suffisante. Là où elle a existé, les obstacles à la politisation ont conduit au même résultat. La démocratie des assemblées générales de travailleurs ne peut pas définir correctement la cible qui est le pouvoir du capital. La fusion des luttes économiques et politiques ne se fait jamais d'emblée et par miracle. Si bien qu'une nouvelle fois se trouve posée la question de l'intellectuel collectif, de **l'organisation révolutionnaire** capable de présenter une analyse globale de la situation, de centraliser les expériences de lutte, de faire pendant l'action les propositions tactiques notamment au moment des négociations, d'assurer entre les périodes de lutte la mémoire et donc la permanence, ce qui suppose une éducation politique et idéologique des éléments les plus conscients de la gauche ouvrière. Ainsi, l'existence de l'organisation révolutionnaire, loin d'être un obstacle à l'autonomie de lutte de la classe, en est la condition essentielle.

3. À plus forte raison, s'il est vrai que la lutte ne peut se circonscrire à l'usine. Or, la gauche ouvrière ne peut se développer si elle reste confinée dans le cadre de l'entreprise, coupée des soutiens extérieurs nécessaires à sa propre victoire. Sa croissance est conditionnée par une liaison de masse au sein de l'unité populaire qui peut seule lui permettre de déboucher sur un affrontement global avec l'État capitaliste.

I. — 4. OBJECTIFS ET FORMES DE LUTTE

Dans chaque situation concrète, le prolétariat, afin de briser l'isolement dont il est menacé, doit aujourd'hui mettre en avant à la fois ses objectifs propres - ceux qui vont permettre d'unifier la classe ouvrière - et les objectifs plus généraux qui vont permettre de préparer l'affrontement révolutionnaire contre l'appareil d'État et d'imposer la transition au communisme.

1) La propriété des moyens de production et d'échange est la base du pouvoir de la bourgeoisie, mais le maintien au pouvoir de cette bourgeoisie repose avant tout sur **l'organisation capitaliste du travail**, parce que celle-ci lui permet d'augmenter ou de maintenir son taux de

profit et d'assurer l'accumulation du capital. Mais en même temps, cette organisation du travail crée les conditions objectives de la combativité ouvrière, dans la mesure où elle devient de plus en plus asservissante et insupportable pour les travailleurs. En ce sens, la lutte consciente, collective, contre tout ce qui constitue l'organisation capitaliste du travail est à la fois un objectif propre à la classe et un point d'affrontement essentiel avec le pouvoir du capital. La cible ainsi désignée, les mots d'ordre qui la visent doivent permettre de fusionner les luttes économiques et politiques.

Il en va ainsi de ce qui concerne **l'augmentation uniforme des salaires et le même statut pour tous**. En effet, la simple augmentation uniforme des salaires se trouve régulièrement vidée de son contenu pour les O.S., par suite des avantages divers consentis aux ouvriers qualifiés. À l'inverse, une bataille sur le statut, telle que la mènent les syndicats, si elle vise la conservation des situations acquises et si les salaires restent hiérarchisés, n'a pas grand sens.

C'est donc en liant étroitement les deux mots d'ordre que l'on peut ouvrir la perspective d'une bataille unitaire, mais fondée sur les éléments les plus défavorisés ; on inscrit ainsi la revendication salariale dans la lutte anti-hiérarchique ; elle devient donc politique puisqu'elle met en cause l'ensemble de la division du travail.

Ce qui est important, ce n'est pas de dresser un catalogue plus ou moins complet, mais de lier étroitement les revendications qui concernent le statut dans l'entreprise et la vie à l'extérieur de l'usine, afin de briser l'isolement du prolétariat et de définir les bases d'une bataille commune contre une oppression capitaliste qui s'étend à tous les actes de la vie. Ainsi le mot d'ordre « pour travail égal, salaire égal » sera l'occasion de dépasser les contradictions homme-femme, Paris-province, travailleur âgé-jeune travailleur, etc. De même dans les transports on veillera à surmonter la contradiction entre les besoins des usagers et les conditions particulièrement dures que le travail posté impose aux travailleurs. On se battra pour la diminution du temps de travail et pour les retraites, en liant ces revendications au droit à des loisirs réels, en posant également les problèmes du logement et des transports. Ainsi seront créées les conditions d'une bataille commune aux travailleurs, aux usagers et aux consommateurs, dans le cadre de l'unité populaire et avec l'objectif de **changer la vie**.

2) L'axe stratégique du **contrôle ouvrier** et ses différents aspects : rupture avec la légalité bourgeoise, politique du fait accompli, conduite de la lutte par la démocratie prolétarienne de masse, constitue un acquis essentiel. C'est en effet au travers des luttes pour le contrôle que s'affirme progressivement **l'autonomie de la classe ouvrière**, c'est-à-dire sa capacité à rejeter l'organisation capitaliste de la société, à prendre en main ses propres combats et à assurer la direction de l'ensemble des couches populaires vers la révolution et la dictature du prolétariat. Autrement dit, l'axe stratégique du contrôle ouvrier est lié à la perspective du **mouvement politique de masse** et leur articulation doit être un souci constant. Cependant, l'autonomie de la classe ouvrière suppose que celle-ci s'organise en se donnant les moyens politiques indispensables à cette autonomie, c'est-à-dire que soit correctement résolu le problème de la jonction parti-masses, que soient également rejetés les écueils du spontanéisme et de l'avant-gardisme, qui l'un comme l'autre débouchent sur la manipulation des masses. Certes, ce problème essentiel ne peut être résolu qu'au niveau de la discussion sur le type d'organisation révolutionnaire à construire, mais il doit être posé au niveau des objectifs et formes de lutte, sous peine d'entretenir les illusions les plus graves.

C'est dans ce sens et avec une claire notion de ses insuffisances que la **démocratie prolétarienne de masse** constitue un objectif important. Il faut donc se battre pour des assemblées générales de travailleurs, pour que celles-ci soient préparées par chaînes et par ateliers, pour que les délégués de ces unités soient ceux qui s'expriment. Il faut exiger la création de comités de grève regroupant syndiqués et non syndiqués. Ces objectifs doivent être proposés aussi bien dans les grèves spécifiques qu'à l'occasion des journées d'action réformistes des syndicats (comme le 7 ou le 23 juin), dans la mesure où les appareils syndicaux pèsent de

tout leur poids pour se réserver le contrôle des luttes et canaliser la combativité ouvrière.

De la même façon, il est nécessaire de pousser partout à **l'insubordination ouvrière collective**, de façon à fusionner l'ensemble des luttes sur le contrôle ouvrier et le refus de la hiérarchie. Certes, les réactions individuelles de protestation existent et traduisent le refus de la « caserne du capital », que ce soit le coulage des pièces ou l'absentéisme des jeunes, mais elles ne prennent toute leur valeur que si elles dépassent ce stade pour déboucher sur le refus collectif de l'ordre patronal. Briser les cadences, refuser les horaires, bloquer la réorganisation ou la rotation des postes, toujours de façon collective et unilatérale, c'est s'inscrire dans la lutte décisive du contrôle ouvrier sur la production. Là encore, la jonction des luttes internes à l'usine et de celles qui se déroulent à l'extérieur doit être une préoccupation constante permettant d'élargir le champ de bataille, tout en se préparant à la violence prolétarienne pour la prise du pouvoir.

3) C'est qu'en effet, la contre-offensive patronale ne cesse de se développer. À l'intérieur de l'usine, elle vise à empêcher toute constitution d'une gauche ouvrière, par la rotation rapide du personnel, par les mises à pied individuelles qui frappent les militants, par les licenciements massifs. Elle se concrétise dans la constitution de brigades de répression, syndicales quand c'est suffisant (ainsi le service d'ordre de la C.G.T au Mans ou à Billancourt devient parfois un allié du patronat), policières dans le cas contraire. Cette répression déborde le cadre de l'usine, comme les événements de Renault ou les incursions de la C.F.T. l'ont récemment confirmé ; le patronat et l'État visent ainsi à empêcher toute jonction populaire permettant une extension des luttes. Il appartient aux militants révolutionnaires de prendre collectivement en charge le soutien matériel de leurs camarades frappés par la répression (recasement, aide matérielle, etc.). D'autre part, **l'autodéfense ouvrière** face à la répression patronale, y compris sous sa forme militaire, est aujourd'hui une nécessité et une organisation révolutionnaire doit se saisir de ce problème et faire des propositions concrètes aux assemblées des travailleurs. Résoudre correctement ce problème constitue en effet un moyen de se préparer à la dictature révolutionnaire du prolétariat.

1. 5. L'OFFENSIVE OUVRIÈRE FACE AU SYNDICALISME

L'offensive ouvrière s'oppose dans la majorité des cas à l'attitude purement défensive des centrales syndicales, ce qui amène à s'interroger sur la crise du syndicalisme. En effet, ce n'est pas seulement telle ou telle pratique syndicale qui se trouve mise en cause, c'est bien de l'adéquation de l'outil syndical aux luttes ouvrières d'aujourd'hui qu'il est question.

Historiquement, le syndicat, organisation de masse des travailleurs, fonde son existence sur la défense du prix de la force de travail. En fait, les luttes n'ont jamais été uniquement économiques, elles ont toujours eu des implications politiques et idéologiques et la gauche syndicale, CFDT en particulier, a régulièrement prétendu les prendre globalement en charge. Mais aujourd'hui, l'évolution du capitalisme se traduit par une étroite interpénétration entre les luttes économiques et les luttes politiques ; il s'agit même d'un changement du pôle principal qui, d'économique devient politique. Cela ne veut nullement dire que les luttes sur les salaires perdent de l'importance et il est de plus en plus faux d'opposer les revendications qualitatives à celles qui ne seraient que quantitatives. Cela veut dire que même les luttes qui démarrent sur une base revendicative, deviennent en se développant inévitablement politiques.

Habitué, pour défendre les salaires, à s'inscrire dans le cadre de la légalité patronale et bourgeoise, le syndicat se trouve en porte à faux lorsque c'est cette légalité elle-même qui se trouve mise en cause par l'action ouvrière ; il ne peut pas animer la lutte, nécessairement illégale, contre l'organisation capitaliste du travail. C'est dans ce sens que l'on peut dire que les centrales syndicales ne peuvent pas être et ne sont pas l'instrument de l'offensive ouvrière. Conduites, pour rester dans les limites de la lutte revendicative, à prendre une attitude défensive,

inadéquate par définition à un affrontement généralisé avec l'État, les centrales syndicales sont régulièrement un obstacle à l'offensive des travailleurs qui est bien la marque de la présente période.

Cette situation se traduit cependant par des attitudes diverses dans les différentes centrales :

1) Un premier groupe est constitué par les syndicats de collaboration de classe, qu'ils soient ouvertement mis en place par le patronat et le pouvoir politique comme la CFT ou qu'acceptant l'intégration dans le système capitaliste, ils ne visent qu'à y jouer le rôle de groupes de pression comme la CFTC ou la plus grande partie des structures de Force Ouvrière. Face à l'offensive ouvrière, ces organisations se trouvent régulièrement de l'autre côté de la barricade.

2) La CGT en revanche est, de la part des groupes gauchistes, l'objet d'un procès simpliste : des slogans comme ceux de « CGT, flics », qui en font un syndicat apolitique, complice de la bourgeoisie, prennent en fait les effets pour la cause et interdisent de combattre sa ligne avec efficacité. Le maintien de son influence ne s'explique pas seulement par sa puissance d'intégration ou par la valeur et le sérieux de ses militants. Face au patronat, la CGT exprime des positions de classe et de masse, dans lesquelles se reconnaissent de larges fractions de la classe et pas seulement au haut de l'échelle. Sa force vient du fait qu'elle est la seule centrale à se livrer à une analyse globale et marxiste de la situation. De même qu'elle a compris le rôle déterminant des OS, mais pour les rejeter aussitôt, de même elle a vu que les luttes aujourd'hui ont d'abord un caractère politique. Mais elle traduit aussitôt cette constatation suivant les termes d'un projet politique cohérent - le révisionnisme - en déviant les luttes vers des journées d'action, le soutien au programme commun PC-PS et la préparation des élections. Ses difficultés viennent du fait que ce projet politique est le contraire de l'aboutissement logique de son analyse et sa crise se répercute, cas par cas, devant l'impossibilité où elle se trouve de faire entrer l'ensemble des luttes dans son schéma. Cette crise est donc directement fonction de la croissance du mouvement révolutionnaire, du nouveau rapport de force établi sur le terrain. Cette ligne ne peut donc être combattue avec succès que sur la base d'un affrontement politique.

3) La CFDT a, depuis 68, accueilli en son sein de nombreux militants révolutionnaires qui ont partiellement renouvelé son visage et elle a joué un rôle important dans la plupart des luttes ouvrières récentes. Elle apparaît cependant comme une organisation « intermédiaire », qui se prononce pour des grèves dures et localisées, mais ne se donne pas les moyens de ce choix ; qui refuse la journée nationale CGT du 7 juin, mais appelle avec la même CGT à celle du 23 ; qui oscille constamment entre les gauchistes et la gauche traditionnelle... Cette pratique en dents de scie de la centrale tient à son évolution historique et à son flou idéologique ; elle interdit en fait toute explication qui prétendrait enfermer la CFDT dans un moule unique, alors que cohabitent en son sein des courants profondément différents.

Il existe une droite CFDT profondément réformiste, qui se retrouve sur les positions de la CGT, mais avec les outils d'analyse marxiste en moins ; elle voit son influence décliner régulièrement au sein de la centrale, mais n'en constitue pas moins un obstacle au développement des luttes dans les fédérations et UD qu'elle contrôle ; on l'a bien vu à Thionville ou dans la grève du lait, par suite des positions de la FGA.

À l'opposé, les noyaux dispersés de la gauche syndicale font incontestablement partie de la gauche ouvrière. Il s'agit de groupes de militants encore inscrits dans les structures régulières ou de sections radicalisées qui n'appartiennent déjà plus au syndicalisme classique, même si elles en gardent certains attributs. Dans un cas comme dans l'autre, ils sont menacés d'asphyxie dans la mesure où ils restent enkystés et ne réussissent pas à dépasser une pratique localiste. L'avenir de cette gauche est conditionné par la capacité de ses militants à traduire sur le plan politique les choix qu'ils font dans la pratique.

Mais la CFDT d'aujourd'hui, c'est d'abord le courant centriste, parce que contrôlant l'appareil confédéral et parce qu'appuyé sur les fédérations les plus importantes, il dispose des moyens

d'intervention qui fixent pour l'extérieur l'image de la centrale et assume toutes ses ambiguïtés. Ce courant garde des analyses sur la « nouvelle classe ouvrière », en vogue avant 1968, une attirance vers les travailleurs les plus qualifiés des usines les plus avancées et c'est avant tout aux questions que se posent ces couches qu'il prétend répondre dans ses positions sur les cadres ou l'unification du statut, comme dans ses analyses sur l'autogestion ou la démocratie parlementaire au sein de l'entreprise. Mais dans la mesure où elle sent bien que l'enseignement des luttes ouvrières contredit de telles analyses, la direction confédérale cherche à masquer son désarroi, en reculant et en avançant à la fois. Elle recule en se réfugiant dans un économisme teinté d'idéologie chrétienne qui prétend rendre compte des affrontements de classe en ignorant le problème de l'État, les conditions de l'affrontement central que sont la violence révolutionnaire et la préparation de la dictature du prolétariat. Mais, en même temps, elle croit avancer, en bâtissant le mythe d'un nouvel anarcho-syndicalisme, qui prétend exalter la fonction du syndicalisme dynamique apte à intervenir sur tous les aspects de la vie et à revendiquer pour lui seul la direction des luttes.

Ainsi, par deux démarches différentes, l'une révisionniste et l'autre réformiste, la CGT et la CFDT assument conjointement la crise du syndicalisme dans un double refus de l'affrontement avec l'État capitaliste au moment précisément où la lutte des classes en atteste la nécessité.

1. 6. DES COMITÉS DE TRAVAILLEURS EN LUTTE AUX COMITÉS DE SOUTIEN

Les luttes ouvrières se déroulent d'abord au niveau de la production, c'est-à-dire dans le cadre de l'entreprise. Mais elles ne prennent leur plein développement que si elles s'élargissent et sortent très vite de ce cadre. Cette extension du champ d'action de l'affrontement de classe est d'abord fondée sur les formes nouvelles du capitalisme : puisque celui-ci atteint aujourd'hui toutes les couches de la société et marque tous les aspects de la vie, la lutte doit s'étendre sur un champ aussi vaste. Une bataille restreinte au seul niveau de l'entreprise connaît très vite des dangers d'isolement : elle risque d'être bloquée ou déviée vers l'économisme ou le corporatisme par les organisations syndicales. Si le PCF et la CGT par exemple se battent avec une telle force contre tout élargissement des luttes, c'est parce qu'en cantonnant celles-ci dans l'entreprise, ils assurent le maintien de leur contrôle et empêchent l'affrontement global qu'ils redoutent avec l'appareil d'État. La bourgeoisie, de son côté, dispose de puissants moyens d'« information » pour distiller son idéologie, établir un véritable cordon sanitaire autour des entreprises, dénaturer leurs luttes et isoler les travailleurs (conditionnement des usagers contre les travailleurs de la RATP en grève à l'automne 71, pressions constantes sur les femmes et les familles des grévistes, thèmes habituels sur le maintien de l'ordre et les exigences de la production, etc.). Dans ces conditions, si l'adversaire n'est pas visé dans toute sa dimension, la lutte reste partielle et ne se politise pas ; elle piétine et finalement s'étiolé.

Ainsi, l'unité véritable de la classe qui suppose le dépassement de ses contradictions secondaires ne peut se réaliser qu'au-delà du cadre de l'entreprise, dans celui de l'unité populaire. En d'autres termes, s'il est vrai qu'il n'y a pas d'unité populaire réelle sans gauche ouvrière dans l'entreprise ou sans gauche paysanne à la campagne, réciproquement la gauche ouvrière ou la gauche paysanne ne peuvent s'affermir pleinement qu'en sortant de l'usine et des champs.

Mais ces affirmations resteront des vœux pieux s'il n'est pas clairement répondu aux questions suivantes : - Par quelle médiation peut-on passer de la lutte des travailleurs à celle du peuple tout entier, sous la direction du prolétariat ? - Quelles structures peuvent permettre d'unifier les luttes internes et externes ? - Quel centre de confrontation peut servir à poser les problèmes politiques et permettre à la direction ouvrière sur les luttes de s'affirmer ? - Quel est dans ce processus le rôle des militants communistes et de l'organisation révolutionnaire ?

Beaucoup de ces tâches sont celles des **comités de soutien**, mais il faut aussitôt prendre

conscience de l'ambiguïté du terme et des formes différentes qu'il exprime. Le plus souvent en effet, ces comités, par leur composition et les tâches qu'ils se fixent, sont incapables de répondre pleinement aux nécessités du moment. Il en va ainsi des unions inter-professionnelles d'origine syndicale, comme des comités cartellisés associant les organisations politiques, même quand ceux-ci s'ouvrent aux groupes révolutionnaires. La solidarité financière, tâche essentielle des comités de ce type, est certes importante pour les travailleurs en lutte, elle est même souvent la première condition de leur victoire, en même temps qu'elle constitue un premier moyen de politisation vis-à-vis de ceux à qui l'on réclame de l'argent ou des vivres. Mais un comité de soutien n'est pas uniquement une confrérie de bonnes sœurs rouges.

Les comités inter-syndicaux refusent le plus souvent d'étendre la lutte aux autres entreprises de la firme : ou bien ils le font trop tard (grands magasins autour de Thionville) ou bien ils ne le font pas du tout (trust CGE autour du Joint). Les cartels de groupes révolutionnaires, tout occupés à une surenchère de récupération, ne peuvent de toute façon mobiliser que des militants. L'embrigadement des intellectuels de service dans les comités dits apolitiques ne constitue que le paravent «démocratique» de ceux qui, eux, font de la politique.

En réalité pour qu'un comité de soutien puisse réellement remplir les tâches qui sont les siennes, il faut que soient réunies un certain nombre de conditions :

1. Il s'agit d'abord d'un travail de longue haleine et qui ne s'improvise pas ; seul ce travail patient et de plusieurs mois, dans les quartiers, les grands ensembles, auprès des travailleurs immigrés, permet lorsque l'occasion se présente (à Lyon, chez Maillard et Duclos par exemple), d'établir rapidement une liaison de masse entre des structures qui se sont créées dans la lutte. Une telle constatation montre bien qu'à ces divers stades le rôle de l'organisation révolutionnaire est irremplaçable : c'est elle qui a mené à bien le travail de sensibilisation, c'est elle qui peut susciter les liaisons avec l'entreprise en grève et proposer les objectifs sur lesquels cette liaison peut s'affermir.

2. Il s'agit essentiellement d'une **liaison de masse** qui n'a rien à voir avec le parachutage de militants politiques, délégués par leurs organisations pour apporter la bonne parole de ceux qui savent. La liaison réelle ne peut s'établir qu'entre des structures de masse créées dans la lutte. Ainsi, au Joint Français, la solidarité a connu une grande efficacité parce qu'elle est intervenue entre les ouvriers en grève, les paysans travailleurs, des militants révolutionnaires et qu'elle a su poser tout le problème de la colonisation de la Bretagne. Inversement, le comité de soutien à Pennaroya n'a été qu'un comité Croix-Rouge (d'ailleurs efficace) parce que manipulé par les métaux CFDT et les Cahiers de Mai, il n'a été qu'une structure parlementaire incapable de permettre aux couches populaires d'établir la jonction avec les travailleurs en lutte en posant dans toute leur ampleur les problèmes des travailleurs immigrés.

3. Enfin ce comité de soutien ne doit pas être seulement un amplificateur des luttes menées dans l'entreprise ; il fonde son autonomie par rapport à celles-ci sur l'accomplissement de tâches qui lui sont spécifiques : tâches matérielles d'abord sur le quartier ou la région et que les travailleurs en grève ne peuvent remplir seuls, tâches politiques ensuite qui consistent à étendre la contestation, née au niveau de la production, à l'ensemble de la société, en posant les problèmes de l'environnement, de la culture, de la lutte internationale, etc. C'est à ces conditions que le comité de soutien peut jouer le rôle d'un maillon essentiel entre l'unité de la classe et l'unité populaire.

Deuxième partie

L'UNITÉ POPULAIRE

II—1. LES BASES DE L'UNITÉ POPULAIRE

Face à la bourgeoisie, la classe ouvrière s'unifie dans la lutte ; elle ne saurait pourtant vaincre seule. Dans toute formation sociale et c'est particulièrement vrai pour la France d'aujourd'hui, les deux classes antagonistes ne sont pas seules en lice. Autour d'elles s'articulent tout un ensemble de catégories, de fractions et de couches sociales dont l'appoint est déterminant pour l'issue de l'affrontement entre les deux classes principales.

Pour vaincre la coalition bourgeoise soudée par le pouvoir d'État, la classe ouvrière doit unifier le **peuple**, c'est-à-dire, pour reprendre la définition de Lénine, l'ensemble des couches exploitées et opprimées par le capitalisme, à une période donnée dans un pays donné. Cette unification ne peut se faire qu'autour du prolétariat et sous sa direction. Un tel projet repose sur des bases objectives : c'est l'évolution même du mode de production capitaliste, dominant dans nos sociétés, qui rend aujourd'hui **l'unité populaire** possible et nécessaire. Mais les alliés de la classe ouvrière n'ont pas tous la même importance, ni la même sûreté : tandis que certains lui sont déjà presque intégrés, d'autres au contraire restent partagés et hésitants. On peut ainsi dégager un certain nombre de cercles concentriques entre lesquels se répartissent les différents groupes, fractions et couches qui constituent le peuple.

1) Aux franges mêmes de la classe ouvrière, l'extension de « l'armée de réserve » industrielle rassemble tous ceux qui, sans être en permanence intégrés à la production, jouent le rôle d'un volant d'adaptation ou, sans être directement producteurs de plus-value, contribuent indirectement à son extraction. Ainsi, les femmes du peuple, parfois directement entrées dans la production mais le plus souvent restées au foyer pour y effectuer un labeur non directement rémunéré mais fondamental pour la reproduction de la force de travail. Ainsi les jeunes scolarisés de l'enseignement technique, puisque pour eux « le C.E.T. c'est déjà l'usine ». Ainsi, les retraités rejetés de la production mais souvent contraints d'effectuer de petits métiers pour vivre.

2) L'extension du mode de production capitaliste a pour effet principal de détruire les couches et classes qui relèvent de modes de production antérieurs. Mais cette destruction prend des formes diverses. Tandis que le nombre des paysans décroît sans cesse, une fraction croissante de la paysannerie est de plus en plus directement intégrée au fonctionnement même du circuit capitaliste. À la limite, les paysans travailleurs paraissent déjà appartenir à la classe ouvrière, tant leurs conditions d'exploitation sont voisines et tant la lutte des classes qui passe à travers du milieu paysan est intense. C'est ce qui fonde le caractère prioritaire aujourd'hui de l'alliance ouvriers-paysans au sein du peuple.

En revanche, la situation des petits commerçants et artisans est différente. La liquidation de ces vestiges de la petite production marchande s'effectue à un rythme accéléré mais elle se conjugue avec un fractionnement professionnel et une intégration directe et traditionnelle au circuit de prélèvement de la plus-value. Du même coup, les révoltes qui secouent le milieu prennent le plus souvent des orientations conservatrices et généralement ne rejoignent pas le combat de la classe ouvrière.

3) Le développement du capitalisme amène celui-ci à contrôler tous les aspects de la vie quotidienne et à transformer en marchandises les biens les plus fondamentaux (logements, santé, loisirs, etc.). Ces formes nouvelles d'exploitation et d'oppression sont de plus en plus ressenties par des catégories qui ne sont pas toujours intégrées au prolétariat mais qui commencent à percevoir que leurs intérêts sur ce point rencontrent les siens. Telle est par exemple la base de l'unité populaire dans la ville.

4) Enfin, de même que la coalition bourgeoise est soudée par le pouvoir d'État qu'elle détient, de même l'unité populaire ne se réalise véritablement que lorsque l'ensemble du peuple affronte

directement l'appareil d'État bourgeois. Dès maintenant, cette perspective oriente de nombreux combats dans la mesure où, dès que la classe ouvrière réalise son union avec d'autres couches ou catégories, elle rencontre la répression de l'État bourgeois. De plus en plus également, les luttes qui se mènent contre les appareils d'État (contre l'école, contre les prisons, etc.) créent les conditions d'une convergence avec la lutte de la classe ouvrière, sans que pour autant cette perspective soit jamais automatique.

Surtout, dans les pays de minorités nationales, l'intervention de l'État centralisé pour assurer les conditions idéologiques, économiques et politiques de l'exploitation coloniale, contribue à rassembler autour de la classe ouvrière des fractions ou des couches qu'un jugement purement économiste pourrait conduire à exclure du peuple. À condition que la lutte soit clairement dirigée par le prolétariat et orientée contre l'État bourgeois et ses alliés locaux, celle-ci peut dégager des coalitions populaires différentes de celles qui s'élaborent dans le cadre de l'État-nation.

Dans tous les cas envisagés, ces catégories et couches, parce qu'elles ne vivent qu'un aspect de l'oppression capitaliste, sont particulièrement instables ; à la limite, elles peuvent osciller entre le fascisme et la révolution, cherchant dans l'une ou l'autre direction une issue à leur révolte. Pour qu'elles soient durablement gagnées à l'unité populaire, il faut que soient résolues les contradictions secondaires qui les opposent les unes aux autres. Cela ne peut se faire qu'à une double condition : que l'unité populaire se réalise autour du prolétariat et sous la direction de celui-ci, dans la mesure où il est le seul à être révolutionnaire jusqu'au bout, en fonction de la place qu'il occupe dans le processus de production ; que d'autre part, cette unité populaire se concrétise au cours de luttes qui, selon des formes diverses, visent à l'affrontement avec le pouvoir capitaliste et son appareil d'État, la cible étant toujours clairement révélée.

L'unité populaire n'a donc rien à voir avec l'union dite démocratique des forces antimonopolistes qui prétend juxtaposer des couches non populaires (petites et moyennes entreprises par exemple) ; sauf adhésion individuelle impliquant une rupture de classe, celles-ci ne peuvent que véhiculer leurs aspirations bourgeoises, accentuer les contradictions et les équivoques, et déboucher sur la tentation des étapes intermédiaires et de la « démocratie avancée ». De la même manière, l'unité populaire n'a rien à voir avec un rassemblement fondé sur le seul critère bourgeois de la justice et non sur les affrontements de classe, basé sur une appréciation inexacte de la situation réelle, par exemple sur le mythe de la résistance à une fascisation généralisée.

C'est dans la lutte contre l'oppression étatique et colonisatrice, pour le droit de vivre dans son pays et de parler sa langue ; c'est dans la lutte pour la libération des femmes, de plus en plus opprimées dans une famille que broie le capitalisme et qui s'affirme idéologiquement comme la cellule fondamentale de la société hiérarchisée ; c'est dans la lutte sur les logements et le transport, pour le droit aux loisirs et à l'activité créatrice que se forge l'unité populaire. Mais celle-ci ne pourra être durable et dépasser le stade des révoltes éclatées que dans la mesure où les couches et catégories qui la composent prendront conscience du caractère secondaire des contradictions qui les opposent et se recentreront sur le front principal de la lutte des classes menée par le prolétariat. Il apparaît donc nécessaire de vérifier tout d'abord sur quelques exemples précis, choisis en fonction des critères de classement proposés ici (les paysans, la ville, les femmes, les jeunes, les minorités nationales) si les éléments d'analyse avancés cadrent avec la réalité. Il sera alors possible en fonction des expériences concrètes, d'avancer dans la définition des tâches de l'organisation révolutionnaire, sans laquelle les contradictions au sein du peuple ne pourront pas être surmontées ni par conséquent la convergence assurée dans l'affrontement contre l'appareil d'État.

II — 2. L'IRRUPTION DU CAPITALISME DANS L'AGRICULTURE

Depuis une vingtaine d'années, la pénétration massive du capitalisme dans l'agriculture a largement modifié et continue de modifier la structure de classe du monde paysan. Jusqu'à cette époque, le monde rural français était encore celui qui avait accepté et quelquefois revendiqué l'écrasement de la Commune de Paris. Économiquement, il s'agissait d'un secteur précapitaliste, basé sur de petites exploitations familiales de polyculture et d'élevage qui vendaient au marché une part plus ou moins grande de leurs produits ; à côté de ce secteur, quelques grands domaines, souvent d'origine aristocratique, étaient rarement exploités de façon intensive ; à part, subsistaient les régions de monoculture viticole. Idéologiquement, il s'agissait d'une société fermée, véhiculant les thèmes de la réaction politique et cléricale et s'accrochant aux valeurs «saines». Les paysans symbolisaient l'amour de la propriété, le culte de la famille, le respect des notables. De temps à autre, une révolte brutale, celle des vigneron de 1907 ou les fréquentes jacqueries de l'Ouest ; ces pulsions du corporatisme paysan réunissaient petits et gros pour imposer aux pouvoirs publics une hausse du prix des produits ou le maintien d'avantages catégoriels ; tout naturellement, elles servaient de masse de manœuvre aux entreprises d'une extrême-droite fascisante. Puis, tout rentrait dans l'ordre.

Aujourd'hui, ce monde rural est en profonde mutation par suite de l'intrusion massive du capitalisme dans l'agriculture. Les luttes de ces dernières années, sur le foncier, sur le lait et dans une certaine mesure sur le vin, par les objectifs mis en avant comme par les formes de l'affrontement, portent témoignage d'une situation nouvelle. À la campagne aussi désormais, les alliances et les ruptures se font de plus en plus sur une base de classe.

Il existe désormais une véritable agriculture capitaliste qui utilise de la main-d'œuvre et dégage du profit ; celle-ci a bénéficié du progrès technique dans la mécanisation, de la proximité des grands foyers de consommation urbains. Elle s'identifie avec les gros céréaliers et betteraviers du bassin parisien, mais elle compte également des représentants dans diverses branches : lait, fruits et légumes, élevage du porc ou des volailles.

C'est dans le cadre de cette mutation économique qu'au cours des années 60, en référence à ces succès capitalistes, s'est inscrite la vague moderniste qui, à partir de la J.A.C. a donné naissance au Centre National des Jeunes Agriculteurs. Dans un grand élan d'auto-émancipation, on a cherché à utiliser les bienfaits du progrès technique et de la coopération. « Petit patron deviendra grand » s'il sait être à la fois un exploitant dynamique et un dirigeant compétent. Quelques-uns y ont réussi ; ils se sont intégrés du même coup à l'agriculture capitaliste et en sont devenus les fermes soutiens, en même temps que la base électorale du pouvoir en place (rôle par exemple de Debatisse). Mais, pour la plupart des agriculteurs, l'avenir a été plus sombre et les a amené à radicaliser leurs positions.

En effet, l'apparition du capital dans l'agriculture s'est manifestée par le développement de grands trusts, tels Nestlé pour le lait ou Margnat pour le vin ; installés à la campagne, ceux-ci sont devenus les maîtres de la transformation des produits, de leur commercialisation et parfois même de la fourniture aux paysans des matières premières nécessaires (Duquesne-Purina et Sanders). Les petits producteurs se trouvent désormais sous la dépendance du capital ; ils n'ont plus accès au marché, ne peuvent plus négocier le prix de vente de leurs produits, doivent les livrer à l'entreprise de transformation dans des conditions qui leur laissent à peine de quoi vivre ; les voilà endettés pour les investissements qu'ils réalisent et dépossédés de la direction réelle de leur travail.

L'évolution des coopératives va dans le même sens. Pour les jeunes paysans modernistes, l'idée d'associer les producteurs représentait un moyen de se regrouper, de contrôler la transformation des produits, d'acquérir la possibilité d'intervenir sur le marché de façon relativement puissante. Mais ces coopératives, implantées dans un monde capitaliste se sont naturellement comportées comme des firmes industrielles. La présence de paysans élus dans les conseils d'administration n'est qu'une illusion, dès lors que les intérêts financiers, par l'intermédiaire du Crédit Agricole, y sont majoritaires, dès lors que les accords passés avec les

entreprises privées permettent de régenter le marché et d'imposer leur loi aux producteurs paysans. Il en va certes différemment dans le Midi viticole où les caves coopératives, proches des paysans, sont de simples intermédiaires entre ceux-ci et les grandes industries. Mais dans l'Ouest, la confusion entretenue par l'idéologie coopérativiste, jusque dans les rangs de la gauche paysanne, a été considérable ; il a fallu la dernière grève du lait pour que la liaison des grandes coopératives avec les firmes capitalistes apparaisse nettement et pour que leur place réelle dans le processus de la lutte des classes soit ainsi dévoilée.

L'emprise du capitalisme sur le monde rural s'est encore accrue par suite de la mise en place du Marché Commun et elle a pris une dimension internationale. L'État français s'est fait le défenseur des gros agrariens en ouvrant à leurs produits le marché européen aux conditions du marché français. Un nouvel espace s'est trouvé offert à la concentration des trusts internationaux pour la production des matières premières, du matériel agricole et pour la transformation des produits. Le besoin de rentabiliser les structures capitalistes a conduit au sacrifice des zones périphériques (plan Mansholt, plan Vedel, options du 6^e Plan) qui se trouvent de plus en plus réduites au rôle de réserves de main-d'œuvre, de sites touristiques, de terrains militaires (Larzac, Bretagne). Ainsi l'unification européenne accroît et accélère la prolétarianisation du monde paysan : il est naturel qu'elle se traduise par une meilleure prise de conscience quant au rôle que joue l'État capitaliste par rapport à l'agriculture.

II — 3. LE FONDEMENT DE LA LUTTE DES CLASSES DANS LES CAMPAGNES

C'est en fonction des formes de subordination réelles du travail paysan et de l'analyse des dernières luttes, que l'on peut désormais distinguer :

1. Les paysans prolétarisés, ceux que les industries ont transformés à leur profit en véritables travailleurs salariés à domicile, comme c'était le cas au XIX^e siècle pour une bonne partie du prolétariat industriel. Ainsi, les producteurs de lait bretons sont intégrés de façon fixe à la même entreprise laitière, ils reçoivent mensuellement la « paie du lait », ils sont obligés d'adopter les mesures d'amélioration technique « conseillées » par la firme. Aussi le caractère anticapitaliste de leur combat est-il apparu nettement au cours de la grève du lait ; ils se sont battus pour la défense de leur salaire horaire, voisin de celui des O.S. (67,73 centimes par litre de lait, une fois les charges payées, cela fait 6 F. de l'heure) ; ils ont désigné clairement l'adversaire, à savoir les industries privées ou coopératives ; ils ont spontanément adopté les formes de lutte du mouvement ouvrier, depuis la grève avec occupation et piquets, jusqu'aux assemblées générales quotidiennes ; ils ont perçu la nécessité d'une liaison avec les travailleurs de l'industrie (le Joint Français par exemple) même si celle-ci ne s'est réalisée que difficilement.

Parmi ces paysans prolétarisés, la prise de conscience atteint cependant des niveaux différents. Les plus avancés sont généralement les **paysans modernisés** dans la mesure où leur dépendance vis-à-vis du capital industriel s'interpénètre avec celle dans laquelle ils se trouvent vis-à-vis du capital financier. Ils se rendent de mieux en mieux compte en effet que la quasi-totalité du produit de leur travail passe en remboursements d'emprunts au Crédit Agricole, la banque des industries et des fabricants de matériel, pour payer un matériel « moderne » qu'il faut sans cesse d'ailleurs renouveler. En revanche, ils restent souvent assez sensibles aux mirages de la croissance et ceci est surtout vrai pour les plus aisés d'entre eux qui se trouvent sur des positions analogues à celles d'une aristocratie ouvrière.

Cependant, une des caractéristiques essentielles de la dernière grève du lait a été, pour la première fois, l'entrée en lutte des **petits paysans traditionnels**, peut-être moins conscients au départ, mais tout aussi combattifs sinon plus.

Les contradictions entre ces deux couches sont réelles ; elles tiennent à l'attitude quelque peu méprisante des premiers pour le retard technique des seconds et à la rancune de ces derniers

pour l'apparente réussite des premiers. Les industriels et leurs agents cherchent bien sûr à attiser ces oppositions entre petits et gros producteurs. Ils en trouvent l'occasion par exemple dans la sélectivité des prix du Crédit Agricole et dans le système des primes à la quantité, si bien que la lutte pour la suppression de celles-ci prend tous les aspects d'un combat anti-hiérarchique.

2. Les ouvriers agricoles constituent la couche directement prolétarienne du secteur. C'est particulièrement le cas de ceux qui dépendent des gros agrariens du bassin parisien et travaillent dans de véritables entreprises. Ceux qui, de moins en moins nombreux, dépendent des paysans prolétarisés, sont mal rémunérés mais partagent les difficultés de leurs patrons. Cette situation est source de contradictions, elle rend difficile la prise de conscience des uns et des autres, d'autant plus que le prolétariat agricole, y compris les saisonniers, est le plus souvent un prolétariat d'immigrés.

3. Dans les zones où la production reste artisanale, les **petits producteurs indépendants** ont encore accès au marché sans passer obligatoirement par l'échelon de la transformation. Il en va ainsi souvent pour la viande et pour les fruits. Ceux-ci restent profondément marqués par l'idéologie traditionnelle, si bien qu'on ne peut espérer les voir accéder à une conscience de travailleurs. Tout comme les petits commerçants, ils ne peuvent donc actuellement qu'être des alliés du prolétariat. Pourtant, l'intervention du capitalisme se fait sentir aussi dans ces secteurs (veaux de boucherie par exemple) ; elle est source de prolétarianisation pour ces petits producteurs.

4. Les viticulteurs sont enfin particulièrement représentatifs d'une **couche intermédiaire**. Ici le capitalisme n'intervient directement ni dans la rationalisation des méthodes de production, ni dans le paiement du travail ; il se cache derrière les petites coopératives ou les commerçants locaux qui dépendent des pinardiers. Les luttes menées dans ce secteur gardent donc un caractère ambigu : la revendication porte sur les prix et non sur le salaire ; la cible politique n'est pas nette, puisque l'attaque contre l'État prend encore la forme d'une alliance avec les notables et négociants qui sont en fait les agents de cet État et non pas d'une alliance de classe. Enfin, les contradictions entre ouvriers et paysans ne sont nullement surmontées : ainsi les vigneronns se heurtent aux cheminots lorsqu'ils bloquent les trains et ces derniers, quand ils sont en grève, laissent pourrir sur place les produits agricoles.

Pourtant, la révolte des vigneronns occitans en 1971 a marqué une étape importante, qui n'a pas seulement tenu à l'ampleur des manifestations de masse, particulièrement à Béziers, ou au fait que l'exploitation que subissent les vigneronns en tant que travailleurs, se double d'une oppression nationale. C'est dans la mesure où un certain nombre de paysans en lutte ont pris une claire conscience de l'étroite solidarité qui unit l'État français, le Marché Commun capitaliste, les trusts et leurs correspondants locaux, qu'ils ont pu identifier leur adversaire et situer leur combat dans la lutte des classes.

II — 4. DE L'ÉMERGENCE DE LA GAUCHE PAYSANNE À L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS

Le fait essentiel de ces deux dernières années est constitué par l'émergence d'une **gauche paysanne**. Sa constitution, contrairement à ce qui s'est passé pour la gauche ouvrière, a été d'abord idéologique. Elle s'est opérée au sein des structures syndicales, F.N.S.E.A. et C.N.J.A., en fonction des analyses faites sur la prolétarianisation paysanne, sur le salaire paysan en tant que rémunération du travail. Une patiente démystification de toute la pratique paysanne dans les rapports avec la coopération a été menée. Ainsi s'est produite une prise de conscience échelonnée, préalable à l'affrontement généralisé qu'a constitué la grève du lait. Il est symptomatique de constater que c'est là où ce travail de sensibilisation avait pu être mené à bien, dans le Finistère ou le Morbihan par exemple, que la bataille a connu son plus grand développement.

Constituée le plus souvent dans les structures traditionnelles, la gauche paysanne est lucide sur ce qu'elle peut attendre de celles-ci. Il s'agit en fait de syndicats patronaux qui ont pour mission d'assurer la défense et la promotion du statut de chef d'exploitation. Organisées selon un découpage purement électoral, ces organisations conçues pour faire pression sur les notables, ne sont pas faites pour se battre ; elles ne peuvent en aucun cas répondre aux besoins nouveaux d'organisation apparus au cours des dernières luttes. Il reste que, lorsqu'au niveau régional ou départemental, elles sont tenues par des militants de gauche, elles constituent un outil de mobilisation important, à cause de l'emprise qu'elles conservent sur le milieu. Réciproquement, lorsqu'elles restent aux mains de la droite, elles se révèlent un outil de blocage et de répression efficace. Ainsi, les **comités de défense des producteurs**, centrés sur les usines de transformation, ont joué, là où ils existaient, un rôle important pour contrer l'offensive patronale. On peut se demander si la multiplication et la fédération de tels comités ne pourrait pas constituer l'ébauche d'une organisation de masse anticapitaliste en milieu paysan.

C'est pourquoi le dilemme, tel qu'il est parfois posé, particulièrement en Loire Atlantique, entre le maintien dans les «structures» ou la constitution en dehors d'elles de groupes de base type « paysans en lutte », ne répond plus aux choix du moment.

Si la gauche paysanne se constitue uniquement en milieu paysan, les tentations de corporatisme seront toujours fortes et la logique sera effectivement la séparation entre ceux qui resteront dans les structures syndicales et y passeront des compromis de plus en plus indéfendables et ceux qui, constitués en unités autonomes, auront une grande liberté de mouvement, mais en même temps des possibilités de mobilisation relativement restreintes. La gauche paysanne peut surmonter cette contradiction, à la condition qu'elle se fixe pour objectif de ne pas s'enfermer dans le monde paysan et de poser les problèmes de l'unité populaire, c'est-à-dire d'abord de l'unité ouvriers-paysans.

Or, il faut bien constater que lors de la dernière grève, l'absence de liaison réelle entre ouvriers et paysans s'est cruellement fait sentir. Il ne s'agit pas seulement de la solidarité instinctive entre le paysan producteur et le camionneur qui vient charger son lait, constituant souvent pour le premier la seule image de la classe ouvrière. Il s'agit plus profondément de la liaison avec les ouvriers de l'usine de transformation qui ont un rôle central dans la production et sont directement concernés par les luttes paysannes. Il s'agit plus largement d'étendre cette liaison aux travailleurs des diverses entreprises agro-alimentaires comme des autres usines de la région.

Cette unité ne peut s'affirmer par exemple dans les **comités de soutien**, qu'en prenant des formes concrètes, comme celles que les paysans ont su mettre au point lors de la grève du Joint (distribution ou vente de produits au prix coûtant) ou celles qui ont manqué durant la grève du lait (versement d'une journée de salaire, aide aux paysans dans les fermes pour libérer leur activité militante, soutien aux piquets de grève) ou même conjointement, la remise en marche d'une usine sous le contrôle des ouvriers et des paysans.

Ceci n'est pas encore suffisant, face à une lutte qui sera dure et longue. Assurer la permanence du combat, acquérir une vue d'ensemble et une claire conscience des tâches de la révolution sont des nécessités qui supposent que l'attention soit portée au-delà des problèmes de l'usine et des champs, par une prise en charge des questions qui touchent à tous les aspects de la vie, depuis l'environnement jusqu'à la culture et aux luttes internationales. Seul un **parti révolutionnaire**, fusionnant en son sein ouvriers et paysans, peut poser ces problèmes et espérer remplir les tâches. Sa construction passe par le développement de structures politiques fusionnées. Ainsi, le **groupe ouvrier-paysan** de Brest groupant à la fois des ouvriers de l'arsenal et de la C.S.F. comme des paysans de la région, peut préfigurer la naissance d'un tel parti seul capable de présenter clairement les cibles du communisme.

Pour Marx, pour Lénine comme pour Mao, une des bases traditionnelles de l'instauration du communisme réside en effet dans la fusion au sein d'une même classe des ouvriers et des paysans, ou tout au moins d'une partie de ces derniers, ceux que Lénine appelait déjà les

« paysans travailleurs ». Or, aujourd'hui en France, le capitalisme organise lui-même cette fusion par la prolétarianisation croissante des paysans. Il faut tirer toutes les conséquences de cette situation qui permet de liquider un certain nombre de contradictions classiques entre ouvriers et paysans.

Il en va ainsi de la liquidation du marché ouvert à des paysans contrôlant l'ensemble de leurs instruments de production et assurant eux-mêmes leurs ventes. Il en va de même du problème de la propriété, réglé en fait par l'intervention du Crédit Agricole qui l'a pratiquement en main, tandis que les luttes sur le foncier tendent à faire de la terre un outil de travail et non une propriété juridique. Une telle orientation amène à récuser le vieux principe de « la terre à ceux qui la travaillent », lié à la défense de la propriété familiale. De la même façon encore, la lutte contre le regroupement capitaliste de la transformation du produit des campagnes, soit sous forme de coopératives, soit sous forme de firmes industrielles, amène à récuser la simple nationalisation formelle n'équivalant qu'à un changement de propriété. Pour les paysans comme pour les autres travailleurs, l'enjeu est bien le recouvrement de la direction réelle de leur travail, dans un cadre socialisé où la terre serait un outil collectif. Enfin, l'important mouvement pour l'émancipation des paysannes, parce que travailleuses, permet de résoudre la contradiction entre la famille patriarcale et le développement du socialisme.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est l'abolition de la division villes-campagnes et de la division entre ouvriers et paysans. C'est pour ces raisons là que l'ensemble des mesures proposées pour la gauche paysanne, fusion immédiate avec les ouvriers, actions fusionnées sur tous les aspects de la vie, permettent dès maintenant dans les luttes de viser la cible du communisme.

II — 5. L'UNITÉ POPULAIRE DANS LA VILLE

Les grandes concentrations urbaines sont aujourd'hui le support du capitalisme développé qui remodèle l'espace à son image. En effet, la ville n'est pas seulement le lieu d'organisation du travail, c'est aussi l'endroit où s'élabore le modèle de consommation, où la domination du peuple par la marchandise est poussée le plus loin. La bourgeoisie est contrainte par les luttes ouvrières à faire des concessions sur le lieu de la production, mais elle utilise sa mainmise sur la ville pour récupérer celles-ci ; par exemple, elle contrôle dans la ville l'utilisation des salaires qu'elle a dû consentir dans l'usine ; elle fixe les prix des produits les plus essentiels et notamment des logements et des transports ; elle oriente les besoins et en crée de nouveaux. Ainsi, pour la bourgeoisie, la ville joue le rôle de régulateur économique, mais en même temps, elle est un moyen de renforcer l'oppression matérielle et idéologique qui fonde son projet politique.

Dans l'urbanisme capitaliste, logement et transports remplissent des fonctions importantes et complexes. Ils ont tout d'abord pour but de permettre la récupération et la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire d'une main-d'œuvre qu'il s'agit de fixer au moindre prix dans le voisinage des grandes entreprises et dans des conditions qui permettent de la surveiller et de l'isoler politiquement. Le cadre de vie traduit donc dans l'espace les structures de la société capitaliste, la ségrégation des classes impliquant la ségrégation de l'espace. Ainsi la bourgeoisie se réserve les beaux quartiers du centre ou les sites boisés de la périphérie ; le prolétariat quant à lui, est de plus en plus relégué dans les banlieues, en même temps que les couches populaires sont cloisonnées et isolées avec un soin particulier : ouvriers plus ou moins qualifiés dans les HLM des grands ensembles, immigrés dans les foyers taudis et les bidonvilles, vieillards dans les hospices, jeunes travailleurs dans les foyers répressifs, étudiants dans les cités universitaires. Dans tous les cas, le travailleur est cantonné dans son logement ; celui-ci devient le lieu de fixation de toutes ses aspirations, le lieu de programmation de toutes ses activités sociales en dehors du travail. « Métro, boulot, dodo », un point c'est tout. S'il vient à

sortir de chez lui, le prolétaire est aussitôt traité en suspect, justiciable de tout contrôle d'identité, soumis à de multiples tracasseries. Dans ces grands ensembles où l'on se croise sans se connaître, toute conscience collective est facilement détruite ou dévoyée, toute pratique sociale atomisée.

Mais le logement et les transports constituent en même temps un maillon essentiel dans la tentative de la bourgeoisie d'intégrer au système capitaliste la partie la plus qualifiée de la classe ouvrière. Tandis que pour « l'armée de réserve », particulièrement les immigrés, l'oppression de l'usine se prolonge dans celle des taudis, aux ouvriers qualifiés on propose un modèle de consommation inter-classes, une référence commune à tous les citoyens, conformément à l'idéologie dominante. L'intérêt privé est sans cesse mis en avant par une propagande intensive en faveur de la maison individuelle, de l'accession à la propriété, de l'achat de la voiture. Les formes individuelles ou familiales de la consommation sont à tout moment valorisées, des appareils électro-ménagers, à la télé et à la caravane pour les vacances. La 4L et le F4 symbolisent cette promotion que la TV renforce par le bourrage de crâne basé sur une conception policière du temps libre et la distillation d'un conformisme attristant. Le but est d'établir un système suffisamment habile pour qu'il ne soit pas ressenti par les habitants comme une violence qui leur serait faite, mais qu'il se traduise pour eux par un mélange de satisfaction et de malaise, portant à la résignation.

Seulement ce projet politique entre très vite en contradiction avec la logique du développement capitaliste ; il suppose en effet que l'emprise du capital sur la ville puisse garder une certaine mesure, obéir à certaines règles, qu'elle ne heurte pas en même temps et de front toutes les catégories sociales exploitées. Mais une croissance qui a pour seul moteur le profit ne se laisse pas endiguer et prend des formes sauvages et tentaculaires qui la rendent insupportable à tous ceux qui en sont les victimes. Ainsi, la spéculation effrénée sur les terrains brise les cadres urbains et rend tout urbanisme impossible. La cherté des transports publics est d'autant plus ressentie que leur inconfort va croissant alors que les investissements sont avant tout conçus pour améliorer la circulation des voitures individuelles. La destruction de l'environnement, la disparition des espaces verts, l'extension de la pollution, accroissent le sentiment de révolte contre un système oppressif et absurde. Comme ce système atteint de la même façon de nombreuses catégories et couches sociales, il crée lui-même les fondements objectifs de l'unité populaire dans la ville. Des groupes révolutionnaires au PC et au PS, chacun crie bien haut qu'il faut « changer la vie ».

En même temps, les solutions réformistes apparaissent comme dérisoires dans la mesure où elles prétendent aménager tel ou tel aspect de l'urbanisme moderne sans s'attaquer à la domination du profit. On dénonce les scandales qui ne sont que les excès d'un système généralisé. L'expérience des GAM a montré que les thèmes de la « démocratie communale », en fait la cogestion, facilitaient les tentatives d'intégration du pouvoir et étaient très vite récupérées par lui ; de plus en plus, leur rôle se borne à sélectionner des équipes dites «apolitiques» pour les prochaines élections municipales. Le « socialisme municipaliste » peut espérer former de bons administrateurs, jamais en retard d'une ZUP, mais qui croient qu'on modifie le cadre de vie en alignant des blocs de béton. Les municipalités «communistes» sont autant de petites contre-sociétés dont les foyers, les cantines, les agences de logement, monnaient quelques avantages matériels en échange d'une adhésion politique. Aucune de ces tentatives ne met en cause la base essentielle du système, ne tient compte du fait que chaque mouvement populaire, parce qu'il met en cause l'équilibre instable de la ville, se heurte nécessairement à la répression de l'appareil d'État.

En revanche, une politique révolutionnaire se caractérise d'abord par le type d'actions engagées. On ne se battra pas pour l'amélioration des transports mais pour la gratuité pour tous des transports collectifs, la charge de ceux-ci revenant au patronat. On exigera que le loyer devienne une charge proportionnelle au salaire. On répondra aux sanctions patronales dans

l'usine par la grève des loyers et des charges dans les blocs d'HLM voisins de l'entreprise et lui fournissant sa main-d'œuvre (ainsi les actions menées à Mons-en-Barœul contre le trust d'Agache-Willot voisin). On organisera le refus collectif des saisies qui ne sont le plus souvent qu'une conséquence des licenciements ou blocages de salaires (comme cela a été tenté dans les courées du Nord). L'occupation des maisons vides au profit des mal logés est devenue une action courante mais éphémère et de portée symbolique si le facile succès initial n'est pas étendu par exemple au niveau de tout un parc d'HLM afin de briser l'isolement et de ne pas laisser place aux différentes formes de contre-offensive.

Toutes ces formes d'action ont en commun le refus de la légalité bourgeoise et de ses manifestations que sont la ségrégation urbaine, les réglementations tatillonnes, les gardiens-flics ; par là, elles échappent plus facilement à la récupération réformiste. Les conditions de la victoire sont toujours une intervention collective et une mobilisation de tous les instants (d'où la part essentielle qu'y prennent les femmes au foyer et les enfants, parce que plus disponibles). Cela implique l'existence de véritables structures de lutte et non des placides unions de locataires et des comités de quartier petits-bourgeois. Le choix de mots d'ordre liés aux revendications du prolétariat, l'indispensable liaison dans l'action entre les travailleurs et les différentes catégories d'usagers, contribuent à ressouder le peuple, à lui redonner une conscience collective, à rendre évident le nécessaire affrontement avec le pouvoir d'État. Dès lors, ces luttes contribuent à poser des problèmes nouveaux : celui de la liberté dans la ville, de la gestion des équipements collectifs arrachés à l'emprise capitaliste, de la mise en cause des vieilles divisions entre travailleurs et consommateurs, travail et loisir, actifs et inactifs. Ainsi le développement de l'unité populaire dans la ville permet à son tour une prise de conscience débouchant sur les cibles du communisme. Mais à l'évidence, si l'ensemble de ces luttes peut créer les conditions d'une telle prise de conscience, celle-ci ne sera effective que si le travail d'explication politique est mené avec régularité par des militants communistes, ce qui pose une nouvelle fois le problème de l'organisation révolutionnaire à construire.

II — 6. LA LUTTE POPULAIRE POUR LA LIBÉRATION DES FEMMES

Toutes les femmes sont opprimées dans la société moderne, qu'elles soient au travail ou qu'elles restent au foyer. D'une part, le développement des forces productives entraîne leur entrée massive dans la production ; d'autre part, l'irruption du capitalisme dans tous les secteurs de la vie (logements, loisirs, consommation, culture) se traduit pour elles par une oppression à la fois économique et idéologique. Mais cette situation même entraîne entre les femmes un clivage de classe. Certes, à l'usine, les ouvrières sont placées dans une position systématiquement défavorable par rapport aux ouvriers : ce sont les moins qualifiées, les plus mal payées, celles que le chômage menace les premières ; pourtant, cette infériorité ne provoque aucune solidarité entre les femmes du prolétariat et celles de la bourgeoisie, souvent représentatives d'un patronat de combat. De même à la campagne, les femmes des paysans-travailleurs n'ont aucune responsabilité et ne peuvent qu'assister le chef d'exploitation, mais ceci n'établit pas la moindre solidarité entre elles et les épouses des gros agrariens exploités. Dans la ville enfin, tout distingue les quartiers populaires de ceux de la bourgeoisie, le type de logement comme le moyen de transport, la manière d'élever ou de garder les enfants comme les formes de l'activité culturelle. Aussi, les femmes du peuple, c'est-à-dire l'immense majorité des femmes, parce qu'elles sont doublement exploitées, en tant que femmes et en tant que travailleuses, sont seules en état de susciter et de diriger la lutte pour leur libération.

L'oppression idéologique que subissent les femmes a pour fondement toute une conception de

la famille, de la suprématie de l'homme, de la subordination de son épouse cantonnée dans les tâches domestiques. Ces idées portent la marque d'un mode de production archaïque et patriarcal, mais elles ont été véhiculées et traînées jusqu'à aujourd'hui par les églises et par l'État bourgeois, au moyen de l'école, de la presse, de la télévision. Seulement, et de plus en plus, la réalité quotidienne, tout particulièrement dans les milieux populaires, apparaît en contradiction flagrante avec cette fiction. Pour les femmes des bidonvilles, les hymnes au « clair foyer » ne sont ressentis que comme une brimade supplémentaire ; à l'époque des 3/8 et de la vie dans les HLM, le mythe de la « famille unie » semble bien dérisoire. C'est ce contraste qui est en général à l'origine de la prise de conscience.

En fonction de cette oppression et de la prise de conscience qu'elles en ont, les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans les luttes populaires, soit au niveau de la production (Thionville, Joint Français, grève du lait, etc.), soit au niveau des quartiers (occupations d'immeubles, de terrains de jeu, etc.) C'est à travers ces luttes et comme autant d'ondes de choc que se trouvent répercutée dans le milieu environnant une série de problèmes spécifiques (garde des enfants, tutelle du mari, travail ménager) qui sont un frein à la participation active des femmes à la lutte. Ces problèmes ne sont pas pris en charge pour autant, au moment où ils apparaissent, car dans la lutte il faut faire face à d'autres priorités, ou s'ils le sont (garde collective, nourriture commune), ce n'est qu'au niveau des formes d'organisation et non d'une prise de conscience politique. En fait, les obstacles rencontrés ne sont pas seulement des contradictions secondaires qu'il s'agirait de surmonter comme autant d'obstacles au développement des luttes. Ceux-ci sont porteurs de problèmes nouveaux sur le type de société à construire (nouveaux rapports affectifs et sexuels, liens entre la vie politique et la vie quotidienne, lutte contre [sic] l'abolition du travail domestique etc.). Pour arriver à un point de vue d'ensemble, ces contradictions doivent pourtant s'exprimer, être non pas refoulées, mais mises au grand jour.

C'est pourquoi il est indispensable qu'un mouvement de libération des femmes puisse aider celles-ci à faire éclater ces contradictions, à prendre en charge leurs problèmes spécifiques, à faire converger leurs luttes avec celles des travailleurs contre le système capitaliste, à réaliser enfin l'unité populaire. Les objectifs d'un tel mouvement sont d'abord économiques. Dans l'entreprise, on se battra en étendant la lutte aux travailleurs, pour le salaire égal au travail égal, pour le refus du salaire d'appoint, contre les métiers réservés et pour la prise de responsabilités par les femmes à tous les échelons. Hors de l'entreprise, on exigera avec tous les habitants du quartier, l'extension des crèches sous le contrôle des femmes, des équipements collectifs pour les travaux domestiques ; on se battra pour l'avortement libre et gratuit et pour la liberté de la contraception. Mais des luttes qui se limiteraient à ces seuls objectifs seraient technocratiques et récupérables par le réformisme ; l'expérience de l'Union des Femmes Françaises est édifiante sur ce point. On portera donc également la bataille sur le terrain idéologique en réclamant d'emblée une nouvelle répartition du travail et des tâches domestiques dans la famille, l'égalité immédiate des responsabilités en son sein, moyen de briser la cellule familiale bourgeoise. On mènera avec la jeunesse la lutte commune pour la libération sexuelle. Ces diverses revendications sont évidemment liées en fonction du choix de l'adversaire qui mêle constamment leurs différents aspects ; elles doivent donc se concrétiser au niveau d'une lutte globale.

Un mouvement de libération des femmes ne peut naître à partir des organisations de masse traditionnelles (ASF, APF) dont le but est de défendre la famille, ni des syndicats dont ce n'est pas l'objectif. Quant au MLF, il a dû à sa composition sociale d'exprimer les aspirations de la petite bourgeoisie intellectuelle (égalité des sexes, liberté sexuelle, autonomie culturelle féminine) jouant ainsi le rôle de détonateur dans la prise de conscience féminine. Mais il a dévié ces aspirations en leur offrant la perspective unanimiste d'une union de toutes les femmes contre l'élément mâle de la société, en faisant abstraction de toute analyse de classe et par voie

de conséquence, en ne désignant pas la cible capitaliste. Dans la pratique, il y a d'ailleurs deux MLF, entre lesquels le fossé se creuse de plus en plus. Il existe d'une part une direction centrale autour du journal et des groupes dits de réflexion, utilisant des modes d'intervention publicitaires pour mener une bataille d'auto-observation, uniquement idéologique. D'autre part, il existe des groupes locaux du MLF qui essaient de mener un travail auprès des femmes du quartier, mais qui le font de manière propagandiste (panneaux, visites, etc.), n'évitant pas toujours les tentations avant-gardistes. Autant avec ces groupes, le désaccord portant sur la méthode, il est possible à des militants révolutionnaires de mener un travail suivi, autant avec le groupe central, le désaccord portant sur le fond, n'est pas susceptible du moindre compromis.

Il reste qu'un mouvement de masse des femmes du peuple, constitué autour d'elles et sous la direction de la classe ouvrière, se doit de trouver les formes d'alliance qui permettront aux femmes de la petite bourgeoisie intellectuelle de rejoindre le combat de classe. Il reste, à plus long terme, que ce mouvement prolétarien doit se fixer l'objectif de la libération de toutes les femmes en même temps que la sienne propre, mais que ce but ne pourra être atteint qu'à travers la révolution, le renversement des positions de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat.

II — 7. LES MOUVEMENTS DE MINORITÉS NATIONALES

Depuis quelques années et particulièrement depuis 1968, les divers peuples minoritaires intégrés dans l'État français connaissent une renaissance rapide de leurs consciences nationales qui s'expriment dans les mouvements breton, occitan, catalan, basque, corse.

Cette renaissance s'appuie sur la conjonction de plusieurs phénomènes :

1. L'existence d'un certain nombre de particularismes, sur le plan de la langue et de la culture et le souvenir d'une longue histoire marquant la résistance à la conquête militaire et à la politique d'assimilation imposée aux régions périphériques par l'État français centralisateur. La répression de ces langues et de ces cultures, la falsification de l'histoire par les appareils idéologiques de la bourgeoisie française et tout particulièrement par l'école, une certaine forme de racisme antibreton, antioccitan, anticorse ont pu durant de longues années masquer l'existence de ces minorités nationales, mais cette oppression n'a fait que préparer les conditions d'une renaissance qui s'affirme aujourd'hui, non pas sous la forme de mouvements statiques et réactionnaires prônant le retour au passé mais sur la base de mouvements populaires de libération.

2. La crise économique de ces régions, restées à l'écart du processus d'industrialisation afin qu'elles puissent constituer des réserves de matières premières et de main-d'œuvre en faveur des régions avancées et particulièrement de la région parisienne, s'accroît dans la présente période. L'équilibre précaire longtemps maintenu a été rompu par l'intrusion massive du capitalisme dans l'agriculture entraînant la prolétarianisation et le départ des petits agriculteurs, en même temps que par la formidable expansion du tourisme, exploitant les richesses naturelles (mer, soleil, nature) et les particularismes culturels devenus marchandises folkloriques. Cette exploitation, appuyée sur la centralisation française (les décisions viennent toujours d'ailleurs et en général de Paris, même si quelques notables locaux sont utilisés comme intermédiaires) a puissamment contribué à développer la prise de conscience populaire, assurant la convergence de la conscience de classe et de la conscience nationale.

- 3) Cette oppression culturelle et cette exploitation économique s'exercent sur une structure sociale particulière qui, par de nombreux aspects, se rattache à des modes de production anciens : une petite paysannerie et une couche commerçante particulièrement nombreuses, une classe ouvrière encore dispersée ; l'absence de véritables bourgeoisies nationales, les bourgeois locaux étant entièrement intégrés au projet politique de la bourgeoisie française, les techniciens qualifiés et les cadres étant en majorité originaires d'ailleurs. Ainsi la notion de peuple peut

prendre dans ces pays un aspect ambigu si on ne l'envisage que du seul point de vue sociologique. L'unité populaire ne s'affirme vraiment que dans l'affrontement avec l'appareil de l'État colonisateur, la conscience nationale constituant alors le ciment entre les diverses couches sociales exploitées, mais risquant de masquer les contradictions principales de l'affrontement de classe.

4) Mais l'addition de tous ces phénomènes ne suffirait pas à jeter les bases d'une stratégie révolutionnaire dans les pays de minorités nationales. L'événement fondamental, c'est que conscience nationale et conscience de classe se mêlent de plus en plus dans des luttes importantes et prolongées. L'existence d'une minorité nationale se manifeste essentiellement aujourd'hui dans les luttes qu'elle mène. C'est ainsi que le mouvement breton s'est amplifié et clarifié cent fois plus par son insertion dans la lutte du Joint Français et celle du lait que par des années de luttes purement culturelles et relativement statiques. Le « Joint Français » a été une lutte de classe bretonne et n'y voir qu'une lutte de classe ou une lutte bretonne, c'est passer à côté de la réalité et amoindrir considérablement la force et l'impact de cette lutte. De même les luttes du Larzac n'ont pu devenir de puissants mouvements populaires que parce qu'elles associaient étroitement la protestation des paysans chassés de leurs terres et la lutte du peuple occitan contre les formes militaires de la domination capitaliste.

En fonction de cette analyse des réalités présentes, il apparaît nettement que :

1. L'unification du peuple autour de la classe ouvrière et la réalisation de l'unité populaire trouvent dans les pays de minorités nationales des circonstances particulièrement favorables. L'existence et la répression des particularismes, la généralisation à des couches très larges de la domination économique imposée de l'extérieur, permettent une conscience presque immédiate de solidarité entre ces couches ; ouvriers et paysans en particulier sentent bien que l'issue de leurs luttes dépendent essentiellement de leur unification. La réussite de la lutte du « Joint » s'explique en grande partie par l'écho immédiat qu'elle a rencontré dans toute la Bretagne et par la force qu'a apportée aux ouvriers du « Joint » le soutien massif de toute la région.

2 Le problème des minorités nationales n'est donc pas un problème annexe s'ajoutant à d'autres et réclamant une solidarité pour des combats accessoires. C'est de plus en plus en s'inscrivant dans le cadre breton, occitan, catalan, basque ou corse que la lutte contre la bourgeoisie française et son État trouve les conditions de son efficacité.

3) La lutte des minorités nationales s'attaque enfin à l'un des piliers les plus solides de l'État bourgeois, le mythe de l'unité nationale française qui a toujours permis à la bourgeoisie de masquer les contradictions de classe, qui lui a permis d'assurer son expansion économique et d'assurer sa domination politique. C'est dire que le soutien aux luttes des minorités nationales ne peut en aucun cas se confondre avec les tentatives de simple décentralisation que proposent certaines fractions de la bourgeoisie française.

Les mouvements de minorités nationales n'en sont pas moins traversés par des contradictions importantes qui opposent les nationalistes et les révolutionnaires, même si le développement des luttes récentes est porteur d'évolutions positives au sein de ces mouvements. Il reste primordial de lutter contre le nationalisme qui tend à faire passer la lutte des classes, quand il la reconnaît, au second plan derrière les différenciations ethniques et risque de détourner la lutte du peuple contre les étrangers plutôt que contre la bourgeoisie. Il faut sans cesse montrer, dans les faits et à l'intérieur des luttes, que la bourgeoisie fera toujours passer ses intérêts de classe avant ses solidarités ethniques et que la lutte de libération ne peut se faire que contre elle et non pas avec elle. Il faut lutter contre toutes les tentatives de collaboration de classe faites au nom de l'unité nationale particulièrement contre les stratégies de front national qui ne peuvent qu'obscurcir ce combat.

Mais pour les militants révolutionnaires, la lutte contre le nationalisme passe d'abord par une rupture dans les faits et pas seulement en paroles, avec la tradition des organisations hexagonales de gauche, syndicales ou politiques, incapables de situer leur stratégie et leurs

structures en dehors du cadre centralisateur et des habitudes jacobines. Reconnaître le droit à l'autodétermination des minorités nationales, c'est aller jusqu'au bout et trouver les moyens, en particulier organisationnels, qui permettront aux forces révolutionnaires des pays dominés d'assurer elles-mêmes la conduite de leurs luttes.

II — 8. DES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE AU MOUVEMENT POLITIQUE DE MASSE

La consolidation de l'unité populaire n'est jamais assurée même si elle constitue une exigence ressentie par des couches entières de la population. En effet, ces catégories et couches apportent et véhiculent avec elles des idées qui sont des vestiges de modes de production antérieurs (patriarcal, féodal, système de la petite production marchande...) ou des retombées de l'idéologie bourgeoise (chauvinisme, racisme, individualisme...). La classe ouvrière elle-même reste profondément marquée, surtout dans ses couches qualifiées, par la pénétration de ces idées bourgeoises, d'autant plus que le révisionnisme s'évertue sans cesse à les réintroduire dans le prolétariat. C'est ainsi que se maintiennent des contradictions au sein de la classe (français-immigrés, hommes-femmes, collectivités-individus), même si la vie de l'usine moderne vient à tout instant contredire les idées anciennes sur la famille, la nation ou la propriété. Cependant, ces **contradictions au sein de la classe** ou ces **contradictions au sein du peuple**, puisqu'elles sont liées à l'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie, ne peuvent être définitivement résolues dans le cadre de la société capitaliste ; leur solution implique un changement du mode de production comme de l'idéologie qui l'exprime, c'est-à-dire la révolution et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Néanmoins, il est possible de surmonter provisoirement dans l'action certaines de ces contradictions secondaires, à la condition que l'unité populaire se construise autour de l'objectif principal, la destruction de l'État bourgeois et que la solidarité de lutte avec le prolétariat apparaisse comme impérieuse aux divers éléments du peuple. D'où la nécessité d'une double démarche : d'abord mettre au grand jour ces contradictions, les dévoiler, afin qu'elles ne puissent pas, parce que refoulées, être vécues comme principales (par exemple l'inégalité des femmes par rapport aux hommes ou la ségrégation raciale pour les immigrés) afin qu'elles soient sans cesse confrontées à la réalité, même si dans un premier temps cela conduit à les exacerber. Ensuite, il faut sans cesse ramener ces contradictions sur le front principal de la lutte des classes et proposer des solutions en fonction de celui-ci seulement et non pas indépendamment de lui, comme tentent de le faire certains mouvements nationalistes ou la direction du M.L.F. en ce qui concerne les femmes.

Il n'est pas vrai, contrairement à ce que croyait V.L.R., que des mouvements développés sur leur propre base spécifique, convergent ensuite spontanément, pour rejoindre le front principal et se fondre dans un mouvement global et politique. Une telle conception ne conduit, l'expérience l'a montré, qu'à l'isolement et la dépolitisation de tels mouvements, le F.L.J. par exemple, ou à leur prise en charge par la bourgeoisie, le M.L.F. par exemple. Comme on l'a vu à Saint-Brieuc, c'est autour de la lutte des ouvriers du Joint que l'unification des paysans travailleurs, de certains petits commerçants, de militants bretons, s'est réalisée, que ces différents mouvements ont été amenés à poser et à essayer de résoudre leurs contradictions secondaires. Que cette unification des mouvements dans la lutte soit dialectique et qu'il y ait enrichissement mutuel, c'est l'évidence, mais ceci ne doit pas conduire à inverser les facteurs. Le fait que la lutte se soit déroulée en Bretagne a renforcé le soutien populaire aux ouvriers du Joint, en mettant en lumière les aspects du colonialisme intérieur, mais cette prise de conscience et cette convergence ne se sont produites qu'en fonction de ce qui était d'abord un affrontement de classe.

Cette analyse amène donc à reconnaître l'existence de mouvements spécifiques (des paysans travailleurs, de libération des femmes, des minorités nationales, etc.), mais à ajouter aussitôt que l'autonomie de ces mouvements n'est que relative. Ce n'est pas de mouvements autonomes mais de **mouvements semi-autonomes** qu'il faut parler, ce qui entraîne d'importantes conséquences sur le plan organisationnel :

1. — Au niveau des masses, ces mouvements semi-autonomes prennent en charge, à partir d'une base matérielle de lutte (le quartier pour les immigrés ou les femmes au foyer, l'usine agroalimentaire pour les paysans-travailleurs, les foyers pour les jeunes, etc.), la lutte contre les idées anciennes, les revendications spécifiques des couches concernées, mais ils recentrent constamment leur action en fonction de l'objectif principal. Au niveau des éléments avancés de ces mouvements et tout particulièrement de la gauche paysanne, l'objectif doit être plus ambitieux : il s'agit de réaliser dans l'immédiat la fusion avec la gauche ouvrière, constituant ainsi la base du parti révolutionnaire.

2. — En effet, un long travail de préparation et d'agitation politique est généralement à l'origine des luttes les plus significatives. La lutte une fois déclenchée, un travail de synthèse idéologique et politique doit être constamment mené, afin de montrer en quoi les contradictions secondaires peuvent nuire à l'objectif. Ce sont là des tâches essentielles que le parti révolutionnaire doit remplir au sein de la gauche ouvrière et populaire et non à l'extérieur de celle-ci. Élément conscient de cette fusion dans le mouvement de masse, le Parti, quand la soudure est faite, doit encore émettre les propositions de nature à rendre présentes à chaque instant l'ensemble des tâches de la Révolution. Il a enfin pour fonction, aux diverses étapes de la lutte, d'assurer la formation des éléments les plus conscients de cette gauche fusionnée qui, de son côté, représente l'élément fondamental du contrôle par les masses du parti prolétarien. Cette conception de la formation simultanée et dialectique de la gauche fusionnée et du Parti se situe aux antipodes des traditions avant-gardistes qui font surgir un parti révolutionnaire tout armé et imposent sa direction aux masses. Ainsi, les conditions de la victoire seront réunies quand le Parti, ainsi formé et contrôlé, pourra conduire une grande partie du peuple, fusionné autour du prolétariat, à l'assaut final contre l'État bourgeois.

3. — À un niveau plus général, l'objectif reste la fusion globale à l'image de celle réalisée autour de la classe ouvrière, de tous les éléments populaires, en d'autres termes de réaliser l'union du peuple tout entier. On peut dire que l'étape du **mouvement politique de masse** est celle du renforcement en même temps que du dépassement de l'unité populaire. La logique de celle-ci, dans la mesure où elle se politise, est en effet de poser les bases de l'affrontement avec l'appareil d'État, de façon majoritaire, en même temps que de préparer les bases du remplacement de cet appareil d'État. Le mouvement politique de masse est donc, dans l'unité populaire, appelé à accomplir un certain nombre de fonctions préalables, c'est-à-dire de double pouvoir au niveau de l'appareil d'État. Ainsi, la pratique des situations gérées illégalement au-delà de l'entreprise, celle de l'intervention fusionnée sur un certain nombre de points essentiels, y compris sur le plan de l'auto-défense des différents mouvements au-delà de l'entreprise, la tentative pour poser dès maintenant le problème des contradictions secondaires au sein du peuple, le fait d'y poser dès maintenant le problème du contrôle du parti et donc celui du contrôle du futur appareil d'État, tous ces éléments constituent le préalable absolu à un changement révolutionnaire de la société. En même temps, cette poussée populaire vers le mouvement politique de masse crée les conditions d'un affrontement révolutionnaire victorieux et d'une prise du pouvoir par les masses, aussi éloignée des hypothèses réformistes que des tentations putschistes, et seule capable de rendre irréversible la conquête du pouvoir, parce que permettant seule d'éviter la reconstitution d'une nouvelle classe dominante confisquant le pouvoir à son profit.

LA LUTTE CONTRE L'ÉTAT BOURGEOIS ET LA MARCHE AU COMMUNISME

II. — 1. — L'ACCENTUATION DE LA CRISE DE L'APPAREIL DE L'ÉTAT BOURGEOIS

Surmonter les divisions de la classe ouvrière, résoudre les contradictions qui s'opposent à l'unité populaire constitue une tâche essentielle et nécessaire. Elle ne supprime en rien la nécessité de l'affrontement avec l'appareil de l'État bourgeois, clé de voûte de la société capitaliste. Bien au contraire, ça n'est que dans cet affrontement que le peuple commence à s'unir. Mais cette unité dans l'affrontement ne se réalise pas spontanément : les diverses couches populaires ne perçoivent pas en même temps la nécessité de l'affrontement, elles n'ont pas non plus la même détermination à le mener à son terme. Surtout les appareils d'État de la bourgeoisie se transforment sans cesse et se diversifient sous la pression de la lutte des classes.

Commentant Engels, Lénine à l'époque où il écrivait « l'État et la Révolution », réduisait l'État de la bourgeoisie à quelques institutions précises et bien délimitées, l'armée, la police, l'appareil administratif et judiciaire. Une telle analyse correspondait parfaitement à la description de l'État autocratique de la Russie tsariste dans lequel la bourgeoisie restait incapable d'imposer son hégémonie à une aristocratie pourtant déclinante. Mais dans les sociétés capitalistes évoluées, la dictature de la bourgeoisie ne peut pas reposer uniquement sur ces appareils répressifs. La nécessité dans laquelle elle se trouve d'associer de larges couches au fonctionnement de son appareil de production lui impose de développer une idéologie de libéralisme formel que des appareils politiques et idéologiques nombreux et diversifiés mettent en œuvre. Ces appareils apparaissent ainsi comme l'expression et l'instrument du rassemblement autour de la bourgeoisie de toute une constellation de couches et de catégories sociales dont l'appui est nécessaire à sa survie. Le parlementarisme, l'école laïque, le journalisme « d'opinion » correspondaient à cet impératif dans la première phase du capitalisme industriel. Mais les nécessités de la production de masse entrent aujourd'hui en contradiction avec le fonctionnement élitiste de ces institutions qui entrent elles-mêmes en crise. Du même coup c'est très logiquement au sein des couches petites-bourgeoises produit de ces institutions, que se développent les premières formes de contestation.

1. La crise des appareils idéologiques de la bourgeoisie

Ainsi en mai 1968 les couches de la petite bourgeoisie intellectuelle et moderniste ont été le fer de lance d'une contestation idéologique qui ne cesse depuis de s'approfondir.

L'école, pourvoyeuse de « couches moyennes » dociles mais aussi l'ensemble des appareils de transmission des comportements sociaux, de « socialisation » de l'enfant et des jeunes, qu'il s'agisse de la **famille**, cellule d'apprentissage du conformisme ou de l'**armée** préposée au dressage des récalcitrants, tous ces appareils sont durement touchés dans leur fondement même. Les conceptions qui en assuraient jadis le fonctionnement sans heurt entrent en conflit avec les impératifs de la rentabilisation imposée par la compétition accrue qui caractérise les sociétés capitalistes. Il en va de même des appareils dits « culturels », de la maison de la culture à la télévision, en passant par **la presse écrite**. La crise est d'autant plus nette en France que les conceptions de la « bourgeoisie libérale » avaient amené un développement considérable des appareils publics dans ce secteur. Les appareils d'encadrement et de conditionnement

« psychologique » d'exclusion ou de réintégration dans le conformisme bourgeois, ne sont pas épargnés. De l'hôpital psychiatrique à la psychanalyse en passant par les « relations humaines », le fonctionnement de classe est démontré par des révoltes de plus en plus explicites (ainsi pour la lutte à propos de la clinique Burloud à Rennes).

Il faut bien reconnaître que si cette révolte - on l'a bien vu en mai 68 - trouve un écho dans les couches les plus évoluées de classe ouvrière, elle ne peut être prise en charge d'emblée et spontanément par l'ensemble de la classe.

Mais la crise de ses appareils idéologiques affaiblit durablement la bourgeoisie face à la classe ouvrière. Que l'école soit un espoir de plus en plus douteux de « promotion sociale », que les valeurs traditionnelles de la bourgeoisie soient remises en cause en son sein même, creuse des brèches que les luttes ouvrières peuvent exploiter. Surtout, en contraignant l'État bourgeois à recourir de plus en plus fréquemment à ses appareils répressifs, faute de pouvoir s'appuyer face à la classe ouvrière sur une petite bourgeoisie jouant le rôle de tampon et de réducteur des conflits, elle manifeste plus clairement son fonctionnement de classe aux yeux des travailleurs.

2. La crise des appareils répressifs de l'État bourgeois

L'armée s'adapte difficilement aux nouvelles « missions » que lui fixe l'État capitaliste, dans la reconversion qui a suivi la liquidation des positions coloniales et dans le cadre d'un impérialisme désormais secondaire. Il y a contradiction entre l'interpénétration de plus en plus étroite de l'appareil militaire et des firmes industrielles (bouleversement des techniques et nécessités logistiques faisant disparaître la vieille coupure entre militaires et civils, place accrue de l'armement dans les marchés nationaux et surtout internationaux) et la persistance d'une caste des officiers rattachée à un mode de production antérieur par son recrutement social, son genre de vie, son idéologie. Il y a encore contradiction entre la nécessité d'un encadrement de métier, de plus en plus spécialisé et le maintien d'un service militaire inadapté parce que basé sur la vieille tradition de la levée en masse. Le malaise de l'armée s'affirme dans l'inquiétude de ses cadres, comme dans la révolte du contingent, appelé par la bourgeoisie elle-même à arbitrer entre ses différentes couches et de plus en plus conscient des facultés qui sont les siennes de dérégler tout le système. Ces contradictions qui traversent l'armée ne pourraient que s'accroître dans l'hypothèse d'une crise grave ; elles interdisent à la bourgeoisie de compter sur son unité.

La police est un parfait baromètre des crises de la classe dominante dont elle épouse toutes les contradictions : la guerre des polices n'est que l'expression des rivalités entre les couches de la bourgeoisie, tandis que la corruption policière - le couple flic-escroc - ne fait que traduire la frontière indécise entre le banditisme et la spéculation légale. En revanche, parce qu'elle est de recrutement populaire, même s'il s'agit de ceux qui se vendent à la bourgeoisie pour constituer son appareil de répression le plus efficace, elle accepte difficilement d'être tenue pour responsable des actions qu'elle accomplit pour le compte de l'État-patron.

L'appareil judiciaire enfin se lézarde, dans la mesure où il ne répond absolument pas à l'évolution technologique et organisationnelle du capitalisme. Fondé sur une idéologie qui correspondait aux critères de la bourgeoisie libérale du XIX^e siècle, ce lourd système n'est nullement adapté à la justice répressive moderne, tandis que son personnel, de formation littéraire, se montre inapte à régler les litiges économiques d'aujourd'hui. La bourgeoisie est donc forcée de remettre en cause elle-même son appareil judiciaire : elle ne s'en sert même plus pour régler ses propres conflits, préférant s'en remettre à diverses procédures d'arbitrage. La crise est ainsi ouverte entre la vieille école libérale et le courant technocratique qui croit à la possibilité de réformes rendant la justice plus expéditive et mieux intégrée au capitalisme (suppression des avoués et création de cabinets d'avocats dépendant étroitement des sociétés industrielles). Cependant, le fossé entre la justice et le peuple ne cesse de se creuser. La révolte des prisons est le fait, non pas de repris de justice marginaux, mais de la masse des jeunes pour

qui la délinquance n'est qu'une forme de protestation contre une société qu'ils rejettent. L'affaire de Bruay vient de porter le coup de grâce au mythe d'une justice indépendante, de révéler des pressions de la hiérarchie sur le Parquet et surtout de mettre en lumière le caractère de classe de cette justice bourgeoise. La prise de conscience a été générale dans la mesure où chacun a parfaitement compris que Leroy serait encore en prison s'il était un travailleur immigré.

3. La crise de l'appareil politique central

Lui aussi est en crise et c'est au sein même de la bourgeoisie très normalement, que les oppositions et les désaccords apparaissent. Certains exaltent un mythique âge d'or où le Parlement, lieu de la Constitution et du renouvellement des alliances entre classes et couches dominantes, donnait au pouvoir de la bourgeoisie l'illusion d'incarner la « volonté nationale ». D'autres, conscients que les mécanismes qui assuraient à ces notables leurs assises politiques s'effondrent, reportent leurs espoirs sur un système autoritaire où bonapartisme et bureaucratisme s'allieraient dans le culte d'un « État au-dessus des classes ». Dans sa tentative pour réaliser un compromis, le gaullisme qui sombre aujourd'hui dans le national affairisme, révèle clairement son échec. En réalité, derrière ce conflit d'apparence institutionnelle se cache une contradiction croissante entre un type d'État qui représente une coalition bourgeoise ancienne et les impératifs institutionnels qui correspondent à la phase moderne du capitalisme. C'est à cette contradiction que la bourgeoisie française se trouve confrontée.

III. — 2. — LES DIFFÉRENTES STRATÉGIES DE LA BOURGEOISIE FACE À L'APPAREIL D'ÉTAT

De même que l'unité populaire doit trouver les moyens d'unifier le peuple autour de la classe ouvrière, de même la bourgeoisie doit d'une part résoudre ses contradictions internes et d'autre part rassembler autour d'elle un certain nombre de couches et de catégories qui partageront le pouvoir sous sa direction. L'appareil d'État est l'expression et l'instrument qui permet de réaliser face à la classe ouvrière, cette cohésion. Lorsque l'alliance entre en crise, l'appareil d'État qui la représente, se lézarde.

Tout le problème de la bourgeoisie, c'est que précisément elle s'est trouvée contrainte à changer son assise politique. L'alliance qu'elle avait nouée après la répression de la Commune avec la petite paysannerie (tarifs protectionnistes protégeant les petites exploitations de la concurrence extérieure), avec les petits commerçants et artisans (statut fiscal privilégié), avec la petite bourgeoisie républicaine d'encadrement juridico-politique, (école publique déconfessionnalisée assurant la promotion d'une petite élite aux fonctions d'encadrement, système représentatif privilégiant les classes moyennes), cette alliance qui avait surmonté les crises politiques de 1936 ou de 40-45, n'a pas résisté à la transformation des structures capitalistes. L'effacement économique des petites et moyennes entreprises avait permis l'ouverture des frontières. Les firmes industrielles, en fonction de leur développement, ont accepté et recherché le marché international et donc une nouvelle concurrence. Ce choix impliquait pour la grande bourgeoisie un renversement de ses alliances.

Parallèlement, le déclin de la puissance relative des États-Unis par rapport à l'Europe, a eu des conséquences importantes dans la mesure où les Américains ne peuvent plus désormais assurer seuls le rôle d'organisateur du capitalisme mondial. Paradoxalement, les investissements U.S. avaient contribué à donner aux bourgeoisies européennes des éléments leur permettant de se renforcer et donc de contester la primauté des États Unis. Celles-ci ont donc pu s'engager dans

une lutte acharnée et complexe pour la domination des marchés (Concorde, télévision, armement, etc.). La bourgeoisie française se lance dans la compétition avec un niveau d'ambition et d'optimisme qu'elle avait rarement connu. Mais elle doit affronter des bourgeoisies étrangères également dynamiques, qui ont depuis longtemps liquidé chez elles les couches précapitalistes (en Allemagne et en Grande-Bretagne au moins, sinon en Italie). Pour qu'elle puisse affronter dans de bonnes conditions la concurrence de ses voisins et particulièrement du plus puissant d'entre eux, l'Allemagne Fédérale, la classe dominante en France se voit donc acculée à mener une politique d'euthanasie sociale plus ou moins contrôlée.

Pour se donner les moyens de sa politique, la bourgeoisie française doit donc mener de front une triple opération. Il lui faut liquider les couches précapitalistes qui lui assuraient jusqu'ici leur soutien politique. Il lui faut le faire assez rapidement pour ne pas freiner son effort de rationalisation et de compétitivité. Il lui faut susciter de nouvelles couches capables de l'appuyer, au besoin improductives, mais moins coûteuses. Tout cela suppose qu'elle réussisse à définir un nouveau rapport de force avec la classe ouvrière, qui soit favorable à ses intérêts.

Il en résulte une stratégie de division et de « concertation », visant à obtenir des armistices partiels, tant de la part de la classe ouvrière, dont on achète la passivité par des accords négociés, que des couches précapitalistes (agriculteurs, petits commerçants et artisans). La bourgeoisie moderne n'hésite pas à démanteler l'appareil central d'État, dans la mesure où elle sent bien qu'il représente un frein à son expansion. C'est ce qui explique à la fois sa remise en cause des mécanismes de la planification capitaliste, de l'arbitrage national opposé aux organisations multinationales, du centralisme évoluant vers une certaine régionalisation.

À terme, cette stratégie peut déboucher sur une nouvelle forme d'État qui sera interventionniste au coup par coup, pour aider à l'expansion des grandes firmes françaises, mais qui ne sera plus le principal agent de planification, celle-ci étant du ressort des grandes banques et des conseils des trusts. Les tenants de cette conception imaginent en même temps que les classes moyennes traditionnelles auront perdu presque tout poids politique et que l'alliance fondamentale pour la gestion de l'État se fera avec les nouvelles couches moyennes de salariés supérieurs qui auront le style de vie de la bourgeoisie et qui identifieront leurs perspectives personnelles avec la réussite de leurs entreprises. Ils espèrent que le syndicalisme ouvrier aura définitivement renoncé à traduire les aspirations révolutionnaires et qu'il suscitera des partis d'opposition de type social-démocrate, ne mettant pas en cause les fondements de la société capitaliste, avec qui par conséquent, on pourra éventuellement négocier, si l'alternance au pouvoir devient la principale soupape de sécurité du système.

Il est clair que tout ceci n'est encore qu'un projet. Il a pris une forte consistance depuis 1968 avec la politique du 6^e Plan, la mainmise du capitalisme monopoliste sur la distribution (les super-marchés), l'accélération de la prolétarianisation des paysans, la politique des contrats de progrès, patronnée par Chaban-Delmas et menée par Delors, Ceyrac et Ségué, enfin par la relance des projets européens. Ce dessein implique la réunification syndicale et le contrôle total des syndicats sur les luttes ouvrières.

Cependant, l'expérience n'est pas encore suffisamment avancée pour que ses fruits politiques soient mûrs. À l'approche des élections, les politiciens de l'U.D.R. prennent peur ; le bilan social est loin d'être suffisant pour assurer une large majorité et permettre de faire l'impasse sur le vote des classes moyennes marginalisées. Aussi Pompidou préfère-t-il mener la bataille sur des thèmes plus classiques : l'ordre et la continuité contre le changement et l'aventure. Au dernier moment, il recule un peu sur l'Europe et fait des concessions aux classes moyennes. Tel est le sens de l'opération Messmer. Ce repli tactique pourrait se transformer en recul si la crise internationale paralysait les projets des firmes et obligeait la bourgeoisie française à consolider ses positions internes, faisant jouer à l'État le rôle de « planificateur de la crise » (contrôle des changes, protectionnisme, relance des financements publics, etc.). Ce recul serait alors du même type que ceux que les classes dominantes ont organisé après chaque grande

catastrophe (1870-71, 1914-18, 1945) et constituerait une sorte d'armistice, avant de savoir quelle fraction va l'emporter au sein de la bourgeoisie.

III.— 3.— LES IMPASSES DU RÉFORMISME

Face à une bourgeoisie contrainte de changer d'assise politique et qui se trouve de ce fait en posture difficile, l'alternative réformiste retrouve un regain de crédibilité. Ainsi la stratégie du P.C.F., appuyée par le Parti Socialiste et concrétisée dans le « programme commun », apparaît comme une réponse cohérente, à deux conditions cependant : - il faut admettre, comme le font d'ailleurs ses auteurs eux-mêmes, que l'objectif du programme commun n'est en aucune manière le socialisme, relégué au rang d'hypothèse futuriste, mais bel et bien pour le moment, la conquête de l'État tel qu'il est ; - il faut d'autre part partager l'analyse de départ, fondée sur le « capitalisme monopoliste d'État » qui, pour les communistes au moins, justifie théoriquement le choix de leur stratégie.

La phase moderne du capitalisme se caractérise par le rôle dominant que la bourgeoisie, afin de surmonter ses difficultés, fait jouer à l'État. Celui-ci, par les nationalisations, prend désormais en charge des secteurs essentiels devenus peu rentables qu'il met au service des grands trusts (S.N.C.F. ou E.D.F.) ; il finance d'autre part, avec des ressources fiscales puisées surtout sur les salaires, une partie des grandes entreprises privées (sidérurgie ou informatique). De cette constatation exacte, le P.C.F. tire la conséquence que le pouvoir politique de la bourgeoisie n'est pas seulement étroitement lié au pouvoir économique des grands monopoles, mais que ces deux pouvoirs sont pratiquement fusionnés ; dès lors, la simple occupation politique de l'État par une coalition de gauche, électoralement victorieuse, donnerait à celle-ci des leviers économiques suffisamment efficaces pour lui permettre d'imposer une nouvelle orientation politique. Il suffirait dès lors pour le nouveau gouvernement de mettre à la raison les monopoles, simples verrues sur un appareil de production sain, de « démocratiser » les nationalisations existantes et d'en étendre le champ, pour que le nouvel État concentre entre ses mains l'essentiel du pouvoir économique.

Pour séduisante qu'elle soit, cette analyse rencontre cependant de fortes objections :

1) La grande bourgeoisie n'est pas inconsciente du danger que représenterait pour elle une trop forte délégation de ses pouvoirs à l'État. En fait, dans la période récente, le patronat n'a cessé de défendre son autonomie de négociation avec les salariés, sans passer par l'intermédiaire de l'État ; les financements publics n'ont cessé de diminuer ; la concurrence par rapport aux monopoles publics a été organisée par l'État lui-même. Surtout, le recours aux capitaux internationaux apparaît comme le remède le plus sûr et l'internationalisation du capital est au moins autant que l'intervention étatique, caractéristique du capitalisme moderne. Il est symptomatique que le programme commun laisse ces trusts internationaux hors d'atteinte des nationalisations projetées, mais c'est leur laisser par avance toute possibilité de se débrancher d'une expérience de gauche, laissant hors du contrôle de celle-ci les secteurs essentiels qu'ils dominent.

2) La bourgeoisie maintient son contrôle sur les grandes firmes par l'intermédiaire de ses appareils d'État qu'elle tient fermement en main et au sein desquels les rapports de force ne seraient nullement inversés par un changement de majorité parlementaire. En cas de victoire de la gauche, ces appareils, aussi bien l'armée et la justice que l'université ou les moyens de presse, resteraient autonomes par rapport au nouveau pouvoir et disposeraient à son égard de tous les moyens de pression, depuis la résistance passive jusqu'au sabotage généralisé.

3) La nécessité de gagner les élections pousse les deux partis de gauche à enrôler sous leur bannière toutes les couches non-monopolistes à qui ils font miroiter l'espoir de la mise à la raison des monopoles exploités. On n'essaie même pas de gagner ces éléments au programme

d'une coalition populaire, ce qui pourrait se justifier, on se place d'avance sur leurs positions. Ces petits patrons, ces cadres moyens de l'industrie et du commerce seront nécessairement un frein à toute transformation des rapports sociaux, si bien que la bourgeoisie disposera d'alliés précieux dans le camp adverse.

4) Toutes ces raisons rendent peu probable la constitution d'un gouvernement de gauche ; la bourgeoisie en tout cas fera tout pour empêcher cette éventualité, en même temps qu'elle prendra toutes dispositions pour qu'au cas où l'expérience se produirait malgré tout, celle-ci soit d'abord endiguée et vite résorbée. À supposer que la tentative réussisse, elle ne pourrait que déboucher sur un État de type bureaucratique. Les deux partis de gauche en effet, en fonction des traditions qui sont les leurs comme de l'analyse qu'ils font de l'État bourgeois, ne conçoivent leur victoire que dans le cadre d'un renforcement de cet État qu'ils espèrent bien occuper. Derrière le programme commun qui les couvre de promesses, s'avancent déjà les gros bataillons des fonctionnaires de tous ordres, ceux qui sont en place et ceux qui guettent des places, ébauche d'une nouvelle couche de bureaucrates néo-bourgeois, appelés à renforcer l'armature du nouvel État. La classe ouvrière quant à elle, au nom de qui toute la bataille se mène, n'a pas son mot à dire et reste reléguée au rang d'objet. Aussi ne s'agit-il pas d'une de ces vagues tentatives réformistes, comme on en a tant connu, mais bien du projet le plus cohérent présenté jusqu'ici en France pour bâtir un capitalisme d'État. Cependant, à l'autre bout de l'Europe, l'U.R.S.S. aboutit à des structures du même type, mais à partir du processus inverse que constitue pour elle l'abandon du socialisme.

Cependant, il existe des manifestations plus subtiles de l'illusion réformiste selon laquelle il suffirait de retourner l'appareil d'État contre la bourgeoisie, lorsqu'on le détient par les voies légales. Pendant des années, la gauche moderniste, sous prétexte de rejeter la politique du tout ou rien, a ainsi mis en avant une stratégie de conquête partielle des pouvoirs, appuyée sur des « réformes de structure » qu'on prétendait non intégrables par le capitalisme ; en occupant un à un les principaux « centres de décision », on investirait peu à peu le pouvoir d'État qui finirait par s'écrouler comme un château de cartes.

Toutes ces démarches considèrent en effet les institutions comme des organismes neutres que l'on pourrait à loisir investir et occuper ; ce n'est nullement le cas. Les appareils d'État concrétisent la dictature de la bourgeoisie, stabilisent les évolutions du rapport des forces entre les classes et à l'intérieur des classes, au bénéfice de la fraction bourgeoise hégémonique. C'est ainsi que chaque fois que la classe ouvrière a arraché de larges concessions à la bourgeoisie, en 1936 comme en 1945 ou en 1968, le pouvoir de cette bourgeoisie s'est en réalité trouvé consolidé pour la période suivante, du fait même de ces concessions qui jouaient pour le régime le rôle d'autant de soupapes de sûreté. Régissant les avantages obtenus, les nouvelles institutions intégraient dans les voies de la concertation une grande partie des travailleurs les plus conscients de la génération qui avait mené la lutte. Plus durablement, ces institutions nouvelles multipliaient les vecteurs qu'utilise l'idéologie bourgeoise de la concertation pour endormir la classe ouvrière et lui faire perdre son autonomie.

Aujourd'hui, la définition d'ailleurs obscure, que la direction du P.S.U. tente de donner d'une « stratégie institutionnelle », risque fort de reproduire les mêmes illusions. S'il est vrai que les institutions de la société communiste sont déjà en germe dans les structures que se donne la classe ouvrière dans son combat actuel, il est inexact d'en conclure qu'elles peuvent se déduire par retournement des institutions de la bourgeoisie, avec lesquelles elles n'ont rien à voir. Ce qui est fondamental, c'est que l'articulation des institutions est différente selon la classe au pouvoir : les rôles respectifs de la famille, de l'État, de l'Église, du syndicat se transforment. La hiérarchie et le fonctionnement des institutions au travers desquelles la bourgeoisie maintient son hégémonie, ne sont pas ceux des structures au travers desquelles le prolétariat assurera sa dictature. C'est en partie pour ne pas l'avoir compris, pour avoir laissé subsister des pans entiers des anciennes institutions, principalement au niveau des appareils idéologiques, que les

révolutionnaires russes de 1917 et leurs successeurs ont laissé en place les bases à partir desquelles a pu se développer la contre-offensive visant à la restauration du capitalisme.

III.—4.— VERS L’AFFRONTMENT DÉCISIF AVEC L’ÉTAT BOURGEOIS

Renverser le pouvoir de la bourgeoisie est une condition nécessaire à l’instauration du socialisme ; détruire son État en est le corollaire. À travers cet objectif s’inscrit l’ensemble des luttes sociales, aussi bien celles que la classe ouvrière mène dans ses usines, que celles que poursuit le peuple dans ses quartiers et sa vie quotidienne. Chaque fois, lorsqu’il est mené assez loin, le conflit aboutit à l’affrontement avec l’appareil d’État, qu’il s’agisse de ses organes répressifs les plus classiques ou que, plus insidieusement, l’appareil administratif intervienne pour « arbitrer » ou dévoyer les perspectives de lutte. Chaque fois, la tâche des révolutionnaires consiste à révéler le fonctionnement de classe de l’État bourgeois, c’est-à-dire à élever le niveau de conscience des masses, en désignant la cible principale.

Mais spécifiquement, la perspective de la destruction de l’État bourgeois trouve des implications concrètes dans les luttes qui se mènent, aussi bien à l’intérieur des appareils d’État que contre eux, ou encore dans le problème du comportement des révolutionnaires sur la « scène politique » où la bourgeoisie s’efforce de cantonner les affrontements.

1. Les luttes menées à l’intérieur des appareils d’État.

Il peut s’agir de la police (policiers contestataires), de la justice (syndicats de magistrats ou d’avocats qui remettent parfois en cause son fonctionnement de classe), de l’école (efforts des enseignants libéraux et progressistes contre les lycées « casernes », recherches pour une modification de la pédagogie), de l’administration (cercles d’études reprenant la tradition du club Jean Moulin, action de l’« aile marchante » des fonctionnaires administratifs de la C.F.D.T., manifestations d’« indépendance » des élèves de l’E.N.A., etc.). Toutes ces luttes sont par nature ambiguës : ce qui pour quelques-uns constitue une démarche contestataire, n’est pour la plupart que volonté de moderniser, de rentabiliser des appareils anciens, inadaptés aux exigences actuelles du capitalisme. Ainsi, les syndicats d’avocats sont le plus souvent un moyen de transformer la profession en la liant étroitement au fonctionnement des grandes entreprises, comme c’est le cas en Allemagne ou aux États-Unis. Ainsi, l’Université fournit de nombreux exemples des limites fixées à l’action des enseignants progressistes, des impasses de la politique de participation poursuivie dans le cadre de la loi Faure². C’est en effet une profonde illusion que de croire que ces catégories pourraient se nier elles-mêmes en tant que telles et militer collectivement pour la destruction des institutions qui leur procurent leur existence sociale. La portée de ces manifestations secondaires ne doit pas cependant être minimisée, dans la mesure où elles peuvent contribuer à l’ébranlement des institutions de la bourgeoisie, mais leur valeur démonstrative dépend beaucoup plus des capacités d’explication du mouvement révolutionnaire que des intérêts spécifiques des catégories en cause.

2. Les luttes menées contre les appareils d’État sont de nature beaucoup plus significative, qu’il s’agisse des actions du contingent contre l’Armée, de celles des étudiants et des lycéens contre l’école, de celles des prisonniers contre l’appareil carcéral, etc. Contrairement au cas précédent, il n’est plus question d’une contestation interne, menée par des catégories restreintes qui mettent en cause un appareil dont elles vivent, mais de la révolte de larges couches contre un appareil qui les emploie en même temps qu’il les opprime et qui n’est souvent que le

2. Les problèmes de l’école et de l’Université n’ont pas été abordés dans leur spécificité au cours de ces thèses ; ils feront l’objet d’une contribution ultérieure qui s’attachera également aux problèmes des mouvements étudiant et lycéen.

révélateur de l'exploitation capitaliste portant sur la société toute entière. C'est pourquoi de telles révoltes, par leur caractère de masse comme par leur radicalisation rapide, constituent les pôles autour desquels doivent s'articuler les mouvements visant à la destruction desdits appareils. Tout travail dans l'armée ne peut se bâtir qu'autour du contingent, toute lutte contre l'appareil idéologique universitaire autour des lycéens et des étudiants, que les enseignants progressistes ne peuvent qu'appuyer. C'est pourquoi encore, de telles révoltes, même si elles sont souvent animées par des couches petites bourgeoises, sont porteuses d'une contestation, non pas seulement interne à l'appareil, mais globale, non pas seulement idéologique, mais politique dans la mesure où elles ne peuvent que déboucher sur un affrontement central avec l'appareil d'État. Du même coup, elles peuvent servir de détonateur pour un mouvement de grande ampleur, comme ce fut le cas pour la révolte étudiante de mai 68. Si cette analyse est juste, elle donne un fondement à l'existence de mouvements spécifiques (mouvement lycéen, mouvement étudiant, mouvement des jeunes emprisonnés, etc.). Mais l'efficacité comme la permanence de tels mouvements dépend de leur capacité à se lier au combat principal de la classe ouvrière et à se placer sous la direction de celle-ci. L'expérience enseigne que cette liaison n'est pas facile et qu'elle ne peut se faire directement, comme l'attestent les échecs des tentatives d'unité entre ouvriers et paysans, oscillant toujours entre l'ouvriérisme et l'avant-gardisme. C'est uniquement dans le cadre et par la médiation de l'unité populaire, de laquelle ces mouvements spécifiques peuvent être partie, que la fusion peut se réaliser.

3. L'attitude des révolutionnaires à l'égard de la « scène politique » et des institutions « représentatives ». Le système représentatif formé par les différents organes électifs, de la commune au parlement, mis au point par la bourgeoisie libérale à l'époque de sa longue lutte contre l'absolutisme, visait à un certain nombre d'objectifs bien précis. Il s'agissait d'abord de donner une façade légale à la dictature de la classe dominante, de lui permettre de se poser en représentant de « l'intérêt général ». Il s'agissait ensuite de trouver un lieu d'arbitrage pour régler les conflits internes à la classe. Il s'agissait enfin de cantonner la contestation populaire sur un terrain suffisamment limité et bien organisé pour que l'affrontement soit favorable à la bourgeoisie. À date fixe, les citoyens étaient ainsi appelés à venir déléguer à d'autres le droit de les diriger. Les transformations du capitalisme ont peu à peu vidé ce système vermoulu de toute signification, y compris pour la bourgeoisie elle-même, qui sait bien que les affrontements réels se livrent sur un autre terrain. Elle maintient pourtant la façade et la question se pose de savoir si des révolutionnaires doivent participer à cette farce.

C'est à tort que le problème des élections est régulièrement lié dans les discussions auxquelles il donne lieu à celui de l'institution parlementaire alors qu'il s'agit de deux questions différentes.

Le problème de la participation des révolutionnaires aux élections, loin d'être une question de principe que l'on peut trancher une fois pour toutes est le type du choix tactique que l'on fait cas par cas, puisqu'il s'agit essentiellement d'une activité propagandiste, toujours secondaire par rapport à l'affrontement de classe. On décide donc de mener ou non une bataille électorale, en fonction de la situation de l'organisation révolutionnaire, de ses moyens financiers et militants, en fonction des circonstances, du sens que prend la bataille électorale par rapport à l'affrontement central avec la bourgeoisie, des illusions qu'elle répandra ou non dans la classe ouvrière, de la compréhension que rencontrera ou non dans l'opinion populaire une tactique d'abstention ou au contraire la participation à la bataille.

Le problème de l'inscription durable dans le jeu parlementaire est une toute autre affaire. Cette solution est d'autant plus indéfendable aujourd'hui que le parlement ne joue même plus le rôle de caisse de résonance qui était le sien à l'époque de Lénine. Rien ne peut donc justifier une démarche qui rythme la vie politique sur la date des élections, qui délègue au parlement des responsables politiques qui seraient bien mieux employés à d'autres tâches, qui assume des risques évidents d'intégration au système de la bourgeoisie. Il est donc essentiel pour une organisation révolutionnaire qu'elle prenne sérieusement les moyens (candidatures militantes

et non pas de notables, incompatibilité de la fonction parlementaire et des responsabilités de direction au sein de l'organisation, contrôle de l'organisation sur ses élus, non renouvellement de ceux-ci), qui lui permettront d'éviter une dégénérescence qui sans cela l'entraînerait malgré elle vers des voies qui n'auraient plus rien de révolutionnaire.

III. 5. LES PROBLÈMES DE LA PRISE DU POUVOIR

La nature et le développement des luttes engagées aujourd'hui par la classe ouvrière et par les différentes couches populaires, font que la question du pouvoir est désormais directement et immédiatement posée. Or, si l'on exclut, parce qu'actuellement improbables, les tentatives de putsch ou de conquête militaire, les chances de renverser le pouvoir de la bourgeoisie s'ordonnent autour de deux hypothèses.

1. L'hypothèse électorale constitue en France une solution plausible dès lors que le P.S. et le P.C. ont réussi à s'entendre et qu'ils peuvent espérer obtenir une majorité. L'opération devrait alors s'effectuer en deux temps : un gouvernement de « démocratie avancée », installé dans le système, préparant pour plus tard l'avènement du socialisme.

Toute l'expérience historique s'inscrit en faux contre ce schéma. Après le Front Populaire de 1936, en France comme en Espagne, après la tentative grecque, devant les difficultés du Front populaire chilien, il est désormais clair que tout gouvernement de gauche, occupant les appareils d'État après une victoire électorale rencontre immédiatement l'alternative suivante : ou bien il s'en tient à une gérance loyale du capitalisme et dans ce cas, il peut bénéficier d'une tolérance provisoire de la bourgeoisie, ou bien, il tente, si peu que ce soit, de déborder le cadre qui lui est fixé par la bourgeoisie, et dans ce cas, cette dernière met immédiatement en œuvre tous les moyens nécessaires, y compris la violence armée, pour le chasser de ses positions.

Certains théoriciens ont cependant essayé d'échapper à ce choix contraignant. Ils expliquent qu'après des élections gagnées par la gauche, il existe une courte période pendant laquelle la bourgeoisie, démoralisée et divisée, se trouve en état de moindre résistance. La coalition de gauche dispose donc d'une assez large liberté d'action, pour porter à l'adversaire des coups décisifs, pour mobiliser les masses autour d'elle et pour franchir ainsi le « seuil » qui rendra impossible la contre-offensive bourgeoise.

Là encore, il n'y a aucun précédent d'une telle réussite. En fait, il y a contradiction entre le point de départ, une victoire électorale et le point d'arrivée, le pouvoir prolétarien imposé par les masses. Pour l'emporter, la coalition électorale aura dû faire campagne sur des thèmes rassurants, elle a fait appel au concours d'éléments bourgeois et de couches bureaucratiques qui, une fois installés dans les ministères, entendent bien s'y maintenir. Si la mobilisation populaire se produit malgré tout, comme en juin 36, par suite des illusions répandues dans les masses par la victoire de la gauche, elle se heurtera au nouvel appareil d'État qui fera tout pour la freiner. De son côté, la bourgeoisie laissera faire, attendant que la coalition de gauche ait réuni elle-même les conditions de sa propre défaite. Ainsi Allende en vient à limiter les luttes populaires pour rassurer les couches moyennes.

Les révolutionnaires n'ont en aucun cas à s'inscrire à l'intérieur d'une telle coalition pour y jouer les mouches du coche, y passer des compromis et lui apporter leur caution en échange de quelques strapontins ; ils ne feraient ainsi qu'accroître la confusion et endosseraient la responsabilité de toutes les options prises. À l'inverse, s'ils veulent être compris des masses qui, pendant un court laps de temps, entretiennent inévitablement des illusions sur une telle expérience, ils ne peuvent la condamner sans nuances, ni mettre sur le même plan les bourgeois et les réformistes, ni rester sur la berge en jouant les prophètes de malheur. Ils doivent utiliser à fond les possibilités de plus grande mobilisation populaire, en maintenant intégralement les objectifs et les formes de lutte définis par eux au cours des mois précédents dans le cadre de

l'unité populaire ; ils doivent s'efforcer de redonner vie à l'offensive ouvrière globale et la pousser le plus loin possible, y compris, si c'est nécessaire, contre la coalition de gauche au pouvoir ; ils doivent expliquer sans cesse que cette offensive populaire est le seul moyen de contenir la contre-révolution bourgeoise et quand celle-ci se produira, ils s'efforceront de prendre la tête de la lutte engagée contre elle. Une telle attitude implique l'autonomie absolue du mouvement révolutionnaire par rapport à la coalition de gauche ; elle amène aussi à constater que le type de parti mis en place par les révolutionnaires dans la période précédente, sera en fin de compte l'élément déterminant : ou celui-ci aura su se donner une assise de masse et il pourra alors intervenir avec efficacité, ou ce travail préalable n'aura pas été fait et les révolutionnaires devront se borner à faire des commentaires sans portée sur l'action des autres. C'est donc dès maintenant que se préparent les échéances révolutionnaires.

2. L'hypothèse de la grève générale reste entretenue par tout un courant anarcho-syndicaliste, qui garde une forte influence dans le milieu ouvrier français. La prise du pouvoir serait alors un « Juin 36 » ou un « Mai 68 » réussis : une grève générale conduisant d'abord à la prise du pouvoir dans les usines, puis à la conquête du pouvoir central abandonné par ses détenteurs. Une telle perspective repose sur une analyse erronée de la nature même du pouvoir ; il ne s'agit pas d'un ensemble de positions que la classe ouvrière pourrait enlever d'un seul élan ; il s'agit d'un rapport de forces entre les classes qui se manifeste et se caractérise dans le pouvoir d'État, mais dépend essentiellement de la cohésion de la classe ouvrière et de ses alliés face à celle du camp de la bourgeoisie. Une telle conception s'avère incapable de définir les conditions réelles de l'affrontement central, elle charrie toutes les illusions sur la possible survie d'îlots socialistes autogérés, elle peut conduire aux affrontements aventuristes, suivis de brutales démissions.

Cette hypothèse est cependant plus favorable au développement du processus révolutionnaire, mais le danger essentiel réside dans l'isolement de ces différents îlots qui facilite la constitution d'une coalition répressive entre la bourgeoisie et les réformistes. Parce qu'il est nécessaire de rallier l'adversaire secondaire pour isoler l'adversaire principal, les révolutionnaires auront pour tâche constante de poser au sein de la grève générale les problèmes de la coordination des différents mouvements nés dans la période précédente et s'affirmant au cours de la grève ; ils montreront que les conseils ouvriers ne doivent pas se laisser isoler dans les usines, mais s'élargir en conseils populaires. Dans cette période, l'organisation révolutionnaire aura pour tâche prioritaire de recentrer les luttes partielles autour de l'affrontement central contre l'appareil d'État par un travail permanent de formation, de politisation et de coordination des initiatives populaires. Là encore, le travail effectué dans la phase de préparation pour l'unité de la classe et pour l'unité populaire sera le meilleur garant du succès, c'est-à-dire de l'obligation dans laquelle se trouveront les états-majors réformistes de rallier le mouvement pour ne pas perdre leur contrôle sur les masses.

Mais les deux hypothèses analysées, l'une qui privilégie l'occupation des appareils d'État et l'autre qui en mésestime l'importance, ont en commun le refus d'affronter le problème de la violence révolutionnaire ou plus exactement, elles l'évacuent en lui donnant un caractère purement défensif. Pour les uns comme pour les autres, la classe ouvrière et ses alliés n'auront recours à la violence que si la bourgeoisie tente de reprendre par la force le pouvoir qu'elle a perdu ; l'usage de la violence dépend donc de la bourgeoisie et non de la classe ouvrière. Une telle conception qui se veut rassurante, est en fait illusoire et démobilisatrice dans la mesure où elle méconnaît le caractère inéluctable des tentatives contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Or, celle-ci, au cours du processus révolutionnaire, peut bien opérer des replis temporaires, elle ne renonce jamais à reconquérir le pouvoir et n'a jamais la moindre hésitation sur l'emploi des moyens. Dès lors, déclarer d'entrée de jeu que l'on s'en tiendra à une violence purement défensive, c'est laisser à l'adversaire l'initiative, le choix du terrain et du moment. C'est, en même temps, renoncer à préparer dès maintenant cet affrontement inévitable et donc bâtir soi-même les conditions de sa propre défaite. Il faut donc dissiper dès maintenant les illusions

pacifistes sous quelque forme qu'elles se présentent. Cependant, le stade où se produira l'affrontement armé avec la classe dirigeante n'est pas indifférent. Pour qu'il ait une chance d'être victorieux, il faut que deux conditions soient remplies : d'une part, que la crise de l'appareil d'État et principalement de ses forces de répression soit suffisamment avancée, autrement dit, que des pans entiers de couches traditionnellement hésitantes s'apprêtent à basculer. Il faut d'autre part, que l'organisation politique de l'unité populaire, le mouvement politique de masse, développé autour d'un parti révolutionnaire constitué, soit suffisamment affermi pour exploiter cette situation, paralyser les initiatives adverses, préparer et décider l'assaut décisif contre l'appareil central de l'État bourgeois.

C'est dans ce sens que l'on peut dire que la conquête du pouvoir ne doit pas être le résultat de l'action d'une « minorité consciente », mais qu'elle doit être directement accomplie par les masses. Seule, cette intervention directe des masses, débouchant sur la dictature du prolétariat qui en est l'expression, peut rendre la conquête du pouvoir irréversible, parce que seule, elle permet d'éviter la reconstitution de nouvelles couches confisquant le pouvoir à leur profit.

III. 6. LE POUVOIR DANS LA SOCIÉTÉ DE TRANSITION AU COMMUNISME

La transition du capitalisme au communisme, même si elle doit être entamée dès la prise du pouvoir, couvre une longue période historique pendant laquelle la bourgeoisie garde inévitablement l'espoir d'une restauration idéologique, politique et économique. Face à ces tentatives de restauration s'organise la dictature du prolétariat qui mène « *la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la classe nouvelle contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie, dont la résistance est décuplée par son renversement...* » (Lénine).

Mais toute définition, aussi claire et généreuse qu'elle soit, qui affirme que la dictature du prolétariat ne saurait être confondue avec la dictature d'un appareil, ne peut convaincre aujourd'hui un travailleur de France si elle escamote la triste réalité des pays révisionnistes qui se proclament « socialistes ».

I. - La bureaucratisation, cause ou effet de l'abandon de la voie communiste ?

Si la bureaucratisation ne s'explique que par l'action pernicieuse de quelques ambitieux confisquant le pouvoir à leur profit, si son développement dépend d'une organisation défectueuse de la répartition du pouvoir dans la société, alors il suffit de trouver des formules nouvelles, il suffit, par exemple, d'opposer aux dangers d'une centralisation excessive la panacée autogestionnaire. Si, au contraire, le développement de la bureaucratie politique et d'État n'est pas la cause première mais un effet de l'abandon de la lutte pour le communisme, alors les remèdes sont d'une autre nature. Pour nous, en effet, les formes du pouvoir sont étroitement liées à l'évolution du rapport des classes entre elles dans la société en transition au communisme. Lorsque des modes d'organisation dégénèrent, c'est toujours parce que le rapport de classes réel ne correspond pas à celui qui est proclamé par les tenants du pouvoir. Précisément, la bureaucratisation s'installe lorsque l'on abandonne le combat permanent qui vise à résoudre les contradictions au sein du peuple pour, au contraire, les masquer ou les nier. L'État s'efforce alors de les supprimer de manière purement volontariste et souvent brutale. La bureaucratie s'érige partout en arbitre suprême au nom d'un prolétariat mythiquement unifié, elle utilise le Parti pour consolider son pouvoir. Les militants se détachent des masses et ne sont plus contrôlés par elles.

Lutter contre la bureaucratisation implique donc que l'on s'attaque à ses causes profondes en œuvrant sans cesse pour résoudre les contradictions au sein du peuple et renforcer l'unité de la classe ouvrière. Le combat contre les idées anciennes, et pour la définition de l'homme nouveau, c'est celui qui se mène en permanence pour liquider les séquelles des rapports capitalistes de production. C'est précisément cette révolution ininterrompue qui est le

fondement et la tâche essentielle de la dictature du prolétariat.

II. - Le parti révolutionnaire et la dictature du prolétariat

C'est au parti que revient la tâche de mener cette lutte permanente qui transforme en profondeur sa nature même. C'est lui qui doit sans cesse recentrer autour du front principal de la lutte des classes qui s'exacerbe les multiples conflits secondaires. Pour remplir cette mission, un certain nombre de conditions fondamentales doivent être respectées :

a) Le parti doit rester parfaitement distinct de l'État. Dans toute formation sociale, l'appareil d'État représente l'équilibre complexe qui s'établit entre les classes en lutte et sous l'hégémonie de l'une d'elles dans les limites du territoire national. Il est le lieu où s'élaborent des compromis plus ou moins transitoires. Le parti, au contraire, est porteur du projet politique du prolétariat, il est responsable de la marche au communisme.

b) Le parti travaille à la réalisation de l'unité populaire en liaison avec les mouvements de masse semi-autonomes et dans le cadre de la démocratie populaire. Le début de la révolution ne marque pas la fin des contradictions au sein du peuple, et la nécessité de mouvements prenant en charge ces contradictions ne disparaît pas. Bien au contraire, le parti doit travailler sans répit, au sein de ces mouvements de masses à surmonter les contradictions en les recentrant autour du front principal. Ce combat ne se déroule pas dans l'abstrait mais dans tous les organes de la démocratie populaire, dans tous les conseils où elle s'exprime.

c) Le parti est sans cesse contrôlé par les masses. Son action, et précisément celle de ses membres et de ses responsables, est soumise à la critique permanente. La rotation des responsabilités et la révocabilité à tout instant sont à cet égard essentielles.

III. Contrôle ouvrier et démocratie populaire

Puisque la classe ouvrière est la seule qui puisse assumer la tâche révolutionnaire jusqu'à son terme, puisque c'est sur elle que repose la mission historique de construire le communisme, elle a le devoir et le droit imprescriptible d'assurer son contrôle :

- sur l'organisation de la production,
- sur toutes les activités sociales et sur chacune des catégories et des couches sociales qui en sont responsables (écoles, culture, santé),
- et surtout sur l'organisation même du parti, à la ville comme à la campagne.

Ce rôle essentiel donné à la classe ouvrière collectivement organisée sur les lieux de production ne saurait être confondu avec la panacée autogestionnaire. Pour les partisans de l'autogestion, ce sont les rapports du pouvoir et du travail qu'il faut changer. Ils oublient simplement que ces rapports sont déterminés par les rapports de production et qu'on ne saurait transformer ces derniers par une simple modification formelle de la répartition du pouvoir. Ils évacuent le rôle historique du prolétariat et les tâches politiques de la classe ouvrière (puisque l'ouvrier gère son usine, le paysan sa terre, l'étudiant sa faculté). Surtout, la perspective qu'ils proposent ne peut que renforcer les contradictions internes et accroître les dangers du retour en force des idées, puis du pouvoir de la bourgeoisie. La situation actuelle de la Yougoslavie, le déchaînement des chauvinismes, des égoïsmes d'États, l'écart croissant entre l'aisance slovène et la misère des paysans macédoniens ne peut que nous donner une claire illustration de ces illusions.

Pour éviter demain de telles erreurs, il faut, dès aujourd'hui, mener une explication sans faiblesses contre le mythe autogestionnaire et pour l'organisation de la démocratie populaire autour de la classe ouvrière et sous sa direction.

IV. Dictature du prolétariat et dépérissement de l'État

La première tâche de la révolution consiste à briser l'appareil de l'État bourgeois et à donner le pouvoir aux conseils populaires. Cela ne signifie pas pour autant que tout appareil d'État

disparaît du jour au lendemain. L'État subsiste tant que dure la lutte des classes dans le cadre national et mondial. L'appareil d'État est nécessaire pour consacrer et maintenir le rapport de forces nouveau établi par le prolétariat et assurer les arbitrages transitoires dans ce cadre. Il subsiste aussi tant que la révolution n'a pas triomphé au niveau mondial. Il prend en charge les rapports contradictoires destinés à assurer la survie de l'expérience révolutionnaire isolée face aux puissances capitalistes. C'est dire qu'il ne faut jamais confondre les impératifs et les contraintes de la diplomatie d'État avec les responsabilités de l'internationalisme prolétarien pour lequel le parti doit militer.

Prendre conscience du fait que l'appareil d'État reste nécessaire n'implique pas qu'on abandonne la perspective de son dépérissement. Au contraire, tout doit être mis en œuvre pour amorcer une évolution dont les formes précises ne peuvent, bien entendu, être définies dès aujourd'hui, mais dont un certain nombre de principes sont déjà clairs :

- Disparition des appareils répressifs de la bourgeoisie, police et armée mercenaires remplacées par le peuple en armes, sans grade ni distinction.
- Dénaturation des fonctions étatiques avec, en premier lieu, l'allégement des appareils centraux, l'alignement des traitements de l'employé au ministre, le renvoi à la production par roulement.
- Affirmation du contrôle des masses sur toute fonction de responsabilité, sanctionné par la révocabilité à tout instant. Organisation des moyens d'intervention et d'expression des masses à tous les niveaux (information contre toute forme de secret, mise à la disposition des moyens techniques nécessaires...).
- Décentralisation du débat politique. La discussion, les critiques, le contrôle sont ramenés concrètement et de façon organisée à la base par les mouvements populaires en particulier. C'est de cette manière que sont discutées toutes les grandes orientations et, en particulier le Plan, le parti assurant la synthèse à chaque phase et l'appareil d'État veillant à son exécution matérielle.
- Mais la véritable garantie du transfert durable du pouvoir dans les mains du prolétariat, c'est la lutte pour la liquidation de la division du travail et des rapports capitalistes de production. Elle implique à l'évidence la collectivisation des moyens de production et d'échange (c'est-à-dire l'expropriation sans indemnité de l'industrie, des circuits de distribution aussi bien que de la propriété foncière) mais elle ne saurait s'en contenter. Elle doit s'attaquer à tous les rapports qui oppriment les travailleurs et leur donner les moyens de disposer librement de leurs capacités créatrices. C'est-à-dire mettre en cause aussi bien l'organisation de la production (horaires, cadences, répartition des tâches, etc.) que le produit lui-même (suppression des produits superflus, inutiles ou nuisibles ; consommations collectives préférées aux consommations individuelles, particulièrement en matière de transports ou de services domestiques...).

Quatrième partie

VERS UN NOUVEL INTERNATIONALISME

IV. 1. LES BASES DE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN AUJOURD'HUI

L'internationalisme prolétarien est la réponse des classes opprimées à la généralisation de l'exploitation capitaliste. Ce qui caractérise l'époque actuelle, c'est le fait que le mode de production capitaliste est devenu partout dominant (le cas des pays « socialistes » devant être considéré à part). Toutes les activités économiques sont désormais subordonnées aux intérêts du capital, ce qui fonde la solidarité objective de tous les travailleurs, du métallo de Flins au

cultivateur d'arachide sénégalais.

Cependant, la prise de conscience de cette solidarité est rendue difficile par le fait que les exploités trouvent en face d'eux des formes très diverses de présence du capitalisme. Le prolétariat du Tiers-Monde en particulier affronte des adversaires très variés : grands propriétaires fonciers, bourgeoisies nationales, castes militaires, firmes étrangères, les plus exploités n'étant pas toujours les travailleurs des grands trusts mondiaux. Ainsi, ce ne sont pas les formes les plus évoluées du capitalisme qui dominent partout. Les classes populaires sont en lutte dans les différents pays contre des blocs au pouvoir qui représentent des alliances de composition variée et dans lesquelles ce n'est pas toujours la même fraction de la bourgeoisie qui domine.

En revanche, le fait que le capitalisme ait atteint ses limites géographiques lui a fermé un moyen de résoudre sa contradiction fondamentale qui consistait à étendre dans l'espace le domaine de la production capitaliste, grâce au réemploi de la plus-value. Dès lors, les pays les plus avancés doivent s'efforcer d'utiliser leur hégémonie pour percevoir leur part de profit dans les pays où les marchés sont importants mais où les forces productives n'ont pas atteint un égal degré de développement. Ces rivalités inter-impérialistes créent une situation d'instabilité et nécessitent des réponses différentes suivant les périodes de la part du prolétariat mondial.

1. Les deux guerres mondiales ayant accéléré la disparition des empires européens, français, anglais, hollandais et belge, le capitalisme américain devint le chef de file des capitalismes. La domination politique, militaire et financière des USA s'abattit sur le monde et les firmes américaines commencèrent à se substituer aux entreprises européennes partout où elles y trouvaient avantage. Vers la fin des années 50, cette évolution semblait avoir atteint son terme. On pouvait croire que le prolétariat mondial n'aurait bientôt plus en face de lui que les représentants des grands trusts américains, d'United Fruit à IBM, auxquelles seraient associées quelques entreprises multinationales d'origine européenne telles qu'Unilever ou Shell. Le capitalisme américain pouvait trouver dans cette extension géographique une solution à ses problèmes de suraccumulation et de baisse du taux de profit interne.

Face à cette hégémonie américaine, la réponse du prolétariat mondial était simple : elle impliquait la solidarité étroite des classes ouvrières exploitées dans les pays de capitalisme avancé d'une part et des peuples dominés du tiers monde d'autre part, en un seul bloc contre l'impérialisme dominant. On pouvait même légitimement prétendre que le rôle du prolétariat dans les pays capitalistes était secondaire et consistait à y attaquer l'ennemi impérialiste US pour contribuer à la lutte principale menée par les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, qui constituaient eux la « zone des tempêtes ».

2. Mais il est vite apparu que ce n'était pour les États-Unis qu'une solution partielle. Pour créer de véritables débouchés solvables dans le tiers monde, il aurait fallu y développer partout l'industrialisation dans la ligne de ce que faisaient alors les ex-colonisateurs au Maroc ou en Inde par exemple. Mais cela aurait abouti à la création de vastes prolétariats urbains dont l'existence aurait menacé les régimes bourgeois encore fragiles. Or, l'impérialisme américain ne voulant pas, en général, prendre directement en charge la gestion de ces nouveaux États, devait préserver l'équilibre entre les nouvelles classes dominantes et les vieilles féodalités hostiles à l'industrialisation. En outre, ces couches dominantes, peu assurées de leur avenir, préféraient investir profits nationaux et capitaux étrangers dans des activités spéculatives, voire réexporter ces fonds vers les pays capitalistes avancés. Cela permet de comprendre pourquoi dès le début des années 1960, les capitalistes US ont cherché davantage la solution de leur propre crise dans l'exportation de capitaux vers les pays d'Europe ou au Japon.

Ainsi, les zones de conflit se sont déplacées : l'affrontement entre les intérêts capitalistes se situe désormais principalement au centre. Ford et I.B.M. se conduisent en Europe comme en pays conquis et les prolétariats de France et d'Italie changent de patrons. Les dirigeants américains s'efforcent de jouer des diverses couches bourgeoises européennes les unes contre

les autres et ils font miroiter aux yeux des travailleurs les avantages de hauts salaires à l'américaine. Ils ont pu ainsi pendant plus de 10 ans investir hors des USA des dizaines de milliards de profit et en tirer des intérêts beaucoup plus élevés qu'aux États-Unis. En même temps, en s'implantant au cœur des marchés capitalistes, ils s'efforcent d'en prendre le contrôle et d'empêcher l'apparition de concurrents dangereux à l'échelle du marché mondial.

3. Mais cette stratégie a entraîné à son tour une nouvelle contradiction. Les apports des capitaux et de la technologie ont permis aux bourgeoisies européennes d'accélérer la rationalisation des firmes non contrôlées, d'abaisser les coûts de production et de rattraper la productivité américaine dans de nombreux domaines. Les capitaux du monde entier ont été attirés par l'Europe et le Japon et les bourgeoisies de ces zones, s'appuyant sur leurs États, et ont concurrencé victorieusement les producteurs installés aux États Unis sur de nombreux marchés. Avec le déclin relatif des exportations US, l'hégémonie du dollar, déjà ébranlée par la lutte du peuple vietnamien a été remise en cause dans les faits.

La crise de 1971 a obligé les dirigeants US à reconsidérer toutes leurs stratégies. Deux grandes orientations se sont dégagées. L'une consiste à relancer le marché intérieur en modifiant la forme de l'État américain, pour lui faire jouer un rôle beaucoup plus interventionniste, ce qui implique une modification de ses assises politiques. Ce projet peut prendre des formes diverses, du radicalisme de Mc Govern au protectionnisme isolationniste de l'extrême droite. L'autre voie, défendue par Nixon, revient à durcir la politique réactionnaire et impérialiste en ne faisant plus de concessions aux « alliés ». Elle vise ainsi à rétablir les bases commerciales et financières des USA dans le monde ; elle peut s'accommoder d'un délestage du Vietnam si cela permet un redéploiement des forces américaines trop paralysées par la guerre indochinoise ; elle doit aussi couper l'herbe sous le pied à la politique de pénétration des bourgeoisies européennes en URSS et aux espoirs japonais de s'implanter en Chine. Une telle politique doit briser toute tentative de modifier le statu quo aux États-Unis même.

Face à cette contre-offensive, les capitalistes européens hésitent et se divisent. Jusqu'ici leur politique a comporté quatre aspects : protectionnisme du Marché commun, exploitation intense de la main-d'œuvre de régions périphériques, intégration des couches qualifiées, des classes ouvrières dans les blocs au pouvoir, exploitation très sélective des ressources du Tiers Monde et recherche de débouchés nouveaux à l'Est. Cependant l'URSS joue un rôle de plus en plus direct comme pôle impérialiste sur le marché mondial (pour le sucre, le coton, le gaz...), elle ne peut plus être soustraite aux contradictions inter-impérialistes.

Cette situation nouvelle nécessite la définition d'un nouvel internationalisme adapté aux contradictions actuelles du centre capitaliste. Il s'agit moins désormais d'attaquer l'ennemi impérialiste US en Europe pour contribuer à la lutte menée principalement par les peuples du tiers monde, que d'accentuer la crise du capitalisme mondial en intervenant brutalement dans le champ des conflits inter-impérialistes, en enrayant la concertation, en luttant contre toutes formes d'union des bourgeoisies européennes, en tentant d'empêcher les compromis passés avec les USA. Telles sont les bases d'une offensive commune des prolétariats des pays économiquement avancés.

IV. 2. LA LUTTE COMMUNE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

La déportation massive de millions de travailleurs est une marque les plus récentes et les plus importantes des transformations du capitalisme. Elle est indissolublement liée à l'impérialisme. En effet, le pillage des pays dominés brise l'équilibre des formes de production antérieures, libère d'énormes réserves de main d'œuvre sans que soient créées les conditions de leur transformation en prolétariat exploité sur place, parce que ces conditions supposeraient un équipement des pays dominés qui mettrait en danger la domination capitaliste. D'autre part, ce

n'est plus seulement sous forme de marchandises, de capitaux et de surprofits, mais sous forme de transfert de la force de travail que s'opère, avec l'accord des bourgeoisies locales, l'exploitation des pays dominés au profit des métropoles impérialistes.

La France occupe une place de choix dans ce trafic et les travailleurs immigrés sont déterminants pour le fonctionnement du capitalisme français, non seulement à cause de leur importance numérique (20% de la classe ouvrière française) mais parce qu'ils sont employés dans les branches industrielles les plus importantes, (métallurgie et surtout automobile, chimie, bâtiment) concourant de façon décisive à la formation de la plus-value. La bourgeoisie française retire de cette situation d'importants avantages économiques et politiques.

1. La surexploitation de cette main-d'œuvre diminue considérablement le prix de revient de la force de travail : le coût de formation est nul, puisque ces travailleurs naissent, grandissent et sont formés dans leurs pays d'origine ; le coût de réparation de la force de travail est minime (absence d'« avantages sociaux », conditions d'hygiène et de sécurité négligées) ; les salaires sont plus faibles que pour les travailleurs français.

2. La surexploitation de cette main-d'œuvre est relativement aisée ; celle-ci est faiblement armée idéologiquement et manque de traditions de lutte ; elle ne peut pas compter sur le soutien d'organisations puissantes, syndicales par exemple ; elle manque de garanties d'emploi par suite de sa mobilité et du chômage qui la menace constamment. Surtout, les travailleurs immigrés forment une catégorie à part, non seulement dans l'entreprise, mais encore dans l'ensemble de la vie marquée par le capitalisme. Afin de les briser, de les isoler, de les diviser, tous les moyens sont bons : la surveillance systématique et la répression policière, l'existence de conditions spécifiques de logement, la discrimination et la division des immigrés entre eux, l'absence totale de libertés politiques, l'oppression culturelle et sexuelle.... Enfin, parce qu'étrangers, ils vivent sous la menace constante d'une expulsion.

3. La main-d'œuvre immigrée constitue un moyen d'action efficace aux mains de la bourgeoisie vis-à-vis de la classe ouvrière française, en constituant un volant de chômage qui permet de faire pression sur les salaires et sur la combativité ouvrière et qui en même temps renforce les moyens d'intégrer cette classe ouvrière dans le cadre d'un projet réformiste : on peut en effet garantir les ouvriers qualifiés français contre toutes les fluctuations conjoncturelles ; à la moindre crise, on renvoie quelques milliers de travailleurs étrangers et le tour est joué. Ainsi l'importance de la main-d'œuvre immigrée dans les pays de capitalisme avancé constitue pour la bourgeoisie une arme qui lui permet de diviser le prolétariat.

Cette situation ne va pas sans contradictions au sein de la bourgeoisie : contradictions inter-impérialistes d'abord pour la recherche et la conservation des réserves de main-d'œuvre (Turquie et Yougoslavie disputées entre la France et l'Allemagne, accords franco-portugais de 1971, accords de la France avec les bourgeoisies nationales africaines pour se réserver des chasses gardées). Contradictions au sein de la bourgeoisie française ensuite, entre une couche archaïque et une couche moderniste. Pour la première, (le bâtiment par exemple) il s'agit avant tout de sous-payer la main-d'œuvre, en puisant dans l'immigration clandestine et en se livrant au trafic de l'embauche. Pour les grandes entreprises et pour leurs représentants dans les appareils d'État au contraire, il s'agit de rationaliser le processus d'immigration en organisant mieux la planification des besoins du capital (ONI enregistrant les demandes des entreprises françaises et recrutant directement la main d'œuvre dans les pays d'origine ; BUMIDOM de même, pour les travailleurs antillais), en faisant disparaître les abus les plus criants du logement et en liant si possible celui-ci aux entreprises exploiteuses, en systématisant le contrôle. Ainsi la récente circulaire Fontanet-Marcellin lie la délivrance des cartes de travail à celle des cartes de séjour, par les soins du ministère de l'Intérieur. Cette nouvelle politique tend donc à enserrer les travailleurs immigrés dans un cadre global de surveillance et de répression, afin de leur enlever leurs dernières libertés de mouvement et de couper court au développement d'un foyer de protestation investi par les révolutionnaires. La bourgeoisie sait pouvoir compter sur ce

point sur la compréhension des forces révisionnistes et cette nouvelle législation s'inspire d'ailleurs en partie des projets du PCF. Celui-ci se satisfait d'une plus grande liaison des immigrés avec l'entreprise, parce qu'il pense ainsi mieux pouvoir les contrôler, en liaison avec les partis communistes des pays fournisseurs (Espagne et Portugal notamment). Ainsi s'explique l'activité nouvelle dont la CGT fait preuve dans ce secteur.

La situation des travailleurs immigrés doit cependant toujours être considérée sous un double aspect : d'une part, dans les entreprises comme dans les lieux où ils vivent, ils constituent une importante fraction de la classe ouvrière et sa fraction la plus exploitée ; à ce titre, ils sont physiquement engagés dans tous les affrontements de classe en France même ; mais d'autre part, ils sont des travailleurs étrangers qui ne sont en France qu'à titre provisoire, qui de retour chez eux auront à jouer un rôle important dans la lutte contre leurs bourgeoisies liées à l'impérialisme mondial. Ces deux aspects sont dialectiquement liés : l'impérialisme est la cause directe de l'exploitation que les immigrés subissent en France ; la prise de conscience de ceux-ci s'affirme dans les luttes qu'ils mènent aux côtés de la classe ouvrière française, les préparant ainsi à celles qu'ils mèneront demain dans leur propre pays.

Proclamer l' « unité des travailleurs français et immigrés » c'est cependant proférer une affirmation juste mais purement propagandiste dont on ne peut déduire mécaniquement des formes d'organisation spécifiques. La tâche des révolutionnaires français auprès des travailleurs immigrés doit d'abord éviter toutes les formes paternalistes et manipulatoires, aussi bien celles qui consistent à les embrigader dans les formations politiques françaises, à s'en servir comme une masse de manœuvre, que celles qui consistent à vouloir les organiser ; cette tâche est de se mettre au service des organisations de masse que se donne l'immigration sur le plan des luttes quotidiennes, afin d'aider celle-ci dans les tâches qui sont propres. L'aide apportée vise d'abord à briser l'isolement des travailleurs immigrés et elle prend des formes concrètes d'assistance (alphabétisation, soutien technique devant l'administration ou la justice française). Sur le plan de l'entreprise, elle consiste à mettre en avant des mots d'ordre égalitaires (liberté d'organisation et d'expression autonome, accès à tous les postes de responsabilité), qui sont au départ des revendications démocratiques mais qui, parce qu'elles mettent en cause les divisions au sein de la classe ouvrière, acquièrent un caractère révolutionnaire. Il en va de même sur le plan du cadre de vie (lutte contre la discrimination dans le logement, etc.). Ces revendications sont inséparables d'une lutte de tous les instants contre toutes les manifestations du racisme et c'est principalement à ce niveau que les luttes autonomes menées par les immigrés peuvent rejoindre les luttes fusionnées français-immigrés et se fédérer dans le cadre de l'unité populaire pour mettre à jour les contradictions secondaires. C'est la tâche des comités de soutien aux travailleurs immigrés que de populariser les luttes de ceux-ci, de dénoncer les scandales de l'immigration, de s'élargir au soutien des luttes de libération nationale.

L'agitation anti-impérialiste rencontre en effet des déterminations politiques à une échelle de masse dans l'immigration ; elle contribue donc à l'élévation du niveau de conscience politique, non seulement de quelques militants, mais de la masse des immigrés. Il en va ainsi du travail fait dans certains comités Palestine, ou dans certains comités de travailleurs portugais, antillais ou réunionnais. Le soutien des révolutionnaires aux luttes des travailleurs immigrés dans le cadre de la lutte des classes en France ne prend donc toute sa signification que dans le cadre d'une solidarité prolétarienne internationaliste. L'affirmation de celle-ci suppose qu'entre les forces révolutionnaires françaises et les organisations révolutionnaires de l'immigration s'instaurent des discussions suivies pour que soient déterminées en commun les bases et les formes de ce nouvel internationalisme.

IV. 3. L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN DANS LA LUTTE DES

CLASSES

L'évolution même du capitalisme interdit de distinguer stratégie nationale et stratégie internationale. Les implications internationales de la stratégie doivent être présentes à tous les niveaux de la lutte quotidienne, dans toutes les tâches qu'assument les révolutionnaires.

L'organisation de l'impérialisme à l'échelle mondiale rend indispensable une réelle coordination des luttes. En aucun cas, cette nécessaire coordination ne doit se résumer à l'obéissance à un État-Père ou à un Parti-Guide. Les conditions de la lutte des classes et de la lutte anti-impérialiste, différentes dans chaque pays, impliquent que chaque peuple puisse décider, en toute indépendance, de sa propre stratégie. L'internationalisme est présent dans la lutte de chaque peuple pour sa libération, de chaque prolétariat contre son exploitation. Toute expérience tentée par un peuple enrichit le prolétariat mondial. En sens inverse, l'ensemble des luttes du prolétariat mondial favorise l'expérience tentée par un seul peuple.

Dans le prolongement de cette analyse, les tâches internationales des révolutionnaires se situent à trois niveaux :

1. La lutte contre l'impérialisme français

La lutte doit être menée sans répit, en étroite liaison avec les peuples dominés par cet impérialisme. Toute restriction de sa zone impérialiste affaiblit la bourgeoisie française, la prive des ressources nécessaires à ses projets et de la possibilité d'utiliser ses profits impérialistes pour résister à la lutte des classes en France.

Dans les colonies françaises, appelées Départements ou Territoires d'Outre-Mer, il faut dénoncer la domination colonialiste française, proclamer le droit des peuples à l'indépendance, soutenir les luttes de ces peuples par les moyens qu'ils se donnent et en fonction des mots d'ordre qu'ils choisissent. Il faut dénoncer la mascarade néo-colonialiste française et expliquer la signification des interventions militaires (Tchad et ailleurs), économiques et politiques au service des intérêts de la bourgeoisie française et de ses alliés. Il faut apporter un soutien actif aux organisations révolutionnaires de ces pays et les aider à résister contre la répression féroce à laquelle les soumet la bourgeoisie française et ses alliés.

Cette lutte contre l'impérialisme français implique une action militante contre les centres de décision, de production et de transport de la machine impérialiste et militaire française. Elle doit de même être dirigée contre les entreprises néo-coloniales en montrant les effets de la politique d'investissement du capitalisme français dans le monde. Il faut par exemple arriver à développer une campagne d'information puis d'agitation sur les livraisons d'armes de la France au Portugal et à l'Afrique du Sud, et sur le soutien permanent du gouvernement français à ces régimes racistes et fascistes.

2. La coordination des luttes en Europe

L'attaque des positions de force de l'impérialisme français est d'autant plus importante que la bourgeoisie française a besoin de toutes ses ressources dans la dure bataille engagée pour la direction du pôle impérialiste européen.

Dans cette conjoncture, des contradictions naissent de ces affrontements. La possibilité de rupture de l'un des maillons faibles de la chaîne capitaliste en Europe exige une liaison étroite entre les mouvements révolutionnaires européens.

Mais cette liaison ne peut être abstraite. Elle doit prendre racine sur le soutien mutuel des luttes réelles et des points chauds, par exemple articuler la solidarité entre la région Rhône-Alpes et le Piémont sur le soutien simultané aux grèves de la Fiat ou de Berliet-Bouthéon ; par exemple encore entre les deux morceaux séparés de la Catalogne, ne pas reposer sur une dénonciation purement démocratique du franquisme, mais sur le soutien des grèves de la région de Barcelone et la protection effective qui peut être accordée aux ouvriers qui risquent leur vie quand ils se battent contre des conditions de travail inacceptables.

Or, aujourd'hui, les internationales syndicales, toutes bureaucratées et paralysées par leurs

contradictions, sont incapables d'agir dans ces formes, même du seul point de vue revendicatif.

Un travail analogue à celui effectué en direction des entreprises devra être mené dans le secteur agricole. Enfin, ces actions ne doivent pas se limiter aux luttes économiques et sociales. Les événements d'Irlande montrent à la fois l'importance du problème des minorités nationales et la possibilité des formes de lutte armée que certains croyaient réservées au Tiers-Monde.

3. La lutte contre les impérialismes mondiaux

Toutes les luttes anti-impérialistes sont solidaires et convergentes car elles visent fondamentalement les mêmes adversaires. Chaque mouvement révolutionnaire a le devoir d'apporter son soutien aux luttes des autres mouvements révolutionnaires et de coordonner son action avec les leurs.

Le Vietnam reste le front principal de la lutte anti-impérialiste. L'échec infligé à l'impérialisme américain a contribué à briser son hégémonie mondiale et a été le plus grand encouragement au développement autonome des luttes révolutionnaires. Le soutien politique et matériel aux peuples d'Indochine reste donc une tâche prioritaire.

C'est précisément parce que la révolution palestinienne traverse une période difficile que le soutien des révolutionnaires ne doit pas lui faire défaut et que le travail d'information doit être poursuivi sur la réalité du sionisme, les liens d'Israël avec l'impérialisme, les marchandages des grandes puissances au Moyen-Orient. De même, la lutte des ouvriers tchèques et polonais doit être soutenue et liée au travail d'explication sur la nature réelle du régime soviétique.

Mais ce travail de solidarité et d'explication n'a de sens que s'il n'est jamais une occasion de diversion, mais reste étroitement lié aux tâches des révolutionnaires en France même, parce qu'il conduit à affronter le même adversaire et à mettre en avant les objectifs de la lutte commune des prolétariats et des peuples du monde pour le Communisme.

Cinquième partie

LES PROBLÈMES D'ORGANISATION

V. — 1. — LES FONDEMENTS DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

À chaque époque, dans chaque mode de production économique, la lutte des classes s'est concrétisée par la naissance et le développement de formes d'organisation qui pour la classe dominante visaient à maintenir son pouvoir et son hégémonie, pour les classes dominées à contester ceux-ci et finalement à tenter de les renverser. Cependant, c'est à une époque récente, avec le développement du capitalisme et la mainmise de la bourgeoisie sur l'État que sont apparus les grands partis de masse qui constituent la réponse de la classe ouvrière à ce double phénomène.

La bourgeoisie en effet refuse de se reconnaître comme une classe, elle a la prétention d'exprimer l'intérêt général et elle ne se conçoit que comme une collection d'individus, liés seulement de manière diffuse entre eux et avec la classe dont ils expriment les intérêts. C'est essentiellement par l'entremise de l'État qu'elle contrôle que s'exerce la dictature de la bourgeoisie : les appareils de cet État assurent, comme on l'a vu, les bases de l'hégémonie politique et idéologique de la bourgeoisie, en même temps qu'ils sont les instruments du rassemblement autour de celle-ci de toute une série de couches et de catégories sociales dont l'appui est nécessaire à sa survie comme classe dominante. Dès lors, le parti n'est pas pour la bourgeoisie une nécessité permanente ; les partis politiques bourgeois n'ont pour rôle que d'exprimer occasionnellement, dans une bataille électorale par exemple, les intérêts des diverses couches qui divisent la classe : il s'agit donc de groupements de notables, de texture

lâche, de durée limitée, sauf lorsque dans des conditions particulièrement graves pour elle, la bourgeoisie se rallie à la solution du fascisme.

La classe ouvrière en revanche, divisée et cloisonnée par les structures de la société capitaliste, opprimée par l'hégémonie de l'idéologie bourgeoise et le monopole que la bourgeoisie conserve sur les moyens d'expression, ne peut s'exprimer qu'à travers une organisation qui lui permette de surmonter ses divisions et de se constituer en tant que classe en face de la bourgeoisie. À une classe ouvrière unifiée devrait donc à l'évidence correspondre le parti unique de la classe, la division des organisations ouvrières ne faisant que reproduire sur le plan organisationnel les ruptures intervenues sur le plan politique, chaque fois que sur un point particulièrement important, les choix faits par l'organisation ouvrière implantée contredisent l'intérêt historique de la classe, c'est-à-dire la préparation de la révolution. Ainsi en 1914, de 1917 à 1923, autour des années 60 (avec la scission du mouvement communiste international), de 1968 à 1970 en France et en Italie. Ces ruptures rendent nécessaire la naissance de nouvelles organisations ouvrières qui se donnent une autonomie organisationnelle pour combattre les positions « révisionnistes » (au sens propre) des anciennes organisations. Si donc le phénomène des scissions tient une place essentielle dans l'histoire du mouvement ouvrier, c'est qu'il constitue une manière de réagir contre la pénétration de l'idéologie bourgeoise au sein même de la classe ouvrière, cette pénétration étant une menace constante en régime capitaliste. L'unité organisationnelle de la classe, si elle reste un objectif essentiel ne pourra donc se réaliser pleinement qu'après le renversement de ce régime et sous la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, le développement de l'offensive ouvrière est conditionné par la formation et la croissance d'une organisation révolutionnaire autonome de la classe. Les tâches de celle-ci sont apparues à chacune des étapes de la présente analyse et peuvent se synthétiser autour des grands axes suivants :

1. Au niveau de la classe, les contradictions qui existent entre les différentes couches et à l'intérieur de chacune d'elles correspondent à la diversité des situations objectives, à des traditions de lutte et des niveaux de conscience différents, ces contradictions n'ont aucune chance de se résorber d'elles-mêmes. Il faut donc une organisation capable d'exprimer les intérêts historiques du prolétariat dans son ensemble, d'assurer l'homogénéité de la conscience de classe, de synthétiser les idées de la classe, en un mot d'assumer pour la classe ouvrière le rôle que depuis Gramsci on attribue à un **intellectuel collectif**.

2. C'est au sein de l'unité populaire que la classe ouvrière réalise sa cohésion interne en même temps qu'elle assure autour d'elle les alliances qui lui permettent d'affronter victorieusement l'appareil d'État bourgeois. Cependant les mouvements spécifiques de l'unité populaire ne convergent ni spontanément ni d'eux-mêmes, quand bien même les conditions objectives de cette convergence sont réunies. Autrement dit, les contradictions au sein du peuple ne se résolvent pas toutes seules. Il faut donc une organisation capable d'instaurer entre les différents éléments du peuple la confrontation des expériences, la coordination des actions, le recentrage permanent des mouvements populaires autour de la contradiction principale et en vue de l'objectif central qui reste l'affrontement avec le pouvoir d'État.

3. Le développement des luttes, le passage de la révolte épisodique et spontanée au combat prolongé et conscient impliquent l'intervention de mots d'ordre unifiants qui permettent de dévoiler les contradictions du capitalisme et de les accentuer. Le choix d'initiatives tactiques coordonnées et centralisées doit permettre de rallier autour de la classe et du peuple les éléments hésitants et de modifier ainsi les rapports de force au détriment de la classe dominante. Il faut donc une organisation capable d'élaborer ces mots d'ordre, de mettre au point ces initiatives, de les proposer à la classe et au peuple, c'est-à-dire de jouer le rôle d'un **quartier général des luttes** qui anime et organise l'action contre la bourgeoisie et son État. La bourgeoisie dispose d'un instrument centralisé, l'appareil d'État ; pour affronter celui-ci et à plus forte raison pour le renverser, la classe et le peuple ont eux aussi besoin d'un instrument centralisé.

4. Face à la généralisation de l'exploitation capitaliste à l'échelle mondiale, l'internationalisme prolétarien constitue la réponse des classes opprimées, mais là encore, il ne peut s'agir d'une réaction spontanée. Il faut donc sur le plan national une organisation qui soit capable d'établir des contacts étroits avec les organisations révolutionnaires étrangères, de coordonner les informations sur les expériences des luttes, les bilans et enseignements à en tirer pour la poursuite du combat en France, les formes de soutien à apporter, soit sur le territoire national (immigrés, mouvements de minorités nationales) soit sur le plan international, à toutes les forces qui, à des titres divers, combattent l'adversaire commun. Cette force doit jouer le rôle d'un **détachement** en France du **prolétariat mondial**.

À tous ces niveaux, pour faire le bilan des luttes menées, en tirer les leçons, corriger les erreurs, la classe et le peuple doivent réfléchir sur l'action présente à la lumière de l'expérience historique du mouvement ouvrier national et international dont la **théorie marxiste-léniniste** est le concentré. Mais cette expérience, cette théorie ne sont pas présentes d'elles-mêmes au sein de la classe et du peuple. Il faut donc une organisation qui soit capable d'être à la fois la **mémoire de la classe** et le lieu où s'élabore la théorie, à partir de la pratique et des acquis historiques du mouvement. La formation des militants les plus conscients de la classe et des organisations populaires ne peut être assurée que par une organisation de ce type. À l'évidence, ces tâches ne peuvent être séparées et isolées les unes des autres. À tout moment leur accomplissement exige l'articulation et la combinaison des diverses activités de l'organisation révolutionnaire, l'établissement de priorités, la mise au point de moyens appropriés C'est pourquoi une énumération des tâches de l'organisation révolutionnaire n'a de sens que si elle débouche sur les principes de fonctionnement qui permettent d'y faire face.

V.—2.— DE L'INTELLECTUEL COLLECTIF AU QUARTIER GÉNÉRAL DES LUTTES

1. Le parti comme intellectuel collectif

Le rôle de l'organisation comme intellectuel collectif consiste, suivant la définition donnée par Mao, à rassembler les idées des masses, à les synthétiser et à les concentrer, puis à les retourner aux masses sous forme de mots d'ordre traduisant une ligne politique. Il est nécessaire de préciser les différentes étapes de cette démarche et d'en tirer les conséquences en ce qui concerne le type d'organisation à créer et son fonctionnement.

- **Rassembler les idées des masses** exige d'abord de s'entendre de façon précise sur ce que sont les masses. Dans la société bourgeoise elles sont, comme on l'a vu, isolées, dispersées, fragmentées, aussi bien dans les entreprises que dans les quartiers, le cloisonnement créant les meilleures conditions pour la domination de l'idéologie bourgeoise. Dès lors, recueillir les idées des masses, ce n'est pas interroger les travailleurs un par un, par voie de sondage ou de consultation électorale. Il faut aller les chercher là où elles existent en tant que collectivités concrètes, façonnées par les rapports sociaux réels ; il faut les interroger au moment où elles se constituent effectivement en communautés dans la révolte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes, c'est-à-dire aujourd'hui dans les formes de l'unité populaire.

- **Concentrer et synthétiser les idées des masses** ne veut pas dire additionner et juxtaposer les différentes expériences recueillies, mais effectuer sur ces expériences un travail de tri, d'élaboration et de transformation qui permet de séparer le principal du secondaire, le permanent de l'accidentel, l'essentiel de l'accessoire.

- **Retourner ces idées aux masses sous forme de mots d'ordre traduisant une ligne politique** exige là encore qu'on s'entende sur ce qu'est une ligne politique. Cela ne veut pas dire détenir une recette qui permettrait de prévoir et de résoudre l'ensemble des problèmes de la révolution, dans un pays donné, à une époque donnée. Cela veut dire être capable à chaque instant de repérer et de désigner aux masses, l'adversaire principal, les points faibles de cet

adversaire (les terrains sur lesquels le rapport de force lui est défavorable, les maillons les plus faibles sur lesquels il faut concentrer le tir), les forces sur lesquelles on peut s'appuyer pour atteindre les cibles que l'on s'est fixées.

Pour assumer cette triple démarche, l'organisation révolutionnaire doit satisfaire à un certain nombre de conditions :

1. **Sur le plan de ses structures**, elle doit assurer :

- **un certain type d'enracinement**, ses cellules de base étant modelées sur des collectivités concrètes (telle entreprise, telle zone industrielle, tel quartier populaire) et non sur des collectivités abstraites (circonscriptions électorales où toutes les classes sont mélangées) ;

- **un certain type de travail politique**, fondé sur un parti de militants, inséré dans ces collectivités concrètes, sachant se mettre à l'écoute des masses et non un parti d'adhérents ne se livrant qu'à un travail propagandiste, par à-coups, impliquant une relation avec les masses de même nature que celle qu'entretiennent les idéologues bourgeois.

- **un certain type de structures fusionnées**, préparant le parti à intervenir efficacement dans l'unité populaire, (fusion autour de noyaux ouvriers, de noyaux paysans, jeunes, de femmes, etc.) et permettant de mener une **enquête politique** systématisant les idées des masses.

2. **Sur le plan de sa théorie**, par l'intervention constante de la **théorie marxiste-léniniste** qui fournit les instruments permettant d'effectuer ce travail. C'est l'analyse des classes qui permet de repérer exactement quelle couche sociale s'exprime dans telle idée ou dans telle pratique recueillie ; c'est la distinction des contradictions principales et secondaires qui permet de déceler dans chaque conjoncture concrète l'adversaire principal, les alliés possibles, etc. La centralisation des expériences d'une classe à une étape donnée ne peut se faire qu'à la lumière de l'expérience passée de cette classe. Être la **mémoire collective de la classe**, cela veut dire restituer aux militants ouvriers le passé de leur mouvement masqué par une histoire académique d'origine bourgeoise et révisionniste.

Il est enfin indispensable que le parti possède un **minimum d'homogénéité**. En effet, les cellules de base de l'organisation sont pour elle comme des instruments d'observation et de mesure de la lutte des classes. Pour qu'une comparaison soit possible entre les expériences recueillies, il faut que les instruments de mesure soient semblables.

II. — Le parti comme quartier général des luttes

Les tâches une fois remplies, la ligne politique une fois fixée, le Parti révolutionnaire ne peut s'en tenir là. Il lui appartient encore de prendre les initiatives qui feront converger les luttes ouvrières et populaires contre le pouvoir central de la bourgeoisie. Ce faisant, il s'entraîne à devenir dans la préparation et le déroulement de cet affrontement décisif, le quartier général des luttes, non pas en s'autoproclamant comme tel à la veille du « grand soir », mais en étant reconnu comme tel par les masses en fonction des tâches qu'il s'avère dès maintenant capable de remplir.

1. C'est dès maintenant - dans chacune des luttes - même s'il s'agit de luttes catégorielles ou locales, que le Parti doit intervenir par ses mots d'ordre et ses initiatives pour rendre présentes les tâches de la Révolution, en désignant toujours l'adversaire principal, en mettant toujours en avant la cible du communisme.

2. C'est dès maintenant que le Parti doit s'efforcer de généraliser les luttes en élargissant leur cadre géographique au niveau d'un trust, d'une région mais surtout en les recentrant dans le cadre de l'unité populaire, en fonction de mots d'ordre unifiants (problème de tous les travailleurs immigrés autour de Pennaroya, problème du colonialisme en Bretagne autour du Joint). En visant à généraliser l'affrontement avec l'État bourgeois, le Parti porte celui-ci à un degré supérieur et du même coup il doit faire face aux tâches nouvelles que lui crée cette situation.

3. La généralisation et la radicalisation de l'affrontement avec l'État ne peuvent se développer

sans risque d'aventurisme que si elles le font parallèlement à la prise de conscience et à la mobilisation des masses. C'est parce que l'entrée dans l'illégalité (qui doit dès maintenant être concrètement préparée) constitue un obstacle majeur à la liaison parti-masses, et risque de conduire au putschisme, que le Parti révolutionnaire agira au grand jour aussi longtemps que cela lui sera possible. C'est pour la même raison qu'il restera maître des reculs tactiques, des compromis nécessaires, des alliances provisoires avec les adversaires secondaires contre l'adversaire principal, qui trouvent leur justification dans le fait qu'une situation révolutionnaire ne mûrit jamais de façon linéaire mais par bonds. S'il est indispensable que ces choix tactiques soient toujours expliqués le plus largement possible, il n'en est pas moins évident qu'ils exigent de la part des militants révolutionnaires une discipline dans l'action sans laquelle rien n'est possible.

Ainsi, ces deux fonctions du Parti Révolutionnaire sont complémentaires. Refuser l'une ou l'autre c'est ne concevoir qu'un parti mutilé incapable de remplir sa tâche. C'est à quoi entraîne pourtant deux types de déviation :

- **L'avant-gardisme** interdit au Parti de remplir son rôle d'intellectuel collectif lié aux masses. On tombe dans l'avant-gardisme quand on prétend prendre des initiatives centrales, alors qu'on ne dispose pas de l'implantation, de la base d'enquête minimale qui permettraient de garantir que les initiatives proposées correspondent bien au développement de la conscience des masses. On tombe dans l'avant-gardisme quand, tirant prétexte de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les masses et du caractère soi-disant réformiste de leur conscience spontanée, on prétend réserver à une élite de spécialistes éclairés la tâche de coordonner les expériences et de conduire les luttes. Céder à l'avant-gardisme, c'est se condamner à se couper des masses et à tomber tantôt dans l'opportunisme de droite - être en retard sur la volonté de lutte des masses, tantôt dans l'opportunisme de gauche - être en avance sur cette volonté.

- **Le localisme** et le spontanéisme refusent au contraire l'organisation centralisée destinée à devenir le quartier général des luttes. Ils interdisent au mouvement révolutionnaire d'affronter efficacement l'État bourgeois mais ils l'empêchent également de mener correctement le travail local lui-même, en l'empêchant de résoudre le problème de l'action révolutionnaire en dehors des périodes de lutte. Au sein d'une entreprise ou d'un quartier, la lutte est toujours épisodique, coupée de trêves. Ce qui est permanent, c'est la lutte de classes à l'échelon national : c'est donc seulement en s'intégrant à une organisation agissant à cette échelle que des structures locales peuvent subsister, trouver les moyens de réagir contre le cloisonnement dans lequel la bourgeoisie s'efforce de maintenir la classe ouvrière.

V.—3.— LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Pour construire un nouveau Parti du prolétariat, capable d'être un véritable intellectuel collectif et de devenir le quartier général des luttes, puis de la Révolution, un parti dont la tâche historique sera de lutter sans cesse pour refaire l'unité de la classe ouvrière autour des couches prolétariennes, de faire sans cesse progresser l'unité populaire, il faut remplir un certain nombre de conditions :

1. C'est dans la Gauche Ouvrière et la Gauche Paysanne que se trouvent les racines d'un tel parti.

C'est en luttant pour favoriser leur émergence, en portant les problèmes de formation et de proposition politique à leur niveau, c'est-à-dire en politisant cette gauche, que la construction du parti révolutionnaire doit être commencée dès maintenant.

2. Dès aujourd'hui, l'intervention des militants politiques doit se faire autour d'un projet politique complet.

C'est justement le rôle de ces thèses, réalisées comme première synthèse de militants tirant les leçons de leurs propres luttes, d'être la base de leur intervention politique. De cette manière,

ce programme est aussi la garantie du fonctionnement comme intellectuel collectif du futur Parti.

3. Les thèses sont aussi le moyen d'entraîner les militants révolutionnaires d'accord sur l'analyse et les propositions dans l'étape actuelle de cette construction du Parti. Nous avons, par le type d'offensive politique à mener, et constamment liés à la vérification pratique, à convaincre des enjeux et des objectifs les militants révolutionnaires qui cherchent leur voie et ont souvent une pratique correcte mais manquent encore de perspectives dans l'étape actuelle.

4. Il faut fixer dès aujourd'hui les règles de fonctionnement d'un tel parti :

a) Intellectuel collectif, il ne peut remplir sa tâche qu'en garantissant le maximum de démocratie interne. Non seulement les débats doivent être menés, mais pour qu'ils soient réellement démocratiques, ils doivent être réellement accessibles à tous les militants, non pas en sacrifiant à la facilité et en méprisant ceux-ci par la bêtification des mots et des idées, mais en vérifiant que ceux-ci sont toujours issus de la pratique et ont pour objectif de corriger la pratique.

L'éducation des militants, réunis par leur accord sur le programme, c'est justement l'apprentissage, et ceci encore plus pour ceux qui viennent des milieux intellectuels de la bourgeoisie, de la dialectique renvoyant constamment la théorie vers la pratique, extrayant de la pratique les enjeux théoriques.

b) Quartier général des luttes, ce parti ne peut que démontrer la nécessité de la centralisation constante de la lutte politique, et de la discipline d'application en fonction des tâches de la Révolution. Parti de militants, capable de surmonter les divisions inévitables car elles ont des bases objectives, il doit dans sa ligne politique avoir une réponse homogène, à chaque étape de la lutte des classes, et en fonction de l'internationalisme prolétarien. Mais surtout, il ne peut à aucun moment, dans la situation actuelle, privilégier un aspect sur l'autre, sacrifier à la démocratie l'exigence de rigueur politique, ou sacrifier à la discipline la nécessité de maintenir coûte que coûte la ligne de masse.

Ces quatre conditions expliquent les divergences de fond qui nous séparent :

- De ceux qui veulent construire le parti révolutionnaire à partir d'une théorie et en ralliant les masses à celle-ci, tournant ainsi le dos à la ligne de masse ;
- Et de ceux qui attendent cette construction de l'addition des révoltes, plus l'endoctrinement de quelques-uns (les « ouvriers communistes » qui se formeraient... en dehors de tout projet politique cohérent !), tournant aussi le dos à la nécessité d'un quartier général de la Révolution.

Elles sont à proposer dès maintenant à tous les militants révolutionnaires d'accord en général avec le projet politique, et à tous les ouvriers et paysans radicalisés dans la lutte, dans la mesure où ils constituent une gauche réelle dans le combat.

Ce Parti, celui de l'unité de la classe ouvrière dans l'unité populaire, celui de l'affrontement révolutionnaire avec l'État, celui qui a pour tâche essentielle, en se trempant dans la lutte de classe, de proposer à chaque étape les objectifs et les moyens pour les masses d'avancer vers le communisme, il est à forger de cette manière, ici et maintenant.